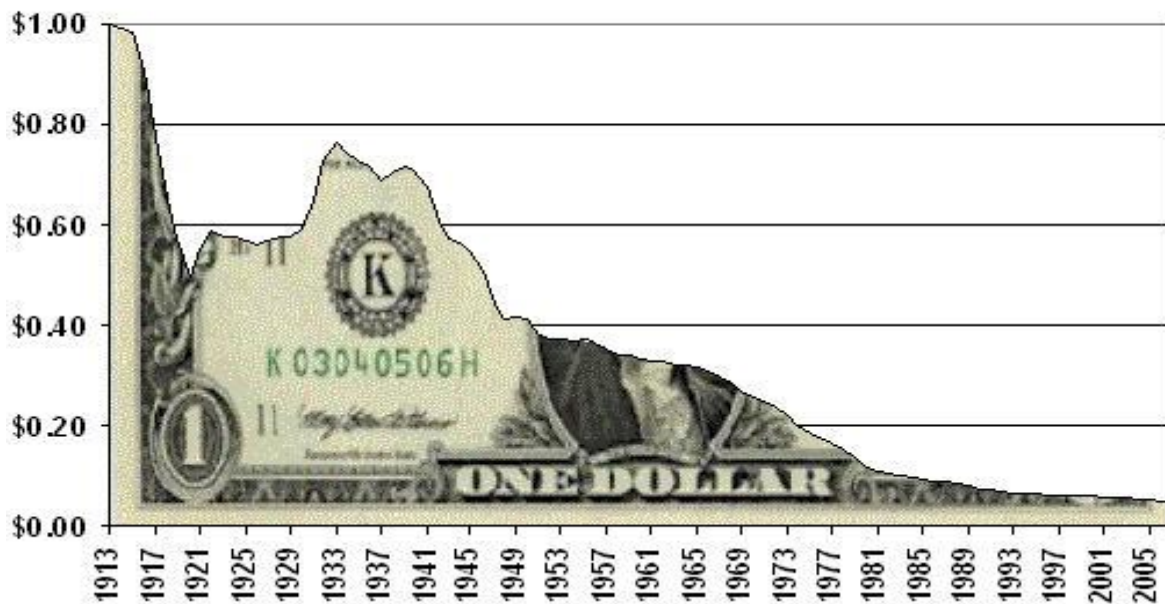


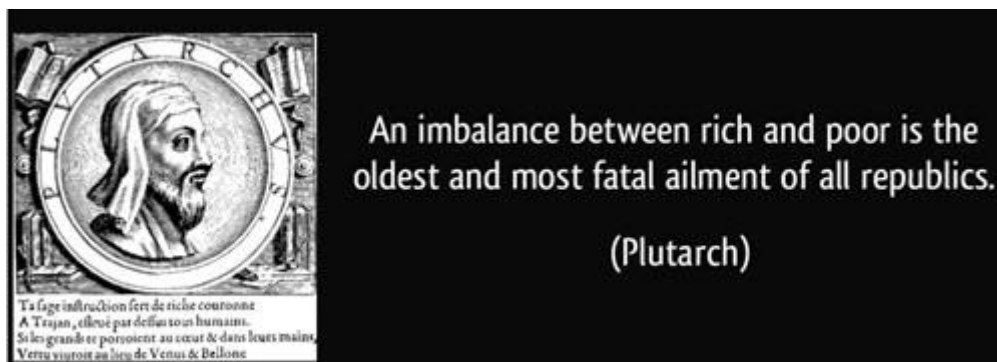
Value of a \$1 Federal Reserve Note in 1913 Dollars

(Source: US Bureau of Labor Statistics)



Pourquoi devrions-nous nous soucier de cette bifurcation ? Histoire.

Il y a 2000 ans, au temps de Plutarque, c'était déjà une " vieille sagesse " que les déséquilibres malsains de la richesse finissaient mal pour la société :



Même ceux qui sont au sommet de la pyramide des richesses n'aspirent pas à vivre entourés d'une sous-classe appauvrie, forcés de se cacher derrière leurs fortifications et leurs gardes, espérant que les troubles des masses ne s'aggravent pas.

Mais malheureusement, les États-Unis ne sont pas loin de ce destin....c'est Los Angeles :



Le village de tentes de LA

Les rues de San Francisco, Seattle et un nombre croissant d'autres villes américaines autrefois fières se ressemblent beaucoup.

Je me soucie de notre stabilité sociale et c'est pourquoi je crois en une classe moyenne forte et dynamique - quelque chose que la Réserve fédérale américaine s'efforce de détruire à chaque intervention. Elle a été une championne éhontée de l'ultra-riche et puissante retranchée, aux dépens de tous les autres. Pour cette raison, j'ai été un critique féroce de la Fed et de ses politiques.

L'argent par rapport à la richesse réelle

Il se trouve que j'en sais beaucoup sur notre système monétaire actuel ; comment il est créé, comment il fonctionne, ses avantages et ses aspects les plus sombres. Je trouve qu'il est essentiel de se rappeler que ce n'est pas vraiment "réel". C'est plutôt un concept. Plus précisément, c'est un contrat social. Un accord. Bien qu'elle soit appliquée à la fin d'une arme à feu - ou, comme on le voit ici, un shérif d'expulsion appliquant les codes fiscaux locaux :



éviction fiscale

Ainsi, bien que l'argent ne soit pas "réel" en soi, nous l'apprécions parce que c'est une revendication sur des choses réelles.

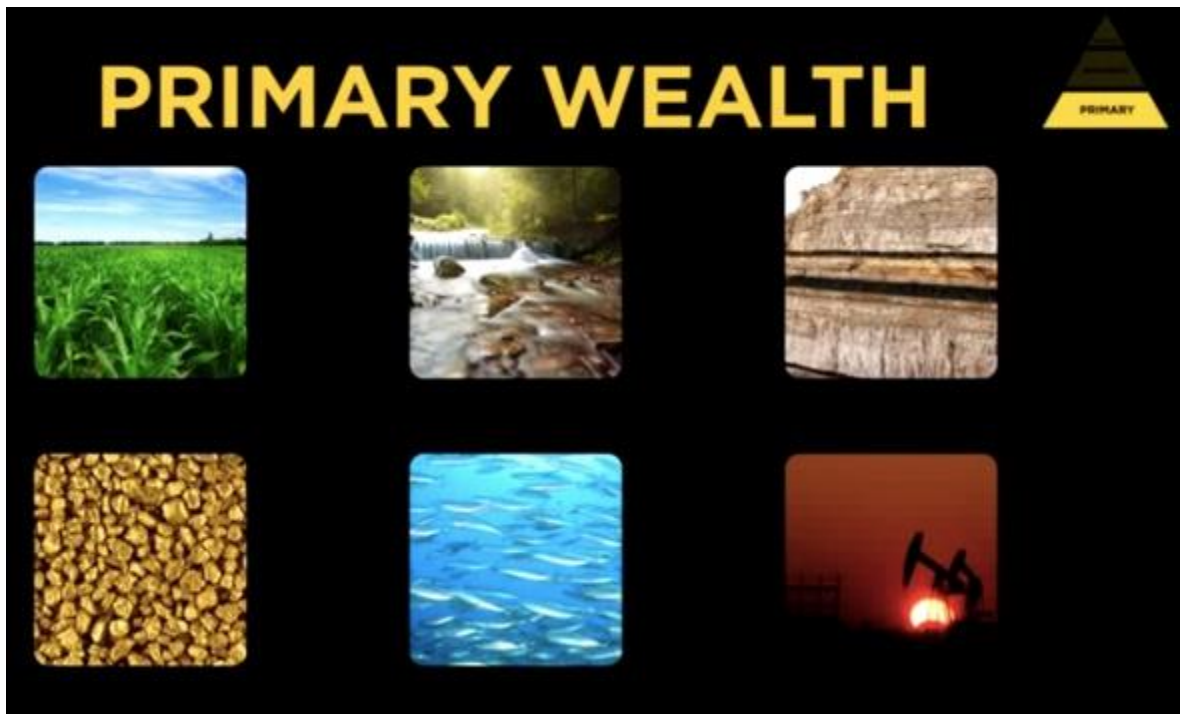
Le fait d'en avoir une grande partie vous donne actuellement droit à beaucoup de privilèges et de pouvoirs, qui sont le résultat direct de l'utilisation de cet argent.

L'argent peut être converti en maisons. Et des voitures. Et des massages. Également l'épicerie, l'électricité, les services de téléphonie cellulaire et les médicaments sur ordonnance. C'est ce que l'argent vous permet d'acheter, ainsi que dix milliards d'autres choses - les choses dont vous avez réellement besoin ou que vous voulez.

L'argent est donc le moyen, mais ce n'est pas la vraie richesse. La " vraie richesse " est ce que l'argent vous permet d'acquérir.

Les trois types de richesse

En allant plus loin, nous pouvons diviser la richesse réelle en deux formes distinctes. La richesse primaire est la richesse de la terre et de ses écosystèmes fonctionnels. C'est de l'air pur, de l'eau douce, des corps minéralisés épais et des sols riches :



principaux exemples de richesse

La richesse secondaire est une forme finie produite à partir de matières premières. Il s'agit de la richesse primaire mise sur le marché. Il s'agit de produits frais sur les tablettes d'épicerie, de bois coupé (ou même d'un bâtiment entièrement construit) et d'acier laminé en bobines géantes :



La richesse tertiaire, en revanche, n'est pas réellement "réelle". Mais la plupart des gens le confondent avec une représentation complète de la "richesse".

Comme l'argent, la richesse tertiaire n'est qu'une revendication sur la richesse primaire et/ou secondaire. Une part de General Electric, une créance basée sur des actions sur les moyens de production de la société.

Et la dette (et les obligations) est une créance future sur l'argent. Et l'argent, comme nous le savons, est une revendication sur des choses réelles.

Tout est dans le montant des réclamations

Pourquoi est-il pertinent d'analyser ces distinctions avec autant de soin ?

Parce qu'il doit y avoir un équilibre entre les revendications et la richesse.

Trop de réclamations et c'est ce qu'on appelle l'inflation. Chaque demande individuelle est réduite et diluée par chaque nouvelle demande supplémentaire. Avec chaque nouvelle unité d'argent créée, chaque réclamation existante devient de moins en moins valable.

La déflation, c'est quand il y a surproduction, ou trop de " choses réelles " par rapport à l'argent. Les prix baissent, ce qui est une condition périlleuse pour un système monétaire basé sur la dette. Il faut toujours plus d'argent pour rembourser le principal et les intérêts des prêts antérieurs, sinon les défauts de paiement commencent à se répandre dans le système.

Comprenez-vous maintenant pourquoi nous devons nous préoccuper de l'équilibre entre les demandes et la réalité ?

L'histoire est pleine d'exemples où les gens ont d'abord oublié ces vérités et s'en sont ensuite violemment souvenus. Tout au long de l'histoire, l'équilibre entre l'inflation et la déflation a oscillé de façon imprudente, presque chaotique.

Une autre de ces approches de transition de phase. Ces moments sont qualifiés de périodes de destruction de la richesse, mais ils ne le sont pas. Ce sont plutôt des périodes de transferts de richesse de l'inconscient vers l'observateur.

Nous sommes confrontés à cette crise imminente pour deux raisons principales. Premièrement, nous répétons l'oubli et l'orgueil des sociétés précédentes. Deuxièmement, les complexités de notre situation actuelle sont plus

difficiles que jamais auparavant.

La biologie humaine a accordé une forte préférence pour repousser les problèmes à l'avenir.

Lorsque les problèmes et les difficultés s'aggravent et sont de nature exponentielle, comme c'est le cas à l'heure actuelle, chaque report ne fait que rendre la douleur inévitable d'autant plus grande lorsqu'il arrive enfin.

Quant aux complexités croissantes, pour la première fois dans notre histoire en tant qu'espèce mondiale, nous nous rendons compte que le monde n'est plus notre trésor infini avec une capacité illimitée d'absorber nos flux de déchets.

Au lieu de cela, il est fini. Et c'est déjà gémir sous le poids d'une unité d'extraction et de gaspillage du PIB mondial. Les banques centrales cherchent sans relâche à doubler la taille de l'économie, puis à la doubler à nouveau.

On peut facilement faire valoir que 1x le PIB est déjà " trop " pour la planète. La disparition de poissons, de sols, d'insectes, d'oiseaux, d'amphibiens, de reptiles et de gros animaux indique tous qu'il y a un certain temps, c'était " trop ".

Mais même pour ceux qui croient que nous n'avons pas encore dépassé la capacité de charge de la Terre, il est certainement vrai qu'il y a une limite quelque part. Est-ce quand il y a 1,5 fois plus de consommation et de déchets qu'aujourd'hui ? 2 fois plus ? 3 fois ?

Quel est le bon moment pour agir comme si ces limites avaient de l'importance pour notre bien-être futur ? Pas maintenant ! est le cri de ralliement de la Réserve fédérale et des autres banques centrales. Leur mission consiste d'abord et avant tout à favoriser la croissance du crédit le plus rapidement possible. Point au complet.

C'est tout ce qui les intéresse. Et s'ils doivent continuer à jeter quelques jeunes générations et l'ensemble des classes moyennes supérieures, moyennes et inférieures sous leur bus de l'inégalité pour réaliser plus de croissance sur les marchés du crédit, alors vous feriez mieux de croire que c'est ce qu'ils vont faire.

Le transfert de patrimoine

Avec la quasi-inévitabilité du MMT (alias "argent gratuit pour tous"), le transfert de richesse passera à la vitesse supérieure et plus évidente lorsque le MMT arrivera (comme Charles Hugh Smith l'a brillamment résumé pour nous récemment).

Le problème fondamental est que l'argent n'est pas une vraie richesse. Mais la monnaie nouvellement imprimée a un réel pouvoir d'achat. Que se passe-t-il lorsque le pouvoir d'achat augmente, mais qu'en même temps plus de richesse réelle n'est pas automatiquement créée par magie ?

Facile : les revendications sur les choses réelles se diluent. Chaque unité monétaire en circulation se voit retirer un minuscule fragment de pouvoir d'achat lorsqu'une nouvelle unité de pouvoir d'achat est créée " à partir de rien ".

Vous pourriez penser "quel plan imparfait !", mais c'est tout à fait faux. C'est précisément le plan. L'écrêtage des pièces de monnaie était l'ancienne pratique romaine de diluer la monnaie en rappelant chaque pièce en circulation (ou autant que possible), en rasant un tout petit peu de chacune d'elles, puis en réémettant une plus grande quantité de pièces nouvellement frappées qui pesaient chacune un petit peu moins qu'auparavant.

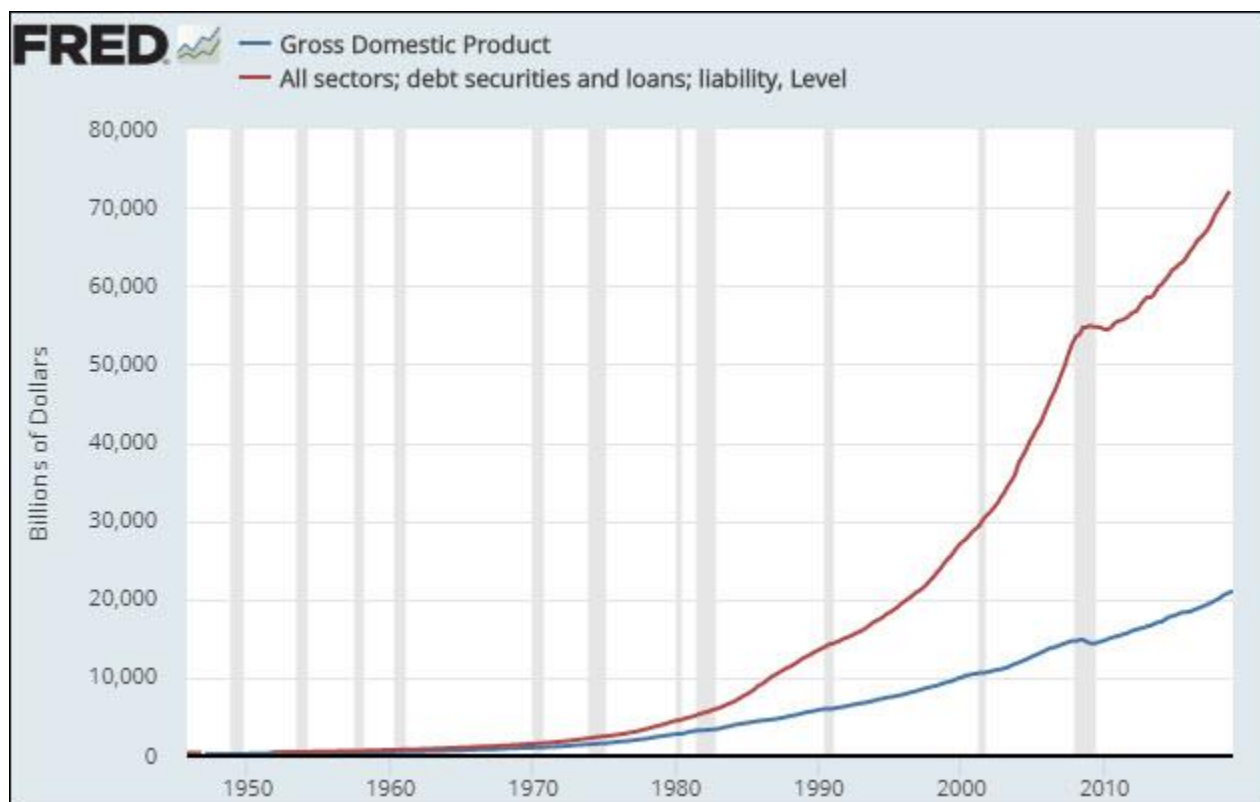
Aujourd'hui, il est beaucoup plus facile d'atteindre le même résultat. De nouveaux chiffres électroniques sont répandus dans le monde et peut-être que 0,1% de la population pourrait même vous dire que c'est en train de se

produire. Peut-être que seulement 0,001% pourrait vous dire exactement comment.

Mais l'effet est le même que celui de l'écrêtage de pièces de monnaie. Chaque nouveau chiffre de monnaie mis en circulation "à partir de rien" a un pouvoir d'achat immédiat. Par définition, l'ensemble de la monnaie préexistante en circulation perd par conséquent une "part unitaire".

Avec des billions et des billions en circulation, personne ne s'en aperçoit vraiment. Encore une fois, c'est à la fois l'objet et la raison d'être du projet.

Pour les États-Unis, ce tableau explique ce qui s'en vient avec des détails grotesques :



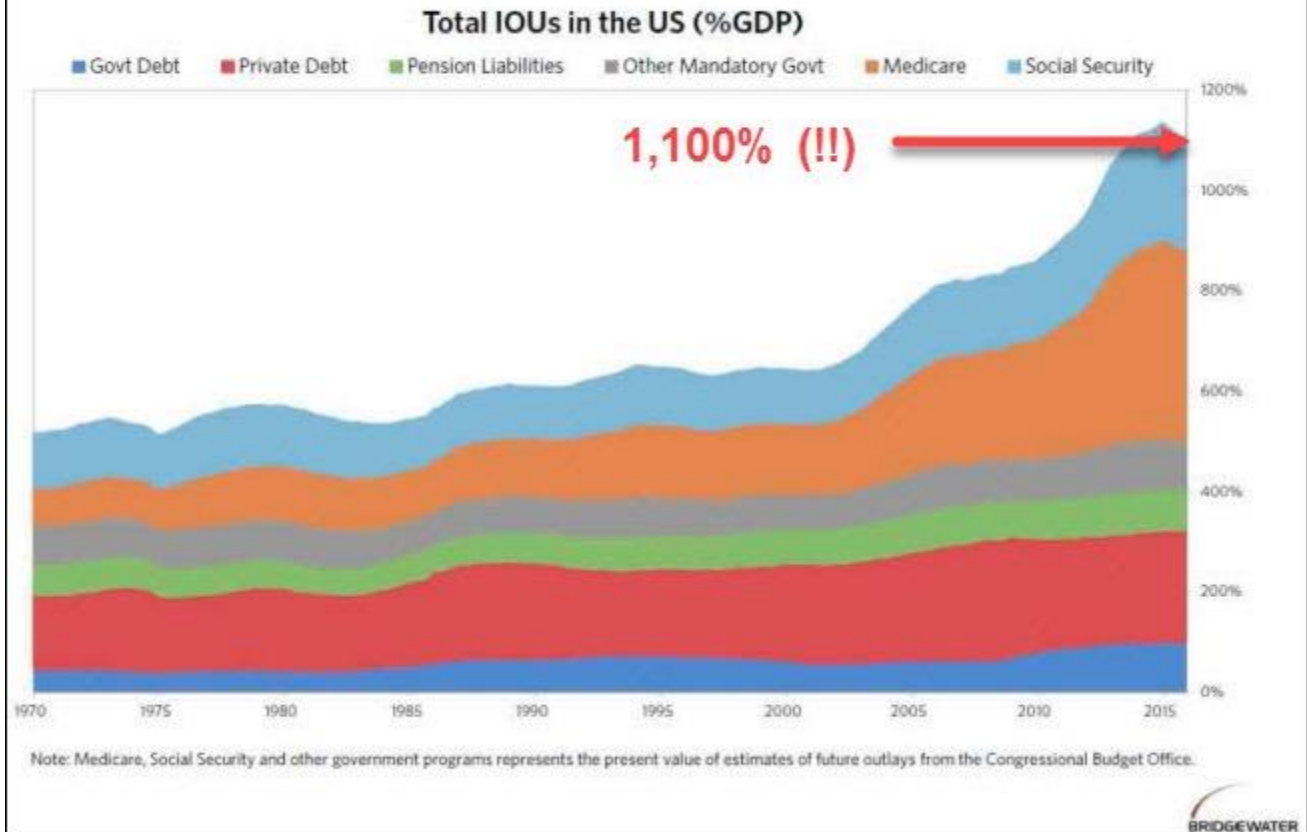
Graphique de la dette par rapport au PIB

Il s'agit de la dette totale des États-Unis, qui représente les créances futures sur l'argent - ce qui, rappelons-le, est en soi une créance future sur la richesse réelle.

Le PIB représente, imparfaitement, le "vrai" dans cette histoire. Comme vous pouvez le constater, les réclamations (ligne rouge) sont calculées à un rythme beaucoup plus rapide que le PIB (ligne bleue).

La situation s'aggrave encore plus - de loin, de loin, de loin - lorsque nous incluons les engagements non provisionnés de l'Amérique dans l'ensemble, exprimés ici en pourcentage du PIB :

THERE ARE TOO MANY PROMISES THAT CAN'T BE KEPT



Total des reconnaissances de dette aux États-Unis en % du PIB

Quels sont les moyens possibles de résoudre ce tableau avec les attentes, les espoirs et les rêves des gens ?

Eh bien, nous pourrions faire croître le PIB très, très rapidement pendant très longtemps. Environ 75 ou même 100 ans de plus.

D'ici là, l'économie américaine à elle seule sera 5 fois plus importante que l'économie mondiale actuelle. Rappelez-vous que la Terre crie déjà "assez !" On ne peut qu'imaginer ce qui se passerait si les États-Unis devenaient à eux seuls 5 fois plus grands que l'économie mondiale d'aujourd'hui....

Cependant, étant donné que cette croissance phénoménale nécessite beaucoup d'énergie, qu'il n'existe pas encore de substitut(s) approprié(s) aux combustibles fossiles et que les réserves de combustibles fossiles sont appelées à diminuer pour des raisons liées à l'épuisement et à la géologie, ce genre de croissance de 5x ne va pas se réaliser. Ce n'est tout simplement pas possible ; le carburant pour l'alimenter n'est pas là.

Alors, que se passe-t-il lorsque d'énormes réclamations se heurtent à des contraintes physiques ? L'excès de sinistres s'évapore. Comme ils l'ont fait à maintes reprises au cours de l'histoire.

C'est là qu'intervient le transfert de richesse. Et vous voulez être sûr de vous y préparer et d'être du bon côté de la médaille au fur et à mesure que cela se produit.

Le temps presse

La fin de l'argent approche.

Pour citer le célèbre économiste autrichien Ludwig Von Mises :

"Il n'y a aucun moyen d'éviter l'effondrement final d'un boom provoqué par l'expansion du crédit.

L'alternative est seulement de savoir si la crise devrait survenir plus tôt à la suite de l'abandon volontaire d'une nouvelle expansion du crédit, ou plus tard comme une catastrophe finale et totale du système monétaire concerné."

Combien de personnes qui lisent ces lignes pensent que si on a le choix entre faire face à des conséquences désagréables maintenant ou plus tard (en imprimant plus d'argent par MMT, plus de QE, etc.), il n'y a même pas de concours du tout ?

Bien sûr, ils choisiront d'en imprimer d'autres maintenant. Ce n'est jamais le bon moment pour affronter la musique. Il y a des questions délicates à régler ici et maintenant. Un moment difficile dans une négociation commerciale, une élection et une faiblesse inquiétante du marché des introductions en bourse sont autant d'excuses que l'on peut toujours trouver à chaque instant présent.

De plus, il n'y a personne d'important qui ait la vision ou le leadership requis pour supporter une période de décisions aussi difficiles. Il n'y a pas de Paul Volker à la Fed ; juste une bande d'imbéciles qui suivent le marché et qui ont peur de tout et n'importe quel mouvement à la baisse dans les cours boursiers. Ce sont maintenant les chiens de poche du marché, complètement indignes d'admiration ou de respect.

C'est pourquoi nous prévoyons plus d'impressions et d'emprunts. D'énormes nouvelles piles d'argent et de crédit seront émises, probablement à des taux d'intérêt de plus en plus bas.

L'économie mondiale se porte mal et semble encore plus malade. Cela est dû à un endettement trop important. Mais peu importe, la réponse du banquier central est automatique : Le monde a besoin de plus de crédit à des prix encore plus bas !

Et, bien sûr, davantage d'interventions de la banque centrale pour éviter que tout ne s'écroule. Après tout, les banquiers centraux sont les héros de cette histoire, non ?

Ce serait un miracle si la prochaine élection présidentielle américaine n'ouvrait pas les vannes du MMT, ce qui ne ferait qu'accélérer le rythme de la dépréciation de la monnaie.

La pression augmente. Personne ne sait quand tout l'argent et tout le crédit nouvellement émis devront être " vérifiés " par rapport à la quantité de choses réelles qui existent. Mais ce sera le cas. C'est toujours le cas.

La presse parlera de ce moment comme d'une période de destruction des richesses.

Si un résultat déflationniste se produit - ce que nous donnons 15% de chance de se produire - 401ks seront déchiquetés, les obligations perdront de la valeur, les défauts de paiement monteront en flèche, les actions s'écrouleront et le dollar atteindra des sommets alors que les institutions et des pays entiers se démèneront pour rembourser leurs dettes à même une masse monétaire qui s'amenuisent.

Si un résultat inflationniste se produit - la probabilité restante de 85 % - l'argent vaudra de moins en moins cher. Mais la presse déplorera malheureusement la situation comme un grand mystère, comme une pluie tombant d'un ciel clair. Bien sûr, comprendre l'inflation n'est pas terriblement difficile, mais il incombe à la structure du pouvoir de prétendre qu'elle est vraiment trop difficile à comprendre. L'inflation est toujours un phénomène monétaire. Trop d'argent pour trop peu de biens et de services.

Dans tous les cas, l'épée tombera. Et une fois que la poussière sera retombée, il y aura des gagnants et des

perdants. Ceux qui disposent du cadre et de l'agilité appropriés prospéreront. Ils comprendront que ce qui s'est réellement passé, c'est que la richesse a été transférée de ceux qui pensaient qu'elle leur appartenait (les demandeurs) à ceux qui l'ont réellement possédée (les possesseurs).

Les seules questions qui subsistent sont de savoir si le transfert de richesse se fait sous la forme d'une destruction inflationniste, comme au Venezuela aujourd'hui, ou sous la forme d'un effondrement déflationniste plus à la manière de la Grèce récemment (qui a perdu ses ports, ses routes et ses services aux banques et créanciers étrangers parce que trop de dettes ne pouvaient être payées).

Quoi qu'il en soit, par déflation ou inflation, les réponses financières prudentes restent les mêmes. Posséder des biens durables. Avoir de multiples sources de revenus. Être en mesure de vous procurer un pourcentage de votre propre nourriture localement et de produire votre propre énergie à la maison (solaire, chauffe-fusées de masse, etc.).

Pour ceux qui ont de l'argent sur les marchés, nous avons une société de conseil financier expérimentée que nous recommandons qui peut vous aider à naviguer votre capital financier à travers ces temps incroyablement incertains.

Nous ne pouvons pas prédire quand l'actuelle Bulle Tout finira enfin, mais quand elle finira, vous ne serez pas du tout dupe. Vous l'aurez vu venir et en connaîtrez les causes. Vous ferez partie des personnes instruites et alertes qui sauront que la richesse réelle a simplement été transférée.

De plus, vous savez que les bénéficiaires de ce transfert de richesse seront presque certainement - surprise ! - les banques et autres élites financières que la Fed a si soigneusement habilitées et protégées. Les gagnants ont été présélectionnés, tout comme les perdants.

Le danger, bien sûr, c'est que les élites financières n'ont pas pensé à leur plan astucieux jusqu'au bout. Il se peut qu'ils n'aient pas ce qui suit lorsqu'une population enragée se réveille enfin face à l'énorme fraude qui a été perpétrée contre elle.

Nous verrons bien.

De plus en plus de gens aux États-Unis et dans d'autres pays se rendent compte de la façon dont les élites financières et politiques ont joué et truqué le système en leur faveur. Les manifestants en colère descendent de plus en plus dans la rue pour exprimer leur mécontentement.

Nous en prédisons d'autres. Bien plus encore.

Ozzie Zehner : Alternatives aux énergies alternatives

Publié pour la première fois le 4 novembre 2016

Bulletin of the Atomic Scientists

MOTS-CLÉS : énergie alternative, biocarburants, changement climatique, voitures électriques, Green Illusions, Ozzie Zehner, cellules solaires, technologie

Résumé

Dans cette interview, l'auteur de Green Illusions, Ozzie Zehner, affirme que les technologies d'énergie alternative telles que les cellules solaires et les éoliennes sont devenues des fétiches et des illusions qui ne font rien pour compenser la consommation de charbon. Au lieu de cela, dit-il, ces technologies servent surtout de symboles qui distraient les Américains et les empêchent d'envisager des solutions plus propres et plus abordables aux changements climatiques et à d'autres problèmes environnementaux. Il soutient que le fait de

subventionner les technologies énergétiques alternatives a en fait un effet boomerang : en rendant l'énergie moins chère pour les consommateurs, cela augmente la demande d'énergie. Zehner critique les voitures électriques comme étant des inventions qui ne sont pas meilleures pour l'environnement que les véhicules à essence et qui perpétuent simplement une culture axée sur le véhicule. Il décrit comment la couverture médiatique des technologies productrices d'énergie telles que les cellules solaires et les biocarburants s'accroît avec le prix du gaz, tandis que la couverture des technologies économes en énergie telles que l'isolation stagne. Selon Zehner, les Américains n'ont pas de crise énergétique, ils ont une crise de la consommation. Il recommande qu'au lieu de concentrer autant d'efforts sur le développement de technologies alternatives, dont chacune comporte des inconvénients inévitables, les environnementalistes se concentrent sur les programmes sociaux et politiques - il cite en exemple les programmes pour les jeunes cyclistes - qui sont bons pour la santé publique ainsi que pour la planète. Zehner suggère que de tels programmes doivent procurer des avantages personnels immédiats et une stabilisation du climat à long terme.

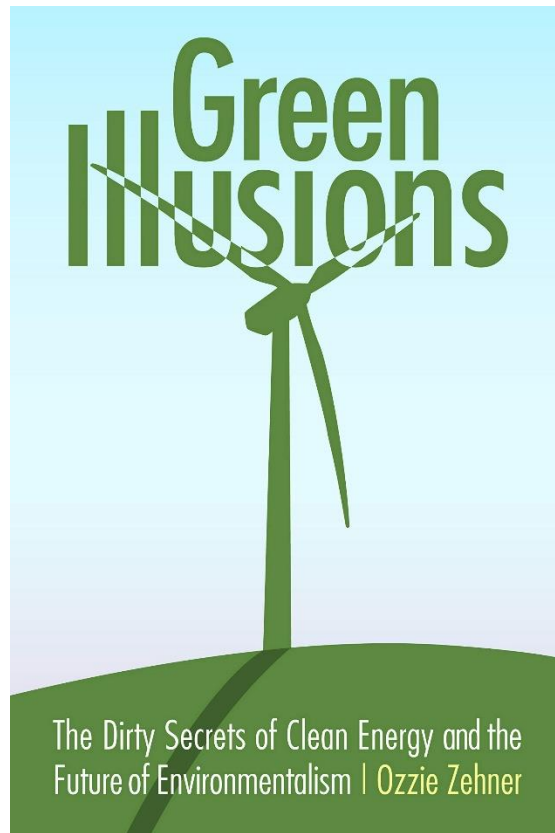


Chercheur invité au Center for Science, Technology, Medicine and Society de l'Université de Californie à Berkeley, Ozzie Zehner étudie la compréhension du public des technologies énergétiques alternatives et évalue les conditions sociales, culturelles, politiques et économiques qui influencent les politiques et projets énergétiques.

Zehner a grandi dans le Michigan, où il a passé un été au collège à gratter la suie des entrailles d'une centrale électrique industrielle. Il a obtenu un diplôme d'ingénieur de l'université de Kettering, puis a travaillé pour General Motors pendant cinq ans, dont trois ans en Europe dans le développement de véhicules de pointe. Il est titulaire d'une maîtrise de l'Université d'Amsterdam, où il a étudié la sociologie des sciences et de la technologie.

Dans un segment de CNN, il y a vingt ans, alors que Zehner n'avait que 17 ans, il montrait une petite voiture hybride qu'il avait conçue et construite ; elle fonctionnait à l'électricité et au gaz naturel. "J'ai pensé que c'était une solution particulièrement bénéfique à nos défis environnementaux. J'avais tort, écrit-il dans son livre récemment publié *Green Illusions : The Dirty Secrets of Clean Energy and the Future of Environmentalism* (University of Nebraska Press, 2012). La vertu des véhicules électriques n'est qu'une des nombreuses hypothèses auxquelles Zehner s'attaque dans son livre, qu'il qualifie de "journalisme d'investigation, de critique culturelle et de recherche universitaire".

Green Illusions analyse les limites et les conséquences involontaires des technologies énergétiques, allant des cellules solaires à l'énergie nucléaire, et conclut que les États-Unis ne peuvent résoudre leurs problèmes environnementaux en produisant plus d'énergie. M. Zehner recommande plutôt des changements fondamentaux aux systèmes sociaux et politiques, tels que le renforcement des droits des femmes, la promotion de la bicyclette et des collectivités piétonnières, et la création d'un ministère de l'efficacité pour élaborer des recommandations prioritaires globales et combler le vide laissé par un ministère de l'énergie avec un budget limité pour l'énergie civile. Le Bulletin a parlé avec Zehner de son nouveau livre et des perspectives des énergies alternatives.



BAS : Qu'est-ce qui vous a décidé à écrire le livre Green Illusions ?

Zehner : J'avais un cabinet d'architecture et l'un de mes premiers clients voulait installer des cellules solaires sur son toit. Je ne connaissais pas grand-chose à l'énergie solaire à l'époque. Plus je faisais de recherches, plus je réalisais les limites des cellules solaires. J'ai déterminé que nous devions abattre deux grands chênes qui créaient beaucoup d'avantages solaires passifs pour la maison, et que les cellules solaires allaient coûter beaucoup d'argent et ne pas améliorer du tout le rendement énergétique de la maison. Quand j'ai présenté cela à mon client, il a néanmoins décidé d'abattre les arbres pour garder les cellules solaires dans le plan parce qu'il avait de très fortes associations avec la technologie. Cela m'a intrigué. Aujourd'hui, je vois que les technologies énergétiques alternatives sont fétichisées dans le dialogue national. Ils deviennent des lunettes, qui s'appuient sur un certain degré de fantaisie. La rêverie peut stimuler les idées créatives, mais ces fantaisies énergétiques alternatives en sont venues à définir les options qui s'offrent à nous et à limiter ou prévenir de meilleures solutions. C'est pourquoi j'ai pensé qu'il était essentiel d'écrire un livre provocateur, en examinant toutes les conséquences négatives des technologies des énergies alternatives, et de dire ensuite que, si nous voulons qu'elles soient pertinentes à l'avenir, nous devons d'abord changer les contextes sociaux, économiques et politiques. Cette entreprise sera plus agréable qu'on ne le pense.

BAS : Quelle partie de votre livre a provoqué la réaction la plus forte ?

Zehner : C'était inattendu. J'ai pensé que c'était peut-être les chapitres sur les piles solaires ou l'énergie éolienne, mais c'est en fait la critique des véhicules électriques qui a suscité le plus grand tollé. C'est probablement parce que les voitures ont une valeur symbolique si forte pour les Américains. Ils sont un élément culturel central. Beaucoup de gens tiennent pour acquis qu'un véhicule électrique est légèrement meilleur pour l'environnement qu'un véhicule à essence et donc un pas dans la bonne direction. Mais il n'y a aucune preuve que ce soit le cas lorsqu'on considère l'ensemble du cycle de vie.

BAS : Dans Green Illusions, vous écrivez que conduire un véhicule électrique, c'est comme passer à une

cigarette à faible teneur en goudrons. Pourquoi ?

Zehner : C'est plutôt comme si on passait des clous de girofle à fumer aux menthols, parce que je ne vois vraiment aucune différence environnementale entre les technologies. L'Union of Concerned Scientists s'est penchée sur le cycle de ravitaillement - l'énergie utilisée pour charger le véhicule - et a constaté que l'avantage en matière de gaz à effet de serre de la conduite d'un véhicule électrique dépend de votre lieu de résidence et des centrales électriques qui alimentent votre réseau. La National Academy of Sciences s'est penchée sur l'ensemble du cycle de vie et, lorsqu'elle a tenu compte des impacts de la fabrication, du raffinage et d'autres facteurs, l'avantage illusoire a disparu. Les impacts totaux d'une voiture électrique sont plus importants que ceux d'une voiture à essence, même si son essence provient des sables bitumineux du Canada. Il n'est pas vraiment acceptable que les médecins fassent la promotion des cigarettes au menthol, et je ne vois aucune raison pour les écologistes de promouvoir les véhicules électriques, surtout lorsqu'il existe de véritables solutions qui sont ignorées. Les Académies ont constaté qu'une meilleure planification de l'utilisation des terres empêcherait les gens de circuler. Il en serait de même pour l'infrastructure cyclable et piétonnière.

BAS : Vous appelez les cellules solaires un "conte de fées", mais beaucoup de gens intelligents sont convaincus que l'énergie solaire est la solution à nos problèmes énergétiques. Est-ce que cela a quelque chose à voir avec le fait qu'il s'agit d'une technologie que les gens peuvent posséder personnellement - s'agit-il littéralement d'habilitation ?

Zehner : L'idée de s'éloigner du réseau pour vivre de la terre de façon autonome est un rêve bucolique qui a occupé une place importante dans le discours environnemental. Les cellules solaires ont aussi une certaine magie qui les entoure. L'élan solaire s'est accumulé grâce à une combinaison d'écologistes qui ont de l'espoir sur le plan technologique, d'industriels qui profitent des cellules solaires et de législateurs gouvernementaux qui ont trouvé pratique d'utiliser le pouvoir symbolique du solaire. Lorsque tous ces intérêts sont alignés, ils finissent par faire avancer une technologie. Mais les cellules solaires rencontrent des limites. Le coût sera probablement le plus élevé. Il y a une idée que les coûts des cellules solaires sont en baisse-c'est vrai pour les composants techniques, mais la majorité des coûts sont des choses ennuyeuses comme les boîtiers qui contiennent les cellules solaires, les coûts de transport, l'installation, l'assurance et la maintenance. Ces coûts n'ont pas diminué. Si l'économie se redresse, il y aura davantage de concurrence pour ces matériaux de basse technologie. Si l'économie ne s'améliore pas, les subventions gouvernementales pour l'énergie solaire pourraient se tarir.

BAS : Y a-t-il d'autres limites sérieuses en plus du coût ?

Zehner : Nous devons faire face à la contamination par les métaux lourds et aux gaz à effet de serre virulents de la fabrication solaire. L'hexafluorure de soufre, par exemple, a un potentiel de réchauffement planétaire 23 000 fois supérieur au dioxyde de carbone, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. De nombreux organismes et gouvernements supposent que les énergies de remplacement comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne compenseront la consommation de charbon, mais rien ne prouve qu'elles le font dans la pratique. En mars dernier, Richard York, de l'Université de l'Oregon, a publié un article dans Nature Climate Change, et ce que nous avons tous les deux constaté - en utilisant deux méthodes différentes - c'est qu'il n'y a pas de compensation. C'est ce que j'appelle un effet boomerang : Lorsque nous subventionnons une technologie énergétique de remplacement, cela exerce une pression à la baisse sur les prix de l'énergie, et la demande pour cette énergie moins chère augmente, et nous retournons donc à notre point de départ - une demande élevée et une offre dite insuffisante.

BAS : Le rapport 2008 du ministère de l'Énergie, 20 % d'énergie éolienne d'ici 2030, a été largement cité comme preuve que les changements majeurs apportés à l'infrastructure énergétique américaine sont à portée de main. Pourquoi avez-vous écrit que le rapport est basé sur des projections irréalistes de la quantité d'électricité que les turbines électriques peuvent produire dans des conditions réelles ?

Zehner : Lorsque je travaillais sur le chapitre sur le vent, j'avais l'impression que je ne pouvais aller nulle part

sans rencontrer des citations tirées de ce rapport, alors j'ai pensé qu'il valait mieux que j'y retourne et que je regarde de plus près. J'ai découvert des écarts entre les données du ministère de l'Énergie et les données historiques contenues dans le rapport. Il y a des facteurs de capacité - le pourcentage de la capacité maximale que vous obtenez d'une turbine dans le monde réel - estimés dans ce rapport qui sont bien supérieurs à tous les facteurs de capacité trouvés ailleurs. Je n'arrivais pas à comprendre d'où ils sortaient des chiffres aussi élevés. Ils étaient même plus élevés que ce que l'industrie dit être plausible. Seulement un ou deux pour cent peuvent faire ou défaire un parc éolien. J'ai donc décidé de faire quelques entrevues au ministère de l'Énergie ainsi qu'avec l'entreprise qui a été embauchée pour créer les ensembles de données. J'ai trouvé que, lorsqu'ils se sont heurtés à des chiffres défavorables à l'industrie éolienne, ils ont élaboré des chiffres différents - en extrapolant à partir d'une période de progrès rapide et en traçant une ligne droite vers l'avenir, sans reconnaître la maturité de l'industrie qui s'était déjà produite. C'est comme extrapoler la croissance des étudiants de première année du secondaire pour montrer qu'au collège, ils seront plus grands que les girafes.

BAS : Pourquoi le ministère de l'Énergie a-t-il accepté les projections de l'industrie plutôt que les données gouvernementales ? Ce rapport a été rédigé sous l'administration Bush, qui n'était pas connue comme un partisan des énergies renouvelables.

Zehner : Je ne sais pas ce qui se passait dans leur esprit quand ils l'ont créé, mais il y avait clairement un intérêt à produire un rapport qui était favorable à l'industrie éolienne. Il semble que les données actuelles du ministère de l'Énergie sur le terrain et ses estimations antérieures des facteurs de coût et de capacité étaient trop réalistes pour être utilisées dans un rapport qui allait améliorer les perspectives de l'industrie éolienne.

BAS : Vous avez un chapitre dans votre livre sur le "fétichisme" des énergies alternatives. Qu'est-ce qui rend les cellules solaires et les éoliennes si sexy ?

Zehner : C'est l'une des grandes questions que je me pose, et je ne sais pas si j'y répondrai un jour. Ces objets brillants et tournoyants reposent sur des attentes qu'il est peu probable de réaliser dans la réalité, et ils étouffent le discours sur les meilleures options qui s'offrent à nous. Le spectacle de l'énergie propre en est venu à définir ce que signifie être un écologiste, mais nous devons cesser de tenir pour acquis que l'énergie de remplacement est toujours une bonne chose. Ce n'est pas le billet gratuit que l'on prétend qu'il est. Les biocarburants sont un bon exemple d'une technologie pour laquelle la perception du public s'est tournée : Les chocs de 2008 sur les prix des denrées alimentaires sont apparus, et nous avons commencé à constater les effets secondaires de certains types de biocarburants. La même chose pourrait se produire avec le solaire et le vent, bien que ces technologies aient des valeurs symboliques très fortes. Et leur pouvoir de séduction ne doit pas être sous-estimé.

BAS : Quels sont les "rôles symboliques", comme vous les appelez, que jouent les technologies énergétiques dans les mouvements politiques et environnementaux ?

Zehner : Examiner les représentations médiatiques des technologies énergétiques. Par exemple, les cellules solaires par rapport aux DEL : On produit de l'énergie, on économise de l'énergie. J'ai étudié une période de 2003 à 2008, alors que les coûts de l'énergie augmentaient rapidement, et j'ai constaté que la couverture médiatique du solaire, de l'éolien et des biocarburants avait augmenté d'environ 400 %. Pendant ce temps, la couverture des dispositifs économiseurs d'énergie - comme le transport en commun, les lumières DEL et l'isolation - est demeurée relativement plate. J'ai également analysé le langage utilisé par les chercheurs et les journalistes pour décrire ces technologies. Lorsque les journalistes ont parlé des cellules solaires, ils ont utilisé des mots liés à l'avenir, au changement climatique et à l'indépendance énergétique. Quand ils ont écrit sur les LED, ils ont utilisé un langage plus technique, parlé du passé et n'ont pas mentionné l'indépendance énergétique.

BAS : En faisant des recherches sur votre livre, vous avez persuadé des organisations de publier des rapports confidentiels et demandé à des employés du ministère de l'Énergie de vous expliquer certaines de leurs décisions internes. Quelle a été leur réaction au livre ?

Zehner : J'ai eu des réactions mitigées. Dans l'ensemble, ils ont été positifs. La plupart des praticiens du monde de l'énergie ne sont pas particulièrement choqués par ce que j'ai écrit. En fait, je donne la parole à beaucoup de gens qui travaillent sur le terrain et qui sont familiers avec les technologies vertes. Nombreux sont ceux qui ont des réserves - souvent exprimées uniquement dans le secteur privé - sur la montée en puissance de ces technologies, en particulier de l'énergie solaire. Je viens d'un point de vue constructif et j'explore comment nous pouvons aller de l'avant. Je suis aussi généralement en faveur de la recherche et du développement.

BAS : Dans votre livre, vous écrivez que vous n'êtes ni pour ni contre les énergies alternatives, mais la plupart de la publicité que vous avez reçue concerne les inconvénients des énergies renouvelables et des véhicules électriques. Craignez-vous de donner de l'aide et du réconfort à l'industrie des combustibles fossiles ?

Zehner : Je suis également très critique à l'égard de l'industrie des combustibles fossiles. J'ai interviewé des gens de cette industrie, et ils ne s'inquiètent pas du tout des voitures électriques, des éoliennes ou des cellules solaires. Ils me rappellent qu'il faut beaucoup de combustibles fossiles pour fabriquer une batterie. Les subventions aux voitures électriques profitent en fin de compte à l'industrie des combustibles fossiles parce qu'elles sont une subvention à la culture automobile. Les gens de l'industrie des combustibles fossiles ont peur de la réglementation et de perdre leurs propres subventions, mais la production d'énergie solaire ne les empêche pas de dormir. Ils s'en fichent, c'est tout. La menace est quelque chose qui est inventé dans l'imagination du public.

BAS : Les partisans des énergies renouvelables soutiendraient que les technologies comme l'énergie solaire et éolienne ne sont pas parfaites, mais que nous ne pouvons pas laisser le parfait être l'ennemi du bien. Certaines de ces technologies ne sont-elles pas assez bonnes pour faire une différence en matière de changement climatique, étant donné l'urgence du problème ?

Zehner : Premièrement, lorsque nous examinons les chiffres de chercheurs comme Severin Bornstein et Gregory Nemet, nous constatons que, si nous voulons faire progresser la technologie solaire, les usines de fabrication de bâtiments sont un moyen extrêmement coûteux de faire progresser cette technologie. Il vaudrait mieux simplement dépenser l'argent en R&D. Et deuxièmement, il n'y a pas beaucoup de place sur scène. Nous devrions concentrer nos dépenses sur les stratégies qui auraient le plus grand impact, et à mon avis, c'est du côté de la réduction de la demande. Il y a plein de fruits à portée de main. Troisièmement, aux États-Unis, à cause de cet effet boomerang, la poursuite simultanée de la production et de la réduction pourrait aggraver les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Tant que nous n'aurons pas mis en place des dispositifs d'arrêt d'urgence, nous ne pouvons présumer qu'une augmentation de la capacité de production d'énergie de remplacement compensera la production d'énergie classique ou aura des répercussions positives sur l'environnement.

BAS : Vous signalez que la loi de 2005 sur la politique énergétique a donné plus d'incitations financières à l'industrie nucléaire qu'à l'éolien, à la biomasse, au solaire, à la géothermie, à l'hydroélectricité, à la conservation et à l'efficacité énergétique réunis. Pourquoi le nucléaire a-t-il été un si grand gagnant en 2005, et pourquoi ces mesures incitatives n'ont-elles pas produit la renaissance nucléaire promise ?

Zehner : Il est difficile d'imaginer ce qui se serait passé sans Fukushima. En 2005, l'industrie nucléaire recevait certainement beaucoup plus d'amour qu'elle n'en recevait depuis longtemps. À mon avis, c'est en grande partie grâce aux dons et à l'influence politiques, ainsi qu'au succès de l'industrie nucléaire dans la création d'une image d'énergie propre. Il y a beaucoup de matières fissiles sur la planète ; cela peut être considéré comme une bénédiction et une malédiction. Cela signifie qu'à mesure que les combustibles fossiles deviendront de plus en plus chers, ces matières fissiles deviendront plus attrayantes. Dans la ruée vers l'énergie propre, l'industrie nucléaire pourrait être bien placée pour se présenter comme la solution lorsque les prix des combustibles fossiles augmenteront.

BAS : A votre avis, "un atome exclusivement en temps de paix est aussi inconcevable qu'une pièce de monnaie avec un seul côté." Qu'en est-il de l'expérience japonaise ? Ou l'entreprise plus récente des Émirats arabes unis, qui s'est engagée à développer l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques ?

Zehner : Je pense que c'est un rêve impossible. Il y a trois raisons pour lesquelles nous devons nous méfier de cette division souvent citée entre l'énergie nucléaire et l'armement. Historiquement, nous savons que les deux ont souvent fait l'objet d'un accord global. Les intentions politiques se figent rarement sous l'une ou l'autre forme exclusivement. Et même si c'est le cas, l'industrie nucléaire est mondiale, alors nous ne pouvons pas penser aux intentions et aux risques uniquement au niveau national. La deuxième hésitation que j'ai, c'est que les technologies s'entremêlent. J'utilise l'analogie d'une station de ski alpin : Une fois que vous l'aurez construit, vous pourrez facilement le transformer en station de snowboard. Troisièmement, les États-nations sont toujours en mouvement. On ne peut pas nécessairement présumer que la poursuite pacifique d'aujourd'hui se poursuivra à l'avenir. Compte tenu des délais aussi longs pour les activités nucléaires, c'est une chose que nous devons reconnaître.

BAS : Beaucoup de leaders environnementaux croient qu'il est plus facile de changer de technologie que de changer de mode de vie ou de comportement. Ont-ils tort ?

Zehner : Les technologies d'énergie de remplacement sont des outils inappropriés pour s'attaquer aux conditions sociales, politiques et économiques qui sont à l'origine de nos problèmes environnementaux. Pendant ce temps, le mouvement environnemental a formulé des solutions de conservation en termes de sacrifice, mais les gens n'aiment pas en avoir moins. Nous devons réfléchir à des solutions en termes de création de bénéfices initiaux et de bénéfices à long terme. Il n'y a pas de corrélation entre l'augmentation de la consommation d'énergie et la satisfaction de vivre dans les pays riches. En fait, dans des endroits comme le Danemark, les gens se disent plus heureux que dans des endroits comme le Texas, où les résidents consomment beaucoup plus d'énergie. C'est l'occasion de réfléchir à des solutions qui correspondent aux intérêts des gens.

BAS : Il y a beaucoup d'idées dans votre livre pour des actions et des politiques qui réduisent la consommation d'énergie. Quel est votre meilleur choix ?

Zehner : Un de mes préférés est la bicyclette pour les jeunes. C'est en voie de disparition aux États-Unis en ce moment même. Le nouveau projet de loi sur les transports affaiblit l'appui aux programmes pour les jeunes cyclistes. C'est triste, ça. Les enfants sont touchés de façon disproportionnée par les infrastructures suburbaines parce qu'ils ne peuvent pas conduire et que les routes ne sont pas aménagées pour le vélo ou la marche. Les enfants représentent 12 p. 100 des décès de piétons, mais le programme fédéral Aller-retour sécuritaire pour l'école reçoit moins d'un demi pour cent du budget de la sécurité des transports.

BAS : Vous n'avez pas d'enfants. Pensez-vous que vous verriez nos défis climatiques et énergétiques différemment si vous le faisiez ?

Zehner : En fait, je ne suis pas si pessimiste sur l'avenir. Je pense qu'on va pouvoir trouver une solution. Ma plus grande préoccupation, qui ne changerait probablement pas, que j'aie des enfants ou non, concerne les personnes qui seront le plus touchées par le prix du carburant dans l'avenir, les habitants des pays en développement. Ils n'ont pas autant accès au pouvoir et à l'économie mondiale que le reste d'entre nous. À mesure que les prix des combustibles fossiles augmenteront, les prix des aliments augmenteront, et je considère cela comme l'une des principales menaces à l'avenir.

Polluantes à n'importe quelle vitesse

La voiture électrique ne résout pas les problèmes environnementaux de l'automobile

Par Ozzie Zehner 30 juin 2013



L'été dernier, la police routière californienne a arrêté la pop star Justin Bieber alors qu'il traversait Los Angeles à toute vitesse pour tenter de secouer les paparazzi. Il conduisait une voiture hybride électrique - pas n'importe quelle hybride, mais une Fisker Karma chromée, une berline sport hybride rechargeable de 100 000 \$ US qu'il avait reçue en cadeau de son manager, Scooter Braun, et de son collègue chanteur Usher pour ses 18 ans d'existence. Lors d'une présentation surprise à la caméra, Braun a déclaré : " Nous voulions nous assurer, puisque vous aimez les voitures, que lorsque vous êtes sur la route, vous avez toujours l'air écologique et nous avons décidé de vous offrir une voiture qui vous démarque un peu. Mission accomplie.

M. Bieber se joint à une liste croissante de célébrités, d'écologistes et de politiciens qui mettent à profit les voitures électriques pour devenir des produits écologiques. Le président Obama a un jour osé imaginer 1 million de voitures électriques circulant sur les routes des États-Unis d'ici 2015. Le maire de Londres, Boris Johnson, a vibré à la presse au sujet de sa conversion électrique née de nouveau après avoir conduit un Tesla Roadster, s'émerveillant de la façon dont le coupé sport américain ne produisait "pas plus de vapeurs nocives qu'un pissenlit dans un pré alpin". Pendant ce temps, les écologistes qui s'opposaient autrefois totalement à la prolifération de l'automobile se font aujourd'hui les champions des subventions aux entreprises qui vendent des voitures électriques et des crédits d'impôt aux consommateurs qui les achètent.

Deux douzaines de gouvernements dans le monde subventionnent l'achat de véhicules électriques. Au Canada, par exemple, les gouvernements de l'Ontario et du Québec paient jusqu'à 8 500 \$ CAN pour conduire une voiture électrique. Le Royaume-Uni offre une subvention de 5 000 £ pour les voitures rechargeables. Et le gouvernement fédéral américain accorde jusqu'à 7 500 \$ en crédits d'impôt aux gens qui achètent des véhicules électriques rechargeables, même si bon nombre d'entre eux sont assez riches pour ne pas avoir besoin d'une telle aide. (Le propriétaire moyen d'une Chevrolet Volt, par exemple, a un revenu de 170 000 \$ par année.)

Certains États offrent des incitatifs fiscaux supplémentaires. La Californie porte le crédit total à 10 000 \$ et le Colorado à 13 500 \$, soit plus que le prix de base d'une Ford Fiesta toute neuve. La Virginie-Occidentale offre la meilleure offre. Les intérêts miniers de l'État sont en train de saliver devant la possibilité de transférer le transport automobile du pétrole vers le charbon. Les résidents peuvent recevoir un crédit total allant jusqu'à 15 000 \$ pour l'achat d'une voiture électrique et jusqu'à 10 000 \$ pour le coût d'une station de recharge personnelle.

Il y a d'autres avantages. Dix États américains ouvrent les voies à fort taux d'occupation de leurs autoroutes aux voitures électriques, même si la voiture transporte un conducteur seul. De nombreux magasins offrent un stationnement VIP pour les véhicules électriques - et parfois un plein d'électrons gratuit. Le maire Johnson a

même pris des mesures pour soulager les propriétaires de voitures électriques du fardeau de la fameuse taxe de congestion de Londres.

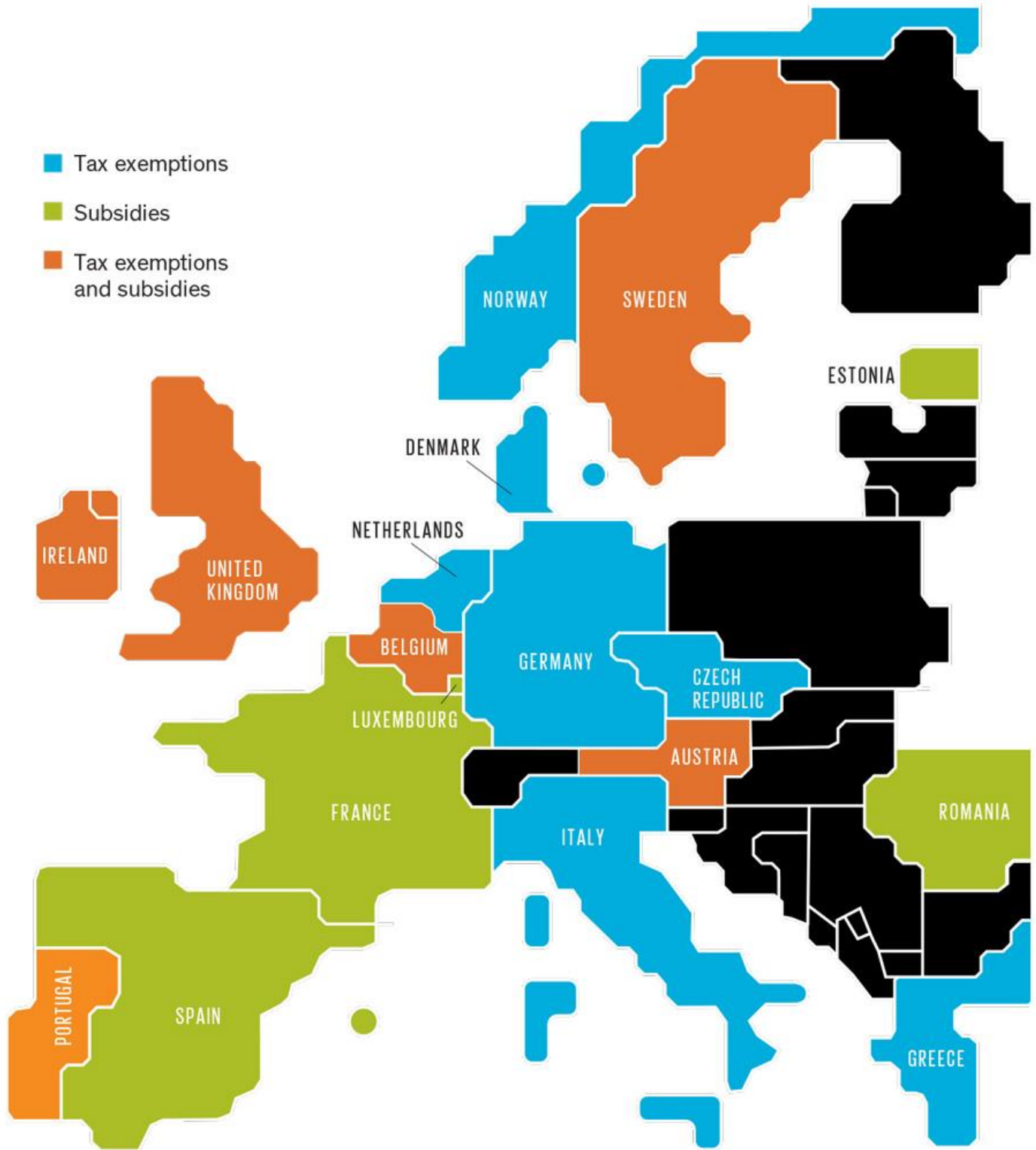
Hélas, ces carottes ne parviennent pas à surmonter le fait que les prix des voitures électriques sont encore très élevés, ce qui reflète les coûts substantiels des matériaux et des combustibles fossiles qui reviennent aux entreprises qui les fabriquent. Et certains contribuables ont l'impression, ce qui est compréhensible, que ces subventions ont tendance à aller aux plus riches. Au milieu du battage médiatique et de l'hyperbole, il est temps de regarder derrière le rideau. Les voitures électriques sont-elles vraiment si vertes ?

L'idée d'électrifier les automobiles pour contourner leurs défauts environnementaux n'est pas nouvelle. Il y a vingt ans, j'ai moi-même construit une voiture électrique hybride que l'on pouvait brancher ou faire fonctionner au gaz naturel. Ce n'était pas très rapide, et je suis presque sûr que ce n'était pas sûr. Mais j'étais convaincu que des voitures comme la mienne aideraient à réduire à la fois la pollution et la dépendance aux combustibles fossiles.

J'avais tort.

J'en suis arrivé à cette conclusion après de nombreuses années d'étude plus approfondie des questions environnementales et après avoir pris note de certaines questions importantes que nous devons nous poser en tant que citoyens concernés. Ma position est impopulaire, c'est sûr. Le pouvoir suggestif des voitures électriques est une force de persuasion - si persuasive que répondre à la question apparemment simple " Les voitures électriques sont-elles vraiment vertes ?

Comme pour la plupart des autres questions, la réponse dépend de qui vous posez la question. Des dizaines de groupes de réflexion et d'organisations scientifiques ont tiré des conclusions sur le respect de l'environnement des véhicules électriques. La plupart sont favorables, mais quelques-uns sont critiques. Par exemple, Richard Pike, de la Royal Society of Chemistry, a déterminé de façon provocante que les voitures électriques, si elles étaient largement adoptées, ne réduiraient les émissions de dioxyde de carbone de la Grande-Bretagne que de 2 %, étant donné les sources d'électricité du Royaume-Uni. L'an dernier, une étude du Congressional Budget Office des États-Unis a révélé que les subventions pour les voitures électriques " entraîneront peu ou pas de réduction de la consommation totale d'essence et des émissions de gaz à effet de serre du parc automobile du pays au cours des prochaines années ".



Des incitatifs généreux pour les VE : Partout dans le monde, les gouvernements offrent aux conducteurs divers incitatifs pour l'achat de voitures électriques. Les incitations monétaires en Europe occidentale, par exemple, comprennent des subventions directes sur l'achat de véhicules ainsi que certaines exonérations fiscales. Certains de ces pays offrent également aux conducteurs de voitures électriques un stationnement gratuit et d'autres avantages. Source : Wikipédia

D'autres sont plus favorables, notamment l'Union of Concerned Scientists. Son rapport de 2012[PDF] sur la question, intitulé " État de charge ", note que la recharge des voitures électriques produit moins de CO2 que

même les véhicules à essence les plus efficaces. Le rédacteur en chef du rapport, l'ingénieur Don Anair, conclut : "Nous sommes à un bon moment pour nettoyer le réseau et passer aux véhicules électriques."

Pourquoi l'évaluation est-elle si mitigée ? En fin de compte, c'est parce qu'il ne s'agit pas seulement de science. Il s'agit de valeurs, qui déterminent inévitablement les questions que les chercheurs posent, ainsi que ce qu'ils choisissent de compter et ce qu'ils ne comptent pas. C'est vrai pour de nombreux types de recherche, bien sûr, mais pour les voitures électriques, les biais abondent, même si ce n'est pas toujours évident pour l'observateur occasionnel.

Pour avoir une idée de la façon dont les préjugés s'insinuent, suivez d'abord l'argent. La plupart des programmes universitaires de recherche sur les voitures électriques sont financés par l'industrie automobile. Par exemple, le Plug-in Hybrid and Electric Vehicle Research Center de l'Université de Californie à Davis, qui se décrit comme " le centre de collaboration et de recherche sur les véhicules hybrides et électriques rechargeables de l'État de Californie ", reconnaît sur son site Web les partenariats avec BMW, Chrysler-Fiat et Nissan, qui vendent ou développent tous des véhicules électriques et hybrides. Le Global Climate & Energy Project de Stanford, qui publie des recherches sur les véhicules électriques, a reçu plus de 113 millions de dollars de quatre entreprises : ExxonMobil, General Electric, Schlumberger et Toyota. Georgetown University, MIT, les universités du Colorado, du Delaware et du Michigan, et de nombreuses autres écoles acceptent également le parrainage d'entreprises pour leurs recherches sur les véhicules électriques.

Je ne dis pas que le parrainage d'entreprise incite automatiquement les gens à masser leurs données de recherche. Mais elle peut façonner les résultats de façon plus subtile. D'une part, elle influe sur les études qui sont réalisées et, par conséquent, sur celles qui finissent par recevoir l'attention des médias. Après tout, les entreprises dirigent l'argent vers les chercheurs qui posent le genre de questions qui pourraient profiter à leur industrie. Un universitaire qui étudie, par exemple, les communautés sans voiture est moins susceptible de recevoir un financement de l'entreprise qu'un collègue qui conçoit des stations de recharge pour véhicules.

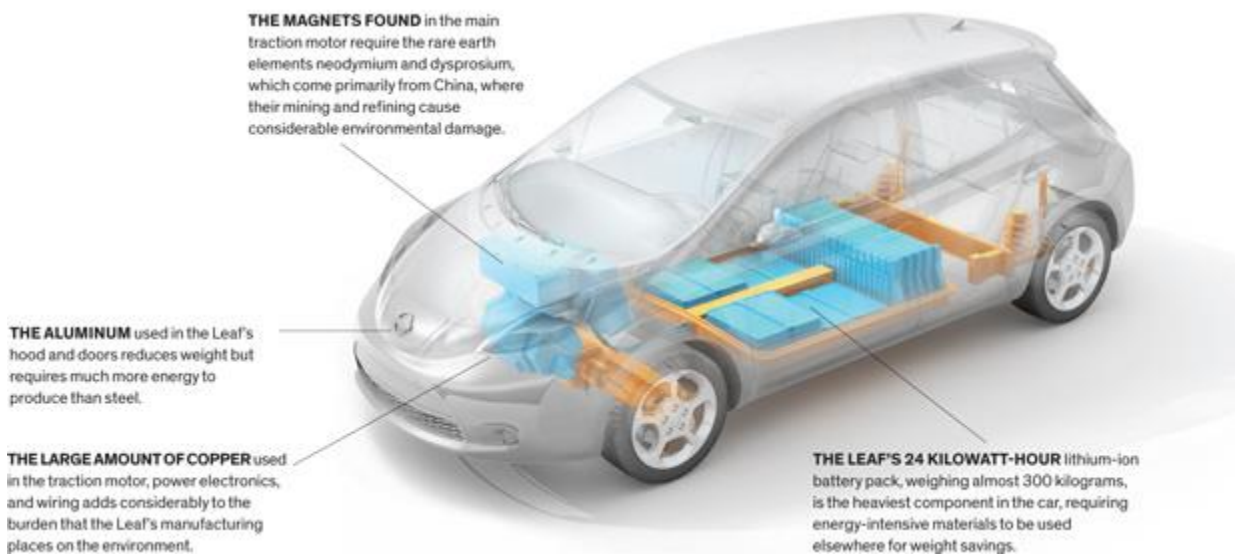
Bon nombre des chercheurs qui réalisent des études sur les véhicules électriques sont de fervents partisans de cette technologie. Un rapport sur les véhicules électriques de la School of Environmental Affairs de l'Université de l'Indiana, par exemple, était dirigé par un ancien vice-président de Ford. Il se lit comme un ensemble de points de discussion de relations publiques et contient des recommandations publicitaires pour l'industrie de l'automobile électrique (qu'il devrait gérer les attentes des clients, afin d'éviter un retour de bâton en cas de réclamations excessives). Même l'estimée Union of Concerned Scientists a revêtu son rapport sur les voitures électriques d'images de marketing romantiques, gracieuseté de Ford, General Motors et Nissan, sociétés dont elle évalue les produits. En effet, il est très difficile de trouver des chercheurs qui examinent les mérites environnementaux des voitures électriques d'un œil désintéressé.

Alors, comment évaluez-vous les effets des voitures électriques sur l'environnement alors que les experts qui écrivent à leur sujet semblent tous être des passionnés de voitures incontestés ? C'est difficile. Un autre obstacle à l'évaluation des voitures électriques est qu'il est difficile de comparer les différentes options de ravitaillement des véhicules. Il est relativement facile de calculer la quantité d'énergie nécessaire pour charger la batterie d'un véhicule. Toutefois, il n'est pas si simple de comparer une batterie qui a été chargée à l'électricité à partir d'une centrale alimentée au gaz naturel avec une batterie qui a été chargée à l'énergie nucléaire. Le gaz naturel doit être brûlé, il produit du CO₂ et il faut souvent recourir à des méthodes qui posent des problèmes environnementaux pour le libérer du sol. L'énergie nucléaire produit des déchets difficiles à stocker ainsi que des risques de prolifération et de retombées. Il n'y a pas de façon claire de comparer ces impacts. Se concentrer uniquement sur les gaz à effet de serre, aussi importants soient-ils, passe à côté d'une grande partie du tableau. Les fabricants et les agences de marketing exploitent le fait que chaque source d'énergie possède son propre portefeuille unique d'effets secondaires pour créer les termes de discussion qui répondent le mieux à leurs besoins. Les constructeurs de voitures électriques aiment à souligner, par exemple, que leurs véhicules peuvent être rechargés à partir de sources renouvelables, comme l'énergie solaire. Même si cela était possible à grande échelle, la fabrication du grand nombre de cellules photovoltaïques nécessaires aurait des effets secondaires

venimeux. Les cellules solaires contiennent des métaux lourds et leur fabrication libère des gaz à effet de serre tels que l'hexafluorure de soufre, dont le potentiel de réchauffement planétaire est 23 000 fois supérieur à celui du CO₂, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. De plus, les combustibles fossiles sont brûlés dans l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication des cellules solaires et des éoliennes, ainsi qu'à leur fabrication, leur assemblage et leur entretien. Il en va de même pour les centrales de secours redondantes dont ils ont besoin. Et encore plus de combustibles fossiles sont brûlés lorsque tous ces équipements sont mis hors service. Les partisans de la voiture électrique adoptent volontiers l'énergie renouvelable pour alimenter leurs machines, mais ils ignorent commodément les répercussions environnementales qui en découlent.

Enfin, la plupart des évaluations de voitures électriques n'analysent que la charge de la voiture. Il s'agit là d'un facteur important. Mais une analyse plus rigoureuse tiendrait compte des impacts environnementaux sur l'ensemble du cycle de vie du véhicule, depuis sa construction jusqu'à sa mise hors service, en passant par son exploitation et son retrait éventuel à la casse.

Une étude a tenté de dresser un tableau complet de la situation. Publié par les National Academies en 2010 et supervisé par une vingtaine d'éminents scientifiques américains, c'est peut-être le compte rendu le plus complet des effets des voitures électriques à ce jour. Ses conclusions donnent à réfléchir.



Qu'y a-t-il dans votre VE ? Ne pensez pas seulement au tuyau d'échappement manquant. La fabrication des composants spécialisés qui entrent dans la fabrication des voitures électriques, comme la Nissan Leaf, a des coûts environnementaux importants. Illustration : Bryan Christie Design

Il convient de noter que cette enquête a été commandée par le Congrès américain et qu'elle a donc été entièrement financée par des fonds publics, et non par des entreprises. Comme dans de nombreuses études antérieures, elle a constaté que la conduite d'une voiture électrique était moins dommageable que le ravitaillement en carburant d'une voiture à essence. Ce n'est pas si simple, cependant, selon Maureen Cropper, vice-présidente du comité du rapport et professeure d'économie à l'Université du Maryland. "Qu'il s'agisse d'une automobile conventionnelle à essence, d'un véhicule électrique ou d'un véhicule hybride, la plupart des dommages proviennent en fait d'étapes autres que la simple conduite du véhicule", souligne-t-elle.

Une partie de l'impact provient de la fabrication. Parce que les batteries sont lourdes (la batterie représente plus d'un tiers du poids du Tesla Roadster, par exemple), les constructeurs travaillent à alléger le reste du véhicule. Par conséquent, les composants des voitures électriques contiennent de nombreux matériaux légers qui exigent

beaucoup d'énergie pour produire et traiter les composites carbone et l'aluminium en particulier. Les moteurs électriques et les batteries ajoutent de l'énergie à la fabrication des voitures électriques.

De plus, les aimants des moteurs de certains véhicules électriques contiennent des métaux des terres rares. Curieusement, ces métaux ne sont pas aussi rares que leur nom l'indique. Ils sont cependant saupoudrés d'un peu partout dans le monde, ce qui rend leur extraction peu rentable dans la plupart des endroits. Dans une étude publiée l'an dernier, un groupe de chercheurs du MIT a calculé que l'exploitation minière mondiale de deux métaux des terres rares, le néodyme et le dysprosium, devrait augmenter de 700 % et de 2600 %, respectivement, au cours des 25 prochaines années pour suivre le rythme des divers projets de technologie verte. Pour compliquer les choses, la Chine, premier producteur mondial de terres rares, a récemment tenté de restreindre ses exportations. Il existe des stratégies de substitution, mais leur mise en œuvre entraîne des compromis en termes d'efficacité ou de coût.

Les matériaux utilisés dans les batteries ne sont pas moins nocifs pour l'environnement, selon l'étude du MIT. Les composés comme le lithium, le cuivre et le nickel doivent être extraits de la terre et traités de manière à exiger de l'énergie et à libérer des déchets toxiques. Et dans les régions où la réglementation est médiocre, l'extraction minière peut étendre les risques au-delà des seuls travailleurs directement concernés. Les populations environnantes peuvent être exposées à des substances toxiques par contamination de l'air et des eaux souterraines.

À la fin de leur durée de vie utile, les piles peuvent également poser problème. S'ils sont recyclés correctement, les composés sont plutôt bénins, même si ce n'est pas quelque chose que l'on voudrait étaler sur un bagel. Mais manipulées incorrectement, les piles mises au rebut peuvent libérer des produits chimiques toxiques. Ces facteurs sont cependant difficiles à mesurer, c'est pourquoi ils sont souvent exclus des études sur les impacts des voitures électriques.

L'évaluation des Académies nationales n'a pas ignoré ces réalités difficiles à mesurer. Il a rassemblé les effets de la construction des véhicules, de l'extraction du carburant, du raffinage, des émissions et d'autres facteurs. Dans un coup de poing aux défenseurs de la voiture électrique, elle a conclu que les dommages à la santé et à l'environnement à vie des véhicules (à l'exclusion des effets climatiques à long terme) sont en fait plus importants que ceux des voitures à moteur à essence. En effet, l'étude a révélé qu'une voiture électrique est probablement pire qu'une voiture alimentée exclusivement à l'essence provenant des sables bitumineux canadiens !

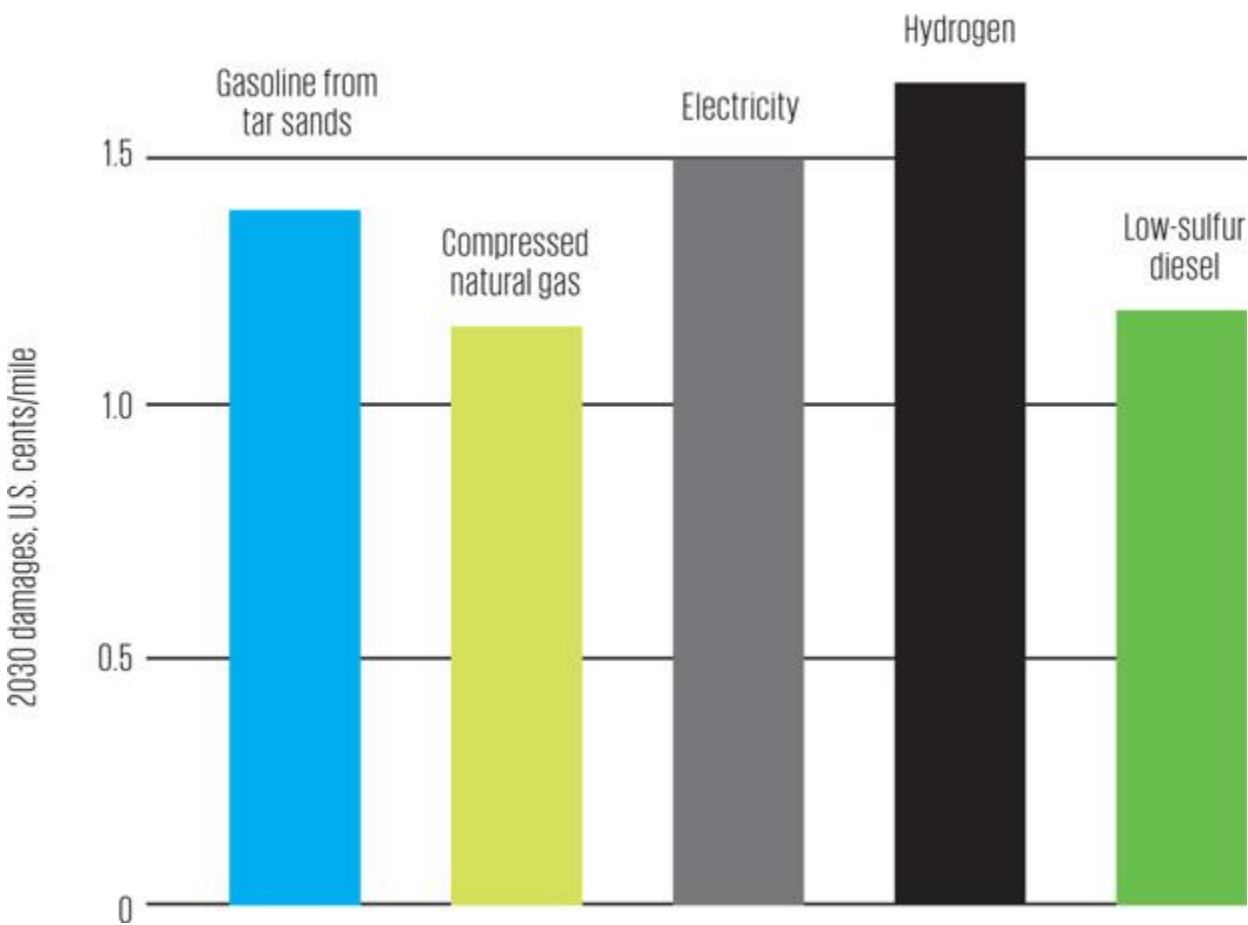
Quant aux émissions de gaz à effet de serre et à leur influence sur le climat futur, les chercheurs ne les ont pas ignorées non plus. Les chercheurs, comme beaucoup d'autres qui se sont penchés sur cette question, ont constaté que les véhicules électriques produisent généralement moins de ces émissions que leurs homologues à essence ou au diesel - mais seulement de façon marginale lorsque l'on tient compte des effets du cycle de vie complet. La différence sur la durée de vie des émissions de gaz à effet de serre entre les véhicules alimentés par batteries et ceux alimentés au diesel à faible teneur en soufre, par exemple, était à peine perceptible.

L'étude des National Academies se distingue par son exhaustivité, mais elle n'est pas la seule à faire des évaluations aussi sombres. Une étude norvégienne publiée en octobre dernier dans le Journal of Industrial Ecology a comparé les impacts du cycle de vie des véhicules électriques. Les chercheurs se sont penchés sur les pluies acides, les particules en suspension dans l'air, la pollution de l'eau, le smog et la toxicité pour les humains, ainsi que l'épuisement des combustibles fossiles et des ressources minérales. Selon le coauteur Anders Stromman, "les véhicules électriques sont toujours moins performants ou comparables aux véhicules à moteur à combustion interne modernes, bien qu'ils n'émettent pratiquement pas d'émissions directes pendant leur fonctionnement".

Plus tôt l'an dernier, des chercheurs de l'Université du Tennessee ont étudié cinq types de véhicules dans 34 villes chinoises et sont arrivés à une conclusion similaire. Ces chercheurs se sont concentrés sur les impacts sur

la santé des émissions et des particules telles que les acides en suspension dans l'air, les produits chimiques organiques, les métaux et les particules de poussière. Pour un véhicule conventionnel, ces émissions sont pires dans les zones urbaines, alors que les émissions associées aux véhicules électriques sont concentrées dans les régions moins peuplées entourant les centrales thermiques à charbon, principalement en Chine. Toutefois, même en tenant compte de cette différence d'exposition, les conséquences négatives totales sur la santé des véhicules électriques en Chine ont dépassé celles des véhicules classiques.

Les émissions des centrales électriques nord-américaines se produisent aussi en grande partie à l'extérieur des zones urbaines, tout comme les conséquences néfastes de l'extraction des combustibles nucléaires et fossiles. Et cela nous amène à nous poser des questions cruciales. Les voitures électriques déplacent-elles simplement la pollution des communautés de la classe moyenne supérieure de Beverly Hills et de Virginia Beach vers les communautés pauvres de l'arrière-pays de la Virginie de l'Ouest et les exurbations industrielles du pays ? Les voitures électriques sont-elles un tour de passe-passe qui permet la tranquillité d'esprit de ceux qui sont déjà à l'aise aux dépens de l'aggravation de l'asthme, des problèmes cardiaques et des risques de radiation parmi les pauvres et les personnes politiquement déconnectées ?



Ils polluent tous : Même en supposant que la technologie des véhicules et les améliorations apportées au réseau en 2030, les National Academies ont conclu que les dommages causés par les voitures électriques sur le plan de la santé et d'autres facteurs que le climat seraient encore plus importants que ceux causés par les carburants classiques. Source : National Academies Press

L'espoir, bien sûr, est que la technologie des voitures électriques et les réseaux électriques s'amélioreront et deviendront plus propres avec le temps. La technologie moderne des voitures électriques est encore très jeune, elle devrait donc s'améliorer. Mais ne vous attendez pas à ce que les piles, les cellules solaires et les autres technologies d'énergie propre suivent une courbe de développement exponentiel semblable à celle de la loi de

Moore. Ils connaîtront plutôt une croissance asymptotique vers un plafond d'efficacité ultime. Lorsque les chercheurs des National Academies ont projeté les progrès technologiques et l'amélioration du réseau électrique américain jusqu'en 2030, ils n'ont toujours pas trouvé d'avantage à conduire un véhicule électrique.

Si ces estimations sont correctes, la sorcellerie qui entoure les voitures électriques risque d'aggraver la santé publique et l'environnement plutôt que l'inverse. Mais même si les chercheurs se trompent, il y a une illusion plus fondamentale à l'œuvre sur la scène de la voiture électrique.

Toutes les études susmentionnées comparent les véhicules électriques aux véhicules à essence. Ce faisant, leurs conclusions détournent l'attention de la vaste gamme d'options de transport disponibles, comme la marche, la bicyclette et le transport en commun.

Il ne fait aucun doute que les voitures à essence et au diesel sont chères et sales. Les accidents de la route tuent des dizaines de milliers de personnes chaque année aux États-Unis seulement et en blessent un nombre incalculable d'autres. L'utilisation de ce type de véhicules comme norme pour évaluer une autre technologie établit une barre remarquablement basse. Même si les voitures électriques se débarrassent un jour de cette barre, comment se mesureront-elles à d'autres alternatives ?

Par exemple, si les décideurs politiques souhaitent réduire le smog urbain, ils pourraient noter que la pollution automobile suit le principe de Pareto, ou règle 80-20. Environ 80 p. 100 des polluants de l'échappement proviennent de seulement 20 p. 100 des véhicules sur la route - ceux dont la combustion est incomplète. À l'aide de stations d'ingénierie et de télésurveillance, les collectivités pourraient identifier ces wagons et les forcer à entrer dans l'atelier. Ce serait beaucoup moins coûteux et beaucoup plus efficace que de subventionner un parc de voitures électriques.

Si les législateurs souhaitent vraiment réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, ils pourraient donner la priorité à la transition vers des quartiers piétonniers et cyclables. Ce ne sera pas facile partout, et encore moins lorsque l'accent sera mis sur les voitures électriques. Les études des Académies nationales indiquent une meilleure planification de l'aménagement du territoire pour réduire l'étalement suburbain et, plus important encore, les taxes sur les carburants pour réduire la dépendance au pétrole. Suivre cette prescription résoudrait de nombreux problèmes qu'une prolifération de voitures électriques ne pourrait pas commencer à résoudre - y compris les blessures, les décès et les frustrations d'être coincé dans la circulation.

En y regardant de plus près, le passage des véhicules fonctionnant au pétrole aux voitures électriques ressemble de plus en plus à un passage d'une marque de cigarettes à une autre. On ne s'attendrait pas à ce que les médecins approuvent une telle chose. Les gens soucieux de l'environnement devraient-ils vraiment vénérer les voitures électriques ? Peut-être devrions-nous regarder au-delà des gadgets brillants qui sont maintenant offerts et revoir certaines options moins sexy mais puissantes - réduction du smog, pistes cyclables, taxes sur l'énergie et changements d'utilisation du sol pour commencer. Ne nous laissons pas séduire par des illusions high-tech.

À propos de l'auteur

*L'auteur du livre **Green Illusions**, **Ozzie Zehner**, travaillait pour GM lorsqu'il a "tué" sa voiture électrique EV1. À l'époque, il s'est rendu compte plus tard que l'électrification des voitures ne faisait qu'échanger une série de problèmes environnementaux contre une autre. Zehner est maintenant chercheur invité à l'Université de Californie à Berkeley.*

Le biocharbon : Réduire la crise énergétique au niveau local?

Bien que la combustion du biochar, un terme rebaptisé charbon de bois, soit moins nocif que la combustion du bois de chauffage, la source de combustible aurait un impact négatif si elle

était produite sur une grande échelle.

Par Ozzie Zehner Février 2013



Nous n'avons pas de crise énergétique. Nous avons une crise de consommation. Et Green Illusions (University of Nebraska Press, 2012), qui s'attaque aux hypothèses les plus chères concernant l'énergie, offre un discours rafraîchissant et direct sur ce qui ne va pas dans notre façon de penser et de parler du problème. Même si nous croyons généralement que nous pouvons résoudre les problèmes environnementaux avec plus d'énergie - plus de cellules solaires, d'éoliennes et de biocarburants - les technologies de remplacement ont leurs propres effets secondaires et limites. Comment, par exemple, les cellules solaires peuvent-elles causer des dommages ? Pourquoi les ingénieurs ne peuvent-ils pas résoudre le plus gros obstacle de l'énergie éolienne ? Pourquoi la contraception ne résoudra-t-elle pas le problème de la surpopulation, qui est au cœur de nos préoccupations en matière d'énergie, et que fera-t-elle ? Cet ouvrage pratique, écologiquement éclairé et lucide plaide de façon convaincante en faveur d'un changement de perspective. L'extrait suivant est tiré du chapitre 3, "Les biocarburants et la politique de Big Corn.

Même si les législateurs inondent de financement l'éthanol cellulosique et d'autres initiatives sur les biocarburants, certaines possibilités en matière de biocarburants sont négligées, surtout parce qu'elles sont ennuyeuses en comparaison. Par exemple, les installations de traitement des eaux usées rejettent du méthane, le principal composant du gaz naturel, mais plus de 90 % des six mille usines américaines de traitement des eaux usées ne le capturent pas. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le méthane est un important gaz à effet de serre car son venin est plus puissant que celui du dioxyde de carbone. Les boues produites par l'Américain moyen produisent suffisamment de puissance pour éclairer une ampoule fluorescente compacte standard sans culot. Ainsi, l'extraction du méthane des eaux usées d'une ville entière permettrait non seulement de prévenir les émissions nocives, mais aussi de produire suffisamment d'électricité pour faire fonctionner l'ensemble du réseau d'assainissement, peut-être avec une énergie en réserve. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une solution à grande échelle, le biogaz capté rappelle les possibilités modestes d'utiliser les biocarburants sans technologie de pointe.

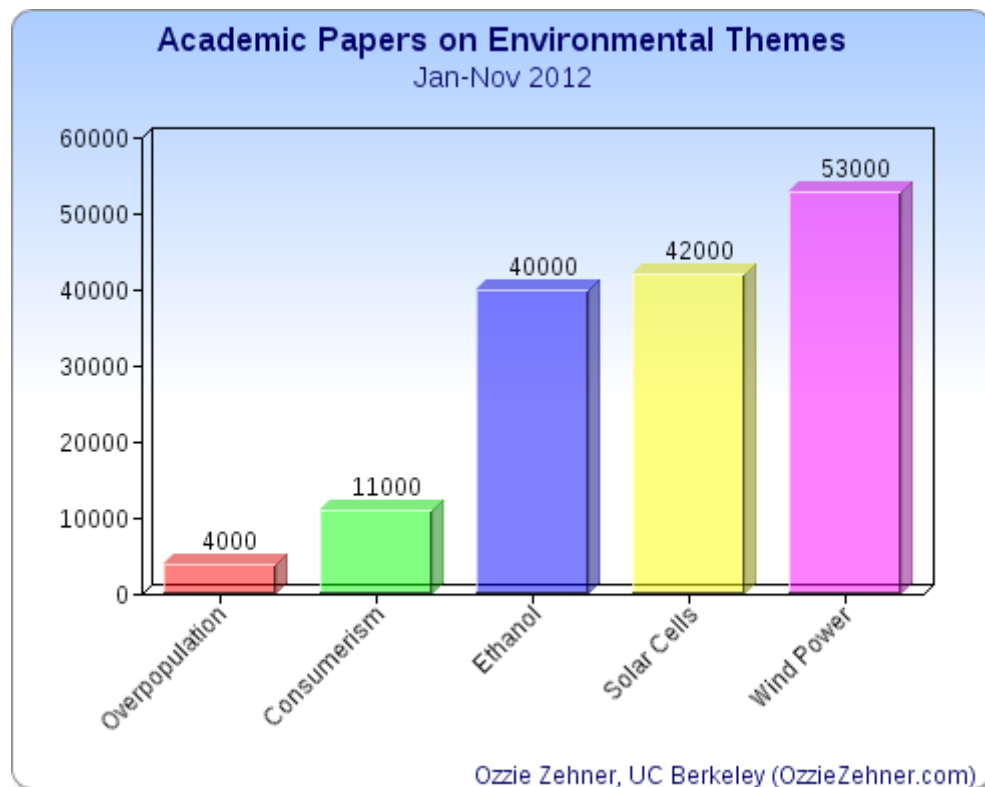
Un autre produit de biocarburant qui commence maintenant à attirer davantage l'attention est un substitut pratique du bois de chauffage. La combustion directe du bois de chauffage est une pratique relativement sale, émettant des particules dangereuses, des hydrocarbures et des dioxines. Dans les pays pauvres, la suie provenant du bois de chauffage, des déchets et du fumier tue environ 1,6 million de personnes par an. C'est aussi un changement climatique local ; la suie assombrit l'air et l'air plus sombre absorbe plus de rayonnement solaire. Mais il y a une autre façon d'extraire l'énergie du bois en plus de la brûler - une méthode qui était largement utilisée avant la révolution industrielle, mais qui a depuis été abandonnée au profit du charbon de bois (récemment rebaptisé biochar). Lorsque les transformateurs chauffent le bois au-dessus de 300 degrés Celsius avec un apport limité en oxygène, dans un processus appelé pyrolyse, il se décompose spontanément en trois

combustibles utiles : le biochar, le pétrole lourd et le gaz inflammable. En plus de son utilisation comme combustible, les agriculteurs peuvent labourer leur sol avec du biochar afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de méthane et d'oxyde nitreux. Les archéologues ont découvert d'anciennes colonies sud-américaines dans lesquelles le charbon de bois enfoui a été séquestré pendant des milliers d'années, ce qui a donné un intérêt à l'idée d'utiliser le biochar comme stockage à long terme du carbone en excès.

Dans l'ensemble, il peut y avoir de nombreux avantages à mettre en œuvre des techniques de biochar au lieu de brûler du bois et des déchets pour le combustible directement. Mais cela ne fait pas du biochar une solution globale. Kelli Roberts, chercheuse à Cornell, souligne que la production à grande échelle de biochar, telle qu'envisagée par certains productivistes passionnés de biocarburants, pourrait avoir des conséquences non voulues. Comme pour les autres méthodes de production de biocarburants, si les producteurs défrichent des terres vierges pour cultiver du biochar comme les arbres et le panic raide, le processus pourrait faire plus de mal que de bien. Par ailleurs, si les producteurs cultivent du biochar sur des terres agricoles existantes, les agriculteurs peuvent être forcés d'occuper de nouvelles terres, ce qui a les mêmes effets négatifs sur les terres vierges et augmente le risque d'instabilité des prix des aliments locaux. Et puis, il y a le problème avec toute méthode d'augmentation de l'offre d'énergie disponible - c'est inévitable, cela mène à la croissance, à l'expansion et à l'augmentation de la consommation d'énergie - qui rappelle qu'une amélioration intelligente des pratiques énergétiques des collectivités locales pourrait ne pas avoir les mêmes effets positifs si elle était appliquée à plus grande échelle.

Pourquoi les universitaires négligent-ils la surpopulation ?

Ozzie Zehner 3 décembre 2012



Publications universitaires mentionnant la surpopulation par rapport aux stratégies de production d'énergie

J'ai récemment étudié l'importance du financement de la recherche et de l'attention accordée à des sujets comme la surpopulation et le consumérisme par rapport aux technologies de production d'énergie.

Comme je le décris dans Green Illusions, il y a des raisons de critiquer la présomption selon laquelle les technologies énergétiques alternatives réduiront les impacts environnementaux des humains sur la planète. Entre-temps, la recherche sur les questions de consommation et de population n'est guère comparable. Du moins, d'après les chiffres.

Sur l'un des plus grands réseaux sociaux académiques, Academia.edu, 2 934 universitaires s'intéressent aux "énergies renouvelables". Seulement 221 mentionnent le "consommérisme". A peine 4 d'entre eux mentionnent la "surpopulation" au centre de leurs recherches. Academia.edu ne représente qu'un sous-ensemble de l'académie. Cependant, ces publications brutes et ces mesures d'intérêt soulèvent d'importantes questions.

Le milieu universitaire est-il devenu un débouché pour les entreprises du secteur de l'énergie ? Dans quelle mesure la recherche universitaire est-elle pertinente par rapport aux problèmes globaux auxquels l'humanité est confrontée ?

Hypothèses risquées

(Windy assumptions)

Par Ozzie Zehner, auteur, "Green Illusions" - 12/12/12



En fait, l'expérience et les données de terrain montrent le contraire : les éoliennes et les cellules solaires ne compensent pas du tout la consommation de combustibles fossiles aux États-Unis.

L'effervescence des énergies renouvelables commence à s'estomper lorsque le comportement humain et l'économie de base entrent en ligne de compte. Prenons l'exemple de l'hydroélectricité. Pas plus tard qu'en 1950, les barrages ont réduit d'environ un tiers la demande d'électricité aux États-Unis. L'hydroélectricité subventionnée a contribué à maintenir les coûts de l'électricité à un bas niveau et la demande a par la suite augmenté dans tous les secteurs. Les services publics ont répondu à cette demande en construisant davantage de centrales à combustibles fossiles, et non moins. Les barrages se sont multipliés depuis 1950, mais l'hydroélectricité ne remplit plus que 7 % du réseau électrique du pays.

C'est un effet boomerang. L'énergie subventionnée induit une pression à la baisse sur les coûts énergétiques. La demande augmente par la suite, ce qui nous ramène là où nous avons commencé avec une forte demande et une offre dite insuffisante. Plus nous injectons de l'énergie dans le réseau, plus la demande est forte, plus la demande revient nous frapper sur la tête. De plus grands panneaux solaires et de plus grandes éoliennes ne sont que des moyens de lancer plus fort.

Un nouvel article du Dr Richard York publié dans Nature Climate Change s'appuie sur 50 ans de données sur

l'énergie pour révéler que l'énergie solaire et éolienne n'a pas compensé une seule centrale à combustibles fossiles. "L'hypothèse commune selon laquelle l'expansion de la production d'énergie alternative supprimera la production d'énergie fossile en proportion égale est clairement fausse ", conclut-il.

Ça n'a pas à se passer comme ça.

Les technologies renouvelables offrirait probablement un plus grand potentiel de compensation dans un autre contexte. Cependant, en construire davantage aujourd'hui peut faire plus de mal que de bien.

Premièrement, l'énergie propre n'est pas si propre. L'énergie alternative engendre simplement des effets secondaires alternatifs. Les cellules solaires contiennent des métaux lourds. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, l'industrie photovoltaïque émet des gaz à effet de serre tels que l'hexafluorure de soufre, dont le potentiel de réchauffement planétaire est plus de 23 000 fois supérieur au CO₂. Les éoliennes nécessitent un double système - un ensemble d'éoliennes pour les périodes où le vent souffle et un système de secours pour les périodes calmes - un luxe incroyablement coûteux. De plus, les technologies d'énergie de remplacement reposent encore sur les combustibles fossiles. Le soleil et le vent sont renouvelables. Les cellules solaires et les éoliennes ne le sont pas.

Deuxièmement, l'éblouissement causé par les technologies d'énergie de remplacement nous empêche d'atteindre le véritable objectif : réduire la consommation de combustibles fossiles. Aux États-Unis, avec une population croissante de gros consommateurs, les technologies d'énergie de remplacement représentent le plus grand risque. Ils fournissent des déchets prodigieux tout en évoquant une illusion de responsabilité.

Enfin, l'orientation des fonds et de l'attention politique vers la production d'énergie laisse moins de place à la recherche et au développement de stratégies énergétiques plus judicieuses. Il n'y a pas beaucoup de place sur scène.

Devrions-nous nous attendre à ce que les technologies énergétiques de remplacement résolvent des problèmes de nature sociale, politique et économique ? Nous associons généralement plus d'énergie à une plus grande prospérité. Cette rubrique s'applique aux régions pauvres. Mais parmi les pays industrialisés, la corrélation est à peu près inversée. Une consommation d'énergie élevée engendre une multitude d'effets secondaires négatifs et de responsabilités. Plus les défis à relever pour extraire l'énergie de la terre s'intensifieront, plus les fardeaux s'alourdiront.

Les grands acteurs du secteur des énergies renouvelables, dont BP, GE et JP Morgan, affirment qu'ils ont besoin de subventions pour faire progresser les technologies propres. Mais c'est le contexte, et non les technologies, qui nécessite une attention particulière.

L'amélioration des contextes énergétiques sera plus agréable et moins coûteuse qu'on ne le pense. Les régions prospères sont passées de l'impôt sur le revenu à la consommation et aux taxes sur l'énergie. Ils apprécient les techniques architecturales qui rendent les bâtiments plus efficaces et confortables. Ils privilégient la marche, la bicyclette et les infrastructures de transport en commun. De plus, ils adoptent des initiatives apparemment sans rapport les unes avec les autres qui améliorent grandement la sécurité énergétique dans la pratique : soins de santé universels, rationalisation des dépenses militaires, politiques monétaires durables et restrictions en matière de financement des campagnes électorales.

En fin de compte, la question n'est pas de savoir si nous possédons les prouesses technologiques nécessaires pour créer une société d'énergie renouvelable. La vraie question est l'inverse. Avons-nous une société capable d'être alimentée par des énergies renouvelables ? La réponse aujourd'hui est clairement non. Mais nous pouvons changer cela.

Zehner est chercheur invité à l'UC Berkeley et auteur de "Green Illusions".

Quelle est la quantité de pétrole réellement détenue par les États-Unis ?

Par Julianne Geiger - 02 nov. 2019, OilPrice.com



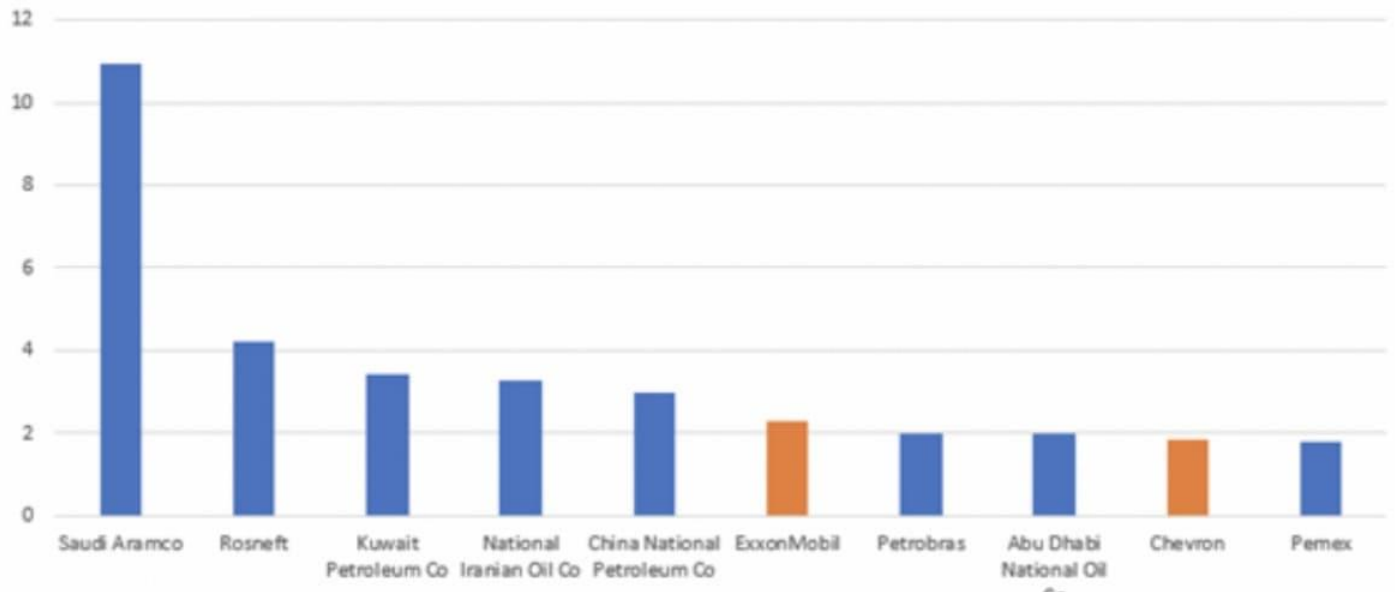
Ce n'est un secret pour personne que les États-Unis produisent quotidiennement plus de pétrole brut que tout autre pays à 12,6 millions de barils par jour, selon les données hebdomadaires les plus récentes de l'EIA. Mais c'est au niveau national. Quand vous regardez la production de pétrole brut des majors américaines opérant à l'étranger, quelle part du pétrole brut mondial ces géants américains contrôlent-ils réellement ?

Qui produit le pétrole ?

Il est peut-être impossible d'obtenir un total définitif, mais un examen de la production déclarée par les grandes compagnies pétrolières américaines par rapport à celle de certaines des plus grandes compagnies pétrolières du reste du monde montre que deux des dix plus grandes sociétés productrices de pétrole brut du monde sont établies aux États-Unis.

The 10 Largest Crude Oil Producing Companies in the World (in mbpd)

2018 Crude Production



Les 10 principaux producteurs de pétrole contribuent ensemble 34,73 millions de barils par jour à l'approvisionnement mondial en pétrole, et les deux plus grandes compagnies pétrolières américaines, ExxonMobil et Chevron, en représentent 4,13 millions de barils par jour, soit 11 %.

Par rapport à la production mondiale totale de pétrole, estimée à 94,7 millions de barils par jour, les deux premiers producteurs de pétrole des États-Unis représentent 4,4 % de la production mondiale. Cela ne semble peut-être pas un chiffre important en soi, mais seul Aramco - qui est responsable de 100 pour cent de la production de l'Arabie saoudite - produit plus de pétrole qu'Exxon et Chevron réunis.

Mais les États-Unis ont beaucoup d'autres gros producteurs de pétrole, et presque tout le pétrole produit aux États-Unis (12,6 millions de barils par jour) est produit par des compagnies pétrolières américaines.

Outre Exxon et Chevron, les autres grandes compagnies pétrolières américaines comprennent ConocoPhillips, Occidental, EOG Resources, Anadarko, Marathon, Valco et Devon Energy. Et ces acteurs opèrent dans des pays du monde entier.

Country	US Oil CO Operating
Iraq	Exxon Mobil
Brazil	Chevron, Anadarko
Canada	Marathon Oil, ConocoPhillips
Kuwait	Chevron
Oman	Occidental
Equatorial Guinea	<u>Vaalco</u>
Russia	Exxon Mobil
Qatar	Chevron, Occidental
Venezuela	Chevron
Gabon	Marathon Oil, <u>Vaalco</u>

Et la liste ci-dessus n'est en aucun cas exhaustive, les grandes compagnies pétrolières américaines opérant également à Trinidad, au Royaume-Uni et en Chine.

Au total, les compagnies pétrolières américaines produisent plus de 15 % du pétrole mondial.

Qui possède le pétrole ?

Une autre façon de savoir qui contrôle le pétrole est d'examiner les réserves prouvées des majors américaines, qui représentent non seulement leurs réserves de pétrole détenues aux États-Unis, mais dans le monde entier.

US Oil Majors Proved Oil Reserves	
ExxonMobil	24.3 billion
Chevron	12.1 billion
Occidental	2.8 billion
Devon Energy	1.9 billion
Anadarko	1.47 billion
Marathon Oil	1.28 billion
Vaalco	5.4 million
EOG Resources	2.928 million

Cette liste n'est pas exhaustive non plus, mais elle compte parmi les plus grands noms de l'industrie pétrolière américaine. Ensemble, ces joueurs détiennent environ 44 milliards de bep. Bien sûr, il y a beaucoup plus de petites sociétés américaines qui détiennent des barils éprouvés supplémentaires.

Alors, comment ça se présente ?

Eh bien, les réserves prouvées d'Aramco, si le dernier audit est valide, fixent leurs réserves prouvées à 260 milliards de barils équivalent pétrole. Rosneft détient 44 milliards de bep, et PDVSA en détient encore plus, détenant une part énorme des 300 milliards de bep du Venezuela.

Même avec la taille massive d'Exxon, la production et les réserves prouvées américaines ne représentent qu'une petite partie du pétrole mondial, qui s'élève à 1,73 billion de barils de pétrole. Cela représente moins de 3 % du total des ressources pétrolières mondiales prouvées.

Mais cela ne veut pas dire que les compagnies pétrolières américaines n'ont pas le dessus.

Contrôler le Moyen-Orient

La présence des compagnies pétrolières américaines au Moyen-Orient remonte à des décennies. En 1943, l'Amérique et la Grande-Bretagne étaient en train de se disputer des morceaux de la tarte à l'huile du Moyen-Orient. À cette époque, les Britanniques contrôlaient plus des deux tiers de la production pétrolière au Moyen-Orient, et seulement 14 % tombaient sous contrôle américain.

MIDDLE EAST CRUDE PETROLEUM - 1943 PRODUCTION AND OWNERSHIP
[Barrels]

Country and company	Production	Ownership		
		American	British	Other
Iraq: Iraq Petroleum	25,270,000	6,002,000	13,267,000	6,001,000
Bahrein: Bahrein Petroleum	6,561,000	6,561,000	---	---
Arabia: California Arabian Standard	4,866,000	4,866,000	---	---
Egypt: Anglo-Egyptian	8,953,000	---	8,953,000	---
Iran: Anglo-Iranian	75,323,000	---	75,323,000	---
Total (barrels)	120,973,000	17,429,000	97,543,000	6,001,000
Percent	100	14.41	80.63	4.96

Source : Multinational Oil Corporations and U.S. Foreign Policy - REPORT together with individual views, to the Committee on Foreign Relations, United States Senate, by the Subcommittee on Multinational Corporations.

Mais depuis lors, l'influence directe des compagnies pétrolières américaines au Moyen-Orient s'est estompée, bien qu'elles aient maintenu une présence au Moyen-Orient. Aujourd'hui, les compagnies pétrolières américaines sont toujours en vie et traversent l'océan, notamment en Irak, au Koweït, à Oman et au Qatar, avec des compagnies comme Exxon, Chevron, Occidental, etc.

On peut cependant soutenir que les majors américaines opérant au Moyen-Orient ont peu d'influence sur la production de pétrole au Moyen-Orient, et que certains pays ont mis les majors américaines au second plan en nationalisant leurs industries pétrolières lucratives.

Les majors pétrolières américaines ont également connu des moments difficiles dans d'autres régions du monde, ce qui en laisse beaucoup à s'interroger sur l'influence que ces majors pétrolières devraient vraiment exercer.

Il suffit de regarder aussi loin que le Venezuela, la Libye et le Nigeria pour voir comment les compagnies pétrolières occidentales s'en sont parfois tirées à l'étranger. Mais le prix du pétrole a souvent tellement d'attrait que même les plus grands risques sont parfois trop bons pour les laisser passer.

Au Venezuela, par exemple, l'ancien dirigeant socialiste Hugo Chavez a nationalisé la quasi-totalité de son pétrole, saisissant ses actifs et expulsant les compagnies pétrolières étrangères, aux dépens de ces dernières, prouvant ainsi que même le Venezuela, qui détient les plus grandes réserves de pétrole du monde, n'en valait pas la peine.

D'autres pays comme la Libye et le Nigeria ont été mêlés à tant de conflits internes et de corruption que certaines compagnies pétrolières américaines se sont retirées.

Quelle est la prochaine étape ?

Sans se laisser décourager, certaines majors américaines ont envie d'aller explorer dans d'autres pays, et l'endroit le plus intéressant aujourd'hui pour cette exploration semble être le Guyana et son voisin, le Suriname. Et des inquiétudes ont déjà été exprimées quant au fait qu'Exxon, en particulier, a obtenu une très bonne affaire au Guyana, certains qualifiant l'accord d'Exxon d'exploitation.

Et comme au Moyen-Orient lorsque le pétrole a été découvert pour la première fois, le Guyana et le Suriname n'ont aucune expérience du pétrole, et leurs politiques pétrolières n'ont pas encore été établies - un terrain privilégié pour les grandes compagnies américaines.

Si l'histoire nous apprend que cela va disparaître, les majors pétrolières assez audacieuses pour plonger leur pied dans ces eaux littérales pourraient un jour se retrouver à la rue après avoir mis en valeur les ressources pétrolières et gazières, mais nous parions qu'elles ont prévu une telle éventualité.

Les majors américaines contrôlant jusqu'à 15 % de la production mondiale totale de pétrole, les producteurs américains occupent une position de force dans le monde. Et comme les États-Unis comptent pour 98 % de la croissance de la production mondiale totale en 2018 et que cette tendance devrait se poursuivre, leur influence ne fera que se renforcer dans les années à venir.

Le puzzle des cycles néolithiques

L'étrange montée en puissance et l'effondrement des méga-établissements de Tripolye

Le 6 octobre 2019 – Source [Peter Turchin](#)



Comme les lecteurs de ce blog le savent, une grande partie de mes recherches portent sur les raisons pour lesquelles des sociétés complexes passent par des cycles de phases internes paisibles, ou intégratives, et de périodes turbulentes, ou désintégratives. Dans toutes les sociétés passées au niveau de l'État, pour lesquelles nous disposons de données décentes, nous trouvons de tels « cycles séculiers » (voir plus dans notre livre [Secular Cycles](#)).

Ce qui m'a surpris, c'est de constater que les sociétés pré-étatiques traversent aussi des cycles similaires. Les sociétés centralisées non étatiques (chefferies) alternent entre les chefferies simples (un niveau hiérarchique en dessous du chef) et complexes (deux niveaux hiérarchiques ou plus). Mais aujourd'hui, les preuves s'accumulent que même les sociétés non centralisées et non hiérarchisées sont cycliques. Les travaux d'archéologues, comme Stephen Shennan, ont montré que diverses régions d'Europe ont connu trois ou quatre cycles de population avant la montée des sociétés centralisées (voir, par exemple, son récent ouvrage [The First Farmers of Europe](#)).

Ces cycles ont été assez drastiques en amplitude. Par exemple, le mois dernier, lors d'un atelier à Cologne, j'ai appris par des archéologues travaillant en Rhénanie-du-Nord que le déclin de la population a pu entraîner un abandon de la région. Plusieurs hypothèses ont été avancées, y compris les effets des fluctuations climatiques ou de l'épuisement des sols. Mais il n'y a pas de consensus scientifique – c'est un gros casse-tête.

Une hypothèse, qui, pour une raison quelconque, n'attire pas beaucoup l'attention, est le rôle de la guerre dans tout cela (j'ai écrit au sujet de ce biais curieux [dans ce post](#) et d'autres). Par exemple, un article récent et par ailleurs excellent de Hofmann et al. sur la montée et l'effondrement des mégapoles de Tripolye ([Governing Tripolye : Integrative architecture in Tripolye settlements](#)) ne mentionne pas une seule fois les mots « guerre » ou « combat » ! Je reviendrai sur cet article dans un instant.

Pour combler cette lacune théorique, je lance un projet dans lequel nous modéliserons les hypothèses rivales, dont celle de la guerre, et ferons un test empirique systématique de leurs prédictions en utilisant des données sur plusieurs populations néolithiques.

Mais revenons à l'article sur Tripolye. Hofmann et al. ont intégré les données provenant de relevés magnétométriques à haute résolution (La rapidité avec laquelle la méthodologie archéologique progresse ne cesse de m'étonner) de 19 mégapoles et ont découvert qu'elles avaient toutes de grands bâtiments communaux. Voici une carte tirée de l'article d'une colonie bien étudiée, [Maidanetske](#) :

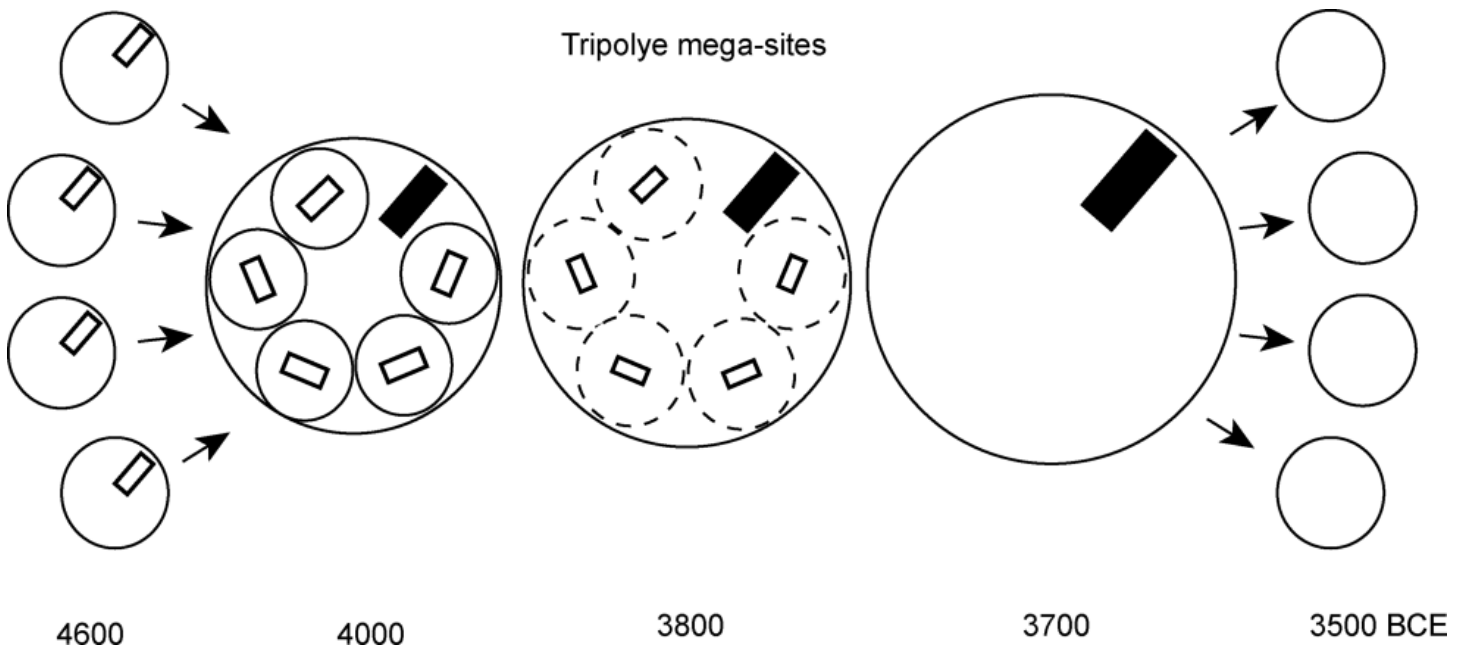


Le grand carré rouge avec le chiffre 1 semble être le bâtiment principal de réunion/rituel. Il y a 12 bâtiments de taille intermédiaire de plus, beaucoup plus grands que les maisons d'habitation, et qui étaient aussi des « *bâtiments intégratifs* » où des réunions de décision communes pouvaient avoir lieu (suivies, cela va sans dire, par des festins). Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que nous avons ici une hiérarchie à trois niveaux :

1. Maisons habituelles (environ 3 000, soit une population totale de plus de 10 000 habitants)
2. Bâtiments intégratifs de niveau intermédiaire (12 d'entre eux), probablement utilisés pour gouverner chaque district.
3. Bâtiment d'intégration de haut niveau pour gouverner l'ensemble de l'établissement.

Du moins, c'est la reconstruction des auteurs, ce qui me semble très logique.

Ce qui est particulièrement intéressant, c'est la dynamique entre 4100 avant notre ère, lorsque ces colonies géantes se sont formées, et 3600 avant notre ère, lorsqu'elles se sont effondrées. Elle est schématisée dans cette figure de l'article :



Le méga-établissement a été formé par un certain nombre de groupes se déplaçant ensemble. Chacun des groupes a probablement occupé un quartier distinct avec son propre bâtiment d'intégration, puis ils ont ajouté la salle de réunion de haut niveau pour régler les problèmes qui touchent l'ensemble de la communauté. Plus tard, cependant, les salles de réunion de niveau intermédiaire disparaissent et il ne reste plus que le bâtiment d'intégration de niveau supérieur. Et peu de temps après, tout l'accord s'est effondré.

Les auteurs soutiennent que « *la non-acceptation de cette concentration du pouvoir et le déclin des niveaux décisionnels inférieurs pourraient être un facteur crucial pour la désintégration des établissements géants de Tripolye vers 3600 avant notre ère* ». Peut-être. Mais cette conclusion laisse beaucoup de questions sans réponse.

Premièrement, pourquoi les différents groupes ont-ils d'abord déménagé ensemble ? De presque tous les points de vue, sauf un, ce fut une très mauvaise décision. Un tel entassement a entraîné de graves problèmes d'assainissement et de maladies. De plus, les agriculteurs ont dû perdre beaucoup de temps à se rendre dans leurs champs, parce qu'un tel peuplement exigeait beaucoup de terres pour l'entretenir. La seule raison d'une telle concentration de population qui me semble logique est la défense collective.

De nombreux signes indiquent que la guerre est le principal moteur de l'essor des méga-établissements de Tripolye. Les habitants de Tripolye construisirent des défenses élaborées avec non seulement un, mais deux anneaux concentriques de fossés. Les maisons incendiées sont un autre indicateur de conflit extérieur. Bien sûr,

les maisons en bois peuvent brûler à la suite d'un accident, mais notez la couleur verte « *maisons brûlées (village 1)* ». Ces maisons sont à l'extérieur du fossé, et sont étalées sur une assez grande surface. L'action de l'ennemi est plus susceptible d'être la cause d'un incendie que d'un incendie accidentel sautant d'une maison à l'autre. Enfin, les auteurs notent que la taille des mégaloïes augmente à mesure que l'on se déplace vers le sud-est, et donc vers une région de steppe plus plate, où la défense est plus difficile.

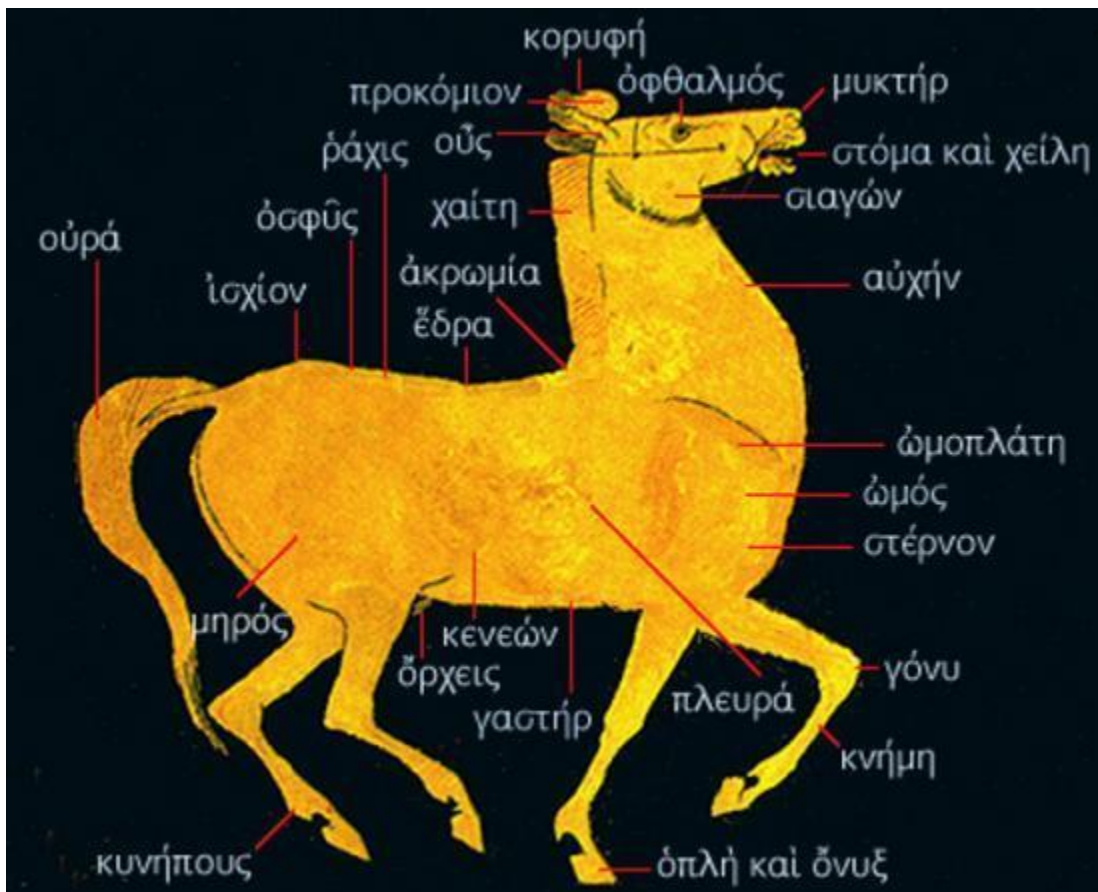
La deuxième question est qu'à la fin de la période de méga-établissement, la population ne s'est pas simplement dispersée ; il y a eu un effondrement démographique très important. Encore une fois, quelle en était la raison ? Dans les périodes historiques, la réponse habituelle est une guerre endémique omniprésente. Non seulement la guerre tue des gens, mais son effet sur la démographie est encore plus dû à la création d'un « *paysage de peur* », qui ne permet pas aux agriculteurs de cultiver leurs champs, de sorte que la population locale meurt progressivement de faim, a moins de bébés, et est encore réduite par l'émigration. Un tel paysage de peur n'est pas facilement détectable du point de vue archéologique, car peu de gens meurent violemment (ils restent dans des villages fortifiés et ont peur de s'aventurer dehors).

Comme je l'ai dit plus tôt, cette hypothèse de guerre interne n'est qu'une des explications possibles de l'effondrement du Néolithique. Nous obtiendrons de meilleures réponses en comparant les prévisions du modèle aux données, et il semble que Tripolye ferait une excellente étude de cas dans cette recherche.

Peter Turchin Traduit par Hervé, relu par San pour le Saker Francophone

Le Cheval dans l'Histoire

Par : Les Écuyers de l'histoire



18 s. Av. J.C. Les Hyksos (peuple de pasteurs venus d'Asie), envahissent la péninsule arabique et pénètrent en Egypte avec des chevaux arabes. (cf. Georges historique du char)

15 s. Av. J.C. En Egypte, le cheval est utilisé en attelage, mais il ne semble qu'il n'y ait eu aucune cavalerie avant l'époque des Ptolémées.

8ème s. Av. J.C. La région Napolitaine, appelée Campanie, voit débarquer des colons grecs de grande renommée cavalière :

- les Hippobotes (= " nourisseurs de chevaux ")

- les Etrusques (originaires des Balkans)

Ces colons deviendront les " cavaliers campaniens ", qui seront au moyen-âge à l'origine de l'Ecole Napolitaine.

6ème s. Av. J.C. La cavalerie domine dans l'armée Perse. Les Parthes montent à cru et jouent même au Polo...

4ème s. Av. J.C. Ptolémée 1er Sôter fils de Lagos, est le fondateur de la dynastie Macédonienne des Ptolémées ou Lagides, qui gouverne l'Egypte jusqu'à la conquête Romaine.

Apparition de la cavalerie dans l'armée Egyptienne.

Apparition du mors en Mésopotamie, dès le IVème Millénaire

Hipposandales en cuir mise en place par les grecs.

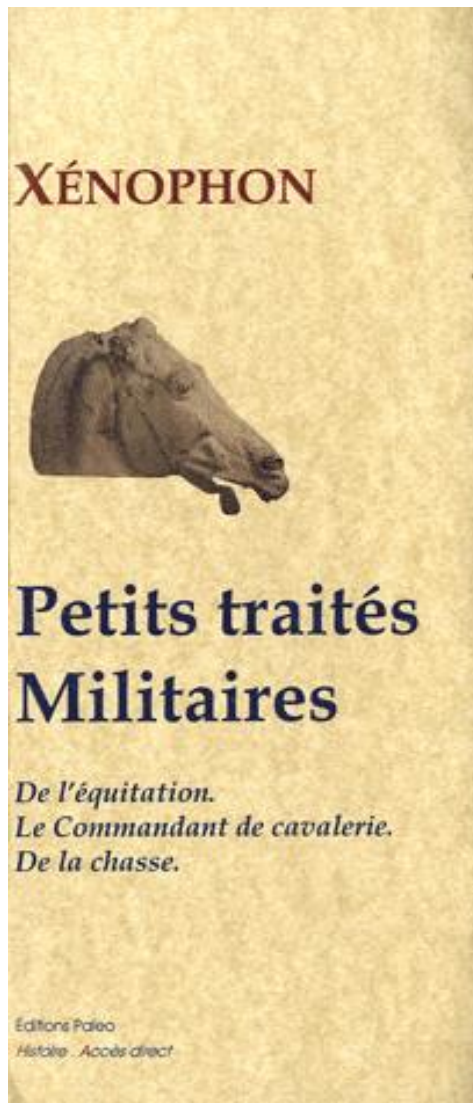
1490 av. J.C. Des tablettes Hittites fournissent les premiers principes d'un Art Equestre : ils sont dus au guerrier Kikuli, et traitent de l'entraînement progressif des chevaux utilisés à la traction des chars de combat.

4ème s. Av. J.C., 424 av. J.C. Simon d'Athènes et l'auteur quasi inconnu du plus ancien traité connu d'équitation " Sur l'extérieur et le choix des chevaux ", dont il ne reste qu'un chapitre mutilé. Les exploits visés sont guerriers.

Un hipparque grec, Xénophon consacre un ouvrage à l'Art Equestre : L'Art Equestre. C'est la toute première formulation écrite des principes de l'équitation, et de l'Art Equestre. De nos jours encore, tous les auteurs modernes reconnaissent la valeur de base et la validité de la formulation grecque



Xénophon.



5ème s. Ap. J.C. L'empire Romain d'Occident s'écroule. L'empire Romain d'Orient, les Byzantins découvrent les autres éléments nécessaires au développement de l'équitation :

- la selle
- les étriers
- la ferrure à clous

Ces inventions ne sont pas étrangères au fait que les Byzanthins, durant le siècle suivant, reconquièrent une partie des provinces perdues. Ils les reperdront progressivement, mais se maintiendront jusqu'au 12ème siècle en Campanie. Le cavalier peut alors utiliser toutes les ressources du cheval dans ses déplacements, ses chasses et ses combats. Les Grecs et les Romains utilisent le cheval dans un but guerrier et sportif, mais également comme principal élément de leurs jeux (courses de chars). Les techniques équestres de l'Antiquité sont peu connues. Le tripudium des Romains, pratiqué dans les manèges, était un trépigné, probable ancêtre du piaffer. Les allures les plus prisées, communes à tous les peuples de l'Antiquité occidentale jusqu'à l'invention de la selle et des étriers étaient l'ambulatoria (pas amblé) et le canterius (petit galop), allures de voyage les moins fatigantes pour le cavalier...

Les peuples sédentaires comme les Chinois se mettent à intégrer le cheval dans leur civilisation.

En 732 Charles Martel bat les Arabes à Poitiers, qui se retirent en laissant une grande partie de leurs chevaux.

Au XIIème siècle, les chevaliers emploient des chevaux lourds et puissants pour la guerre ; des chevaux rapides et légers pour la chasse, les parades, les tournois... Les chevaux ne sont pas référencés par Race mais par usage :

Destrier (pour la guerre)

Palefroi (cheval plus fin brillant pour les tournois parades)

Leur équitation est relativement primitive et brutale, le cheval n'étant qu'un instrument à dominer.



le cheval au moyen âge.

1130 environ Dans le sud de l'Italie, un groupe d'écuyers Byzantins nourris de la culture équestre des cavaliers campaniens issus des colonisations grecques du 8ème siècle avant J.C., crée une Académie d'Equitation : L'École Napolitaine.

En ce XIIème siècle ap. J.C., les cavaliers disposent :

- de la ferrure à clous,
- de la selle et de l'étrier,
- du double mors (bride et filet),
- des éperons.

XVIème siècle. La Renaissance Italienne voit apparaître des Académies et des Ecoles d'Equitation...

L'Italien Federico Grisonne relance l'Académie de Naples (Ecole Napolitaine), et rédige le premier réel écrit



traitant de l'équitation depuis.....
ordini di cavacare (1550).

Xénophon !: Glie

L'Italien Cesare Fiaschi fonde sa propre académie en 1534. Il est l'auteur du premier Traité des embouchures. L'Italien Gian Battista Pignatelli forme deux élèves qui deviendront deux illustres écuyers français : Salomon de la Broue (auteur de Le cavalier Français) et Antoine de Pluvinel.

La sévérité des procédés préconisés et employés est alors sidérante : récompenses et châtiments alternent, encore que les châtiments l'emportent largement...

Monsieur de Pluvinel (1556-1605), maître de Louis XIII, invente le travail entre deux piliers et l'usage de la chambrière, mais recommande la douceur. Il répertorie les airs relevés et les travaille :

- pesade
- ruade
- courbette
- ballottade
- cabriole.

C'est à partir de l'influence de Monsieur de Pluvinel, montrant que l'empirisme limité au bon usage d'une monture pour la guerre ou la chasse pouvait être dépassé et s'élever au niveau du raisonnement et de l'art, que c'établit les fondements d'une véritable esthétique. Il énonce cette vérité première : le cheval doit être en avant.



l'académie de Mr de Pluvinel.

Au XVIIIe, l'histoire de la haute équitation est alors étroitement liée à celle des monarques et des cours : elle contribue au prestige de l'Etat, enrichit l'art militaire, sert le plaisir des princes et des nobles...

François Robichon de la Guérinière (1688-1751), " le père de l'équitation française ", est breveté écuyer du Roi en 1715 et s'installe à Paris où il dirige le manège de la rue Vaugirard. Il est nommé écuyer ordinaire de la Grande écurie du Roi au Manège des Tuileries en 1730. Il fait paraître entre 1729 et 1731 son Ecole de Cavalerie, qui reste encore un texte de référence en matière d'art équestre. Puis en 1740 Les éléments de cavalerie, ouvrage abrégé du précédent. Il cite en principaux inspirateurs Monsieur du Plessis (1620-1696, n'a pas laissé d'écrits) et Monsieur de la Vallée (pas d'écrits non plus), et deux auteurs : Monsieur de la Broue (élève de Pignatelli) et Monsieur le Duc de Newcastle (anglais). La principale ambition de la Guérinière est la clarification de ces deux auteurs (" leurs ouvrages sont des trésors infructueux... par le peu d'ordre qui y règne "). Dans cette " Bible équestre ", il :

- codifie et clarifie les principes de ses prédécesseurs,

- pose les bases d'une nouvelle école plus simple, plus naturelle et adaptée à l'usage habituel du cheval.

Il est le premier à exposer que tous les chevaux ne sont pas capables du même travail, et que les exigences doivent être adaptées aux capacités du cheval. On lui attribue la paternité de l'épaule en dedans et de la descente de main. Il innovera également en matière de position du cavalier (auparavant buste raide, jambe et jarret tendus) en étrivant moins long et en asseyant davantage dans la selle.



Mr de la Guérinière.

Au XIXème siècle

Vers 1814 l'Ecole de Saumur connaît un essor et va être le lieu de l'affrontement des élèves indirects de Versailles et des disciples de la nouvelle doctrine enseignée par d'Auvergne à l'Ecole Militaire : ce sera le siècle de l'affrontement de deux grands maîtres, d'Aure et Baucher.

Vers 1834, François Baucher (1805-1873) vient s'installer à Paris. Refusant l'essentiel de l'héritage classique, il proscriit les oppositions d'aides et prêche la légèreté. Il s'élève en rival du Comte d'Aure. Il découle de cette période deux grandes traditions équestres en Europe :

- l'Ecole de Versailles et l'oeuvre de La Guérinière (dite " Tables de la Loi "), dont s'inspirèrent largement des Allemands comme le Baron de Sind et Gustave Steinbrecht, des Autrichiens comme Maximilien Weyrother et ses successeurs à l'Ecole Espagnole de Vienne.
- L'école Bauchériste, dont se recommandent encore quelques cavaliers.



Baucher.

La conclusion de cet affrontement sera tirée par le Général l'Hotte à la fin du 19ème siècle, et par Decarpentry durant la première moitié du 20ème siècle.

Le cheval, après avoir été " bête de somme ", moyen de déplacement, signe extérieur de richesse, est également devenu le compagnon de loisir de l'homme, avec dans les villages l'apparition de courses lors des fêtes.

Les régiments de cavalerie militaire, afin de sélectionner les meilleurs chevaux, inventèrent une " épreuve du cheval d'armes ", basée sur l'endurance avec des chevaux plus ou moins chargés. Les officiers se lançaient des défis entre eux et parvenaient à parcourir des distances considérables sur les routes. Des abus amenèrent à codifier les épreuves et à en faire une discipline : les raids d'endurance.

Très vite on s'aperçut de la nécessité d'évoluer en terrain varié et de franchir des obstacles : l'épreuve du cheval d'armes s'enrichit d'un temps de galop à travers champs et de saut d'obstacles, alors que le dressage n'était pas toujours pris en compte. Le Cross-country était né, appelé ensuite championnat du cheval de selle, puis Military.

Alors que la position était alors issue de la Haute Ecole, bien assis fièrement, l'Italien Frederico Caprilli lance une théorie sur la position en suspension, ou équilibre, déjà adoptée par les anglais pour la chasse.



le comte d'Aure

Au XXème siècle

Au début du XXème siècle, adeptes des équitations classiques et sportives s'affrontent dans leur façon de monter...

Le Colonel Danloux, Ecuyer en chef du manège de Saumur de 1929 à 1933, s'inspire de la théorie de Caprilli concernant la position en suspension pour perfectionner la monte à l'obstacle.

En 1900, le dressage et le CSO deviennent disciplines Olympiques, au départ réservées aux officiers militaires, et seront ouverts à tous les cavaliers en 1952. Le premier Concours Complet international a lieu à Badminton en 1949. L'influence des USA en équitation se fait vite sentir, avec l'ouverture du Club du Lasso au Bois de Boulogne à Paris, en 1953 : équitation américaine.

L'influence militaire est très forte jusque dans les années 1970-1980.

A cette époque apparaissent les Clubs et Centres Equestres, avec la démocratisation de l'Equitation sportive et de loisirs, et l'apparition de nouvelles disciplines et l'amélioration de la pédagogie.

L'équitation contemporaine :

Le début du 20ème siècle: une révolution équestre avec l'apparition de l'équitation sportive et de loisir

L'après 1870 (fin du 19ème siècle) voit l'apparition et l'essor de l'équitation sportive.

C'est l'officier italien [Frederico Caprilli](#) qui élabore le système de monte "en suspension" à l'obstacle et ouvre la voie à l'équitation moderne d'extérieur.

De nouvelles disciplines voient le jour: Point to point, steeple, cross, raids, concours de saut d'obstacles.

Entre les deux guerres mondiales, les cavaliers militaires français étaient parmi les plus brillants du monde (de Laissardière, Bizard, Clavé), mais ces cavaliers ne sont paradoxalement pas issus du [Cadre Noir de Saumur](#), car la méthode de monte à l'obstacle qui y est alors officialisée et enseignée par l'écuyer en chef de l'époque ([Colonel Danloux](#)), nuit à la solidité et l'efficacité...

"Seuls ceux qui ont appliqué le principe contraire à la doctrine Danloux, ont réussi." (Gudin de Vallerin)

Après la guerre 39-45, la motorisation, les différents conflits (Indochine, Algérie) et certains errements techniques font que l'école militaire est en régression, hormis quelques exceptions hors [Cadre Noir](#). Ce sont les civils qui prennent alors le relais avec d'Orgeix, d'Oriola, de Maillé, puis Rozier, Roche, Roguet, Parot, Navet, d'Esmé en dressage, Cochenet, le Goupil en CCE: l'équitation sportive de haut niveau devient de plus en plus civile.

A partir de années 50 et surtout les années 70 survient une véritable démocratisation de l'équitation, avec:

- le développement et centres équestres, l'apparition des poneys clubs
- le développement du tourisme équestre, de la randonnée
- le retour à la mode d'un certain nombre de disciplines de loisirs comme les jeux (horse ball, polo, pony games), la voltige, l'attelage, les raids d'endurance.

#45. Sur l'argent

Tim Morgan Paru le 4 février 2015

L'ACTIVISME MONÉTAIRE EST-IL LE NOUVEL OPIACÉ DE CHOIX ?

Depuis un certain temps, j'ai l'intention d'étudier la nature de l'argent contemporain. Les résultats de cette enquête sont présentés ici, et j'espère que les lecteurs la trouveront intéressante malgré sa longueur inhabituelle (mais nécessaire). Comme toujours, vos commentaires seront très appréciés.

Cette enquête m'a permis de tirer des conclusions très troublantes. Le système monétaire contemporain s'est progressivement détaché de l'économie "réelle" sous-jacente de la main-d'œuvre, des ressources, des biens et des services. Tout comme la bulle du crédit d'avant 2008 a détaché la dette de toute perspective réelle de remboursement à la valeur, l'activisme monétaire qui a suivi a eu tendance à miner le concept de la monnaie comme "réserve de valeur".

Pour expliquer cela un peu plus en détail, nous devons considérer les années qui ont précédé la crise financière de 2008 comme une ère d'"activisme de la dette" de plus en plus imprudent. Cela s'est produit à la fois de façon étroite (dans la prolifération de plus en plus imprudente de formes dangereuses d'endettement) et de façon plus générale, les économies ayant utilisé l'endettement pour créer de la "croissance". Cette dernière tendance était évidente dans tous les pays, l'Amérique, la Chine, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Irlande, la Grèce et l'Islande étant des exemples évidents d'une supposée "expansion" économique fondée sur le recyclage, par la consommation, de montants de dette en augmentation.

Depuis 2008, et bien que les niveaux d'endettement aient continué d'augmenter - en fait, la montagne de la dette mondiale a encore augmenté de 57 billions de dollars depuis lors - une grande partie de l'économie mondiale a eu recours à une autre astuce - l'activisme monétaire, qui semble avoir remplacé les emprunts imprudents comme nouvelle drogue de choix pour une économie mondiale.

Fondamentalement, les problèmes systémiques postérieurs à 2008 ont été : a) un manque de croissance et b) un grave surendettement. Le problème immédiat du surendettement est le coût du service de la dette, ce qui a pratiquement forcé les banques centrales à adopter des politiques visant à réduire les taux d'intérêt.

Cela a été appliqué à la fois aux taux directeurs (par le biais de la ZIRP, ou " politiques de taux d'intérêt zéro ") et aux taux du marché (par le biais de stratégies de baisse du rendement fondées sur le recours à la politique monétaire pour gonfler les marchés financiers). Bien que les banques centrales aient pu espérer (à tort, dans l'affirmative) que ce mélange d'activisme monétaire puisse également rétablir la croissance, l'objectif réel a été de permettre au système de coexister avec un endettement excessif.

Ce faisant, les autorités semblent avoir remplacé (ou complété) une bulle d'endettement par une bulle monétaire. Si c'est le cas, cela suggère que nous sommes confrontés à une autre crise, potentiellement encore plus grave. En d'autres termes, nous avons peut-être aggravé la distorsion insouciance de la dette et la distorsion tout aussi insouciance de l'argent lui-même.

Il n'est pas étonnant qu'un auteur de lettres ait dit au Financial Times que, s'il comprenait désormais le concept d'assouplissement quantitatif (QE), il ne comprenait plus le concept d'argent.

Cela pose deux questions évidentes. Premièrement, l'argent perd-il son rôle traditionnel de " réserve de valeur " en devenant plutôt un outil de manipulation ? Deuxièmement, la réduction du prix de l'argent (taux d'intérêt) a-t-elle également miné sa valeur ?

Il s'agit cependant d'anticiper. Premièrement, nous devons examiner diverses interprétations de ce qu'est l'argent et de la façon dont il fonctionne.

Les bases

La plupart des gens supposent probablement que l'argent est un sujet assez simple, en supposant qu'il est fourni par le gouvernement. Aucune de ces hypothèses n'est correcte. L'argent est une question extrêmement complexe, à tel point qu'elle constitue une sous-discipline distincte et de plus en plus importante de l'économie. L'argent n'est pas créé par le seul gouvernement, bien que l'État ait évidemment un rôle extrêmement important à jouer.

Commençons par noter qu'aujourd'hui, presque tous les systèmes financiers du monde fonctionnent avec de la monnaie fiduciaire. Autrement dit, la monnaie n'a pas de valeur intrinsèque et n'est pas non plus convertible sur demande en une marchandise ayant une valeur intrinsèque, comme l'or. En fin de compte, l'argent fiat (qui signifie " commander ") a de la valeur simplement parce que le gouvernement le dit. Son acceptabilité repose sur la "pleine foi et le crédit" de l'État.

Cela signifie que nous acceptons et utilisons l'argent parce que nous faisons confiance au gouvernement et, plus largement, au système financier. Il s'agit d'une situation relativement nouvelle - la Grande-Bretagne a peut-être abandonné l'"étalon-or" en 1931, mais la convertibilité s'est poursuivie, sur une base globale, jusqu'à ce que Richard Nixon "claque la fenêtre de l'or" en 1971.

Bien entendu, les détracteurs soutiennent qu'un système monétaire entièrement fondé sur la confiance a mis en péril l'ensemble du système financier parce que cette confiance s'est avérée déplacée.

Le but de l'argent

Traditionnellement, on dit que l'argent a trois caractéristiques. C'est "un moyen d'échange", "une unité de compte" et "une réserve de valeur". Ce dernier point est pour le moins discutable : en termes de pouvoir d'achat, la livre sterling a perdu 94 % de sa valeur entre 1964 et 2014, et la valeur d'achat du dollar américain a baissé de 87 % sur la même période.

Selon les explications des banques centrales elles-mêmes, la grande majorité de l'argent dans une économie moderne est "prêtée à l'existence" par les banques commerciales. Aujourd'hui, nous disent les banquiers

centraux, les banques ne "tirent" pas d'effet de levier des réserves ("fractional reserve banking"), et elles n'ont pas non plus besoin d'encaisser des dépôts avant de pouvoir prêter. Si une banque prête 1 000 £ à quelqu'un, cette action "crée" l'argent. (De même, l'argent est "détruit" lorsqu'une dette est remboursée). Il s'agit de transactions appariées - lorsqu'une banque prête de l'argent à quelqu'un et le place sur son compte, elle crée un "passif" (le compte du client) et un "actif" correspondant (la dette du client envers la banque). Pour le client, la terminologie est inversée, son compte étant un "actif" et la dette un "passif".

Le montant d'argent que les banques "prêtent à l'existence" n'est pas infini, mais est déterminé par les forces du marché et la surveillance réglementaire. En fixant les taux d'intérêt, la banque centrale influence la quantité d'argent que les banques peuvent se permettre de créer tout en restant rentables. Ces derniers temps, la baisse des taux d'intérêt à pratiquement zéro a annulé l'outil de fixation des taux, ce qui a incité les banques centrales à "créer" de la monnaie sous la forme d'un "assouplissement quantitatif" (EQ).

Divergences d'opinion

Les avis sont très partagés sur le système actuel. D'un côté, il y a ceux qui se plaignent de l'adoption de l'étalon-or et qui dénoncent la perte de valeur cumulative due à l'inflation en plaidant en faveur d'une "monnaie saine". A l'autre extrémité se trouve la "théorie monétaire moderne" (MMT), parfois appelée "néo-chartalisme", qui voit le processus de création d'argent d'une manière très différente, et qui, comme nous le verrons, continue à faire quelques affirmations qui peuvent sembler, selon le goût, soit éclairantes, contre-intuitives ou carrément dingue.

À mon avis, l'argent n'a de la valeur que pour ce qu'il peut acheter. Mon travail distingue deux économies, l'économie "réelle" des biens, des services, du travail et des ressources, et l'économie "financière" de l'argent et de la dette. Dans cette interprétation, la monnaie est une "créance" sur les produits de l'économie réelle, de même que la dette, puisque la dette est "une créance sur la monnaie future". Si la création de ces "créances" monétaires dépasse ce que l'économie réelle peut fournir, la valeur de la monnaie doit baisser, car le stock de monnaie et de dette contient des "créances excédentaires", c'est-à-dire des créances que l'économie réelle est incapable de respecter. Dans ce cas, les "créances excédentaires" doivent être détruites, d'une manière ou d'une autre, généralement par l'inflation ("soft default") mais parfois par répudiation pure et simple ("hard default").

L'argent aujourd'hui - un point de vue officiel

Qu'est-ce que l'argent, alors ? Comme la Banque d'Angleterre (BoE) l'a expliqué dans un article récent, il existe en réalité deux types de monnaie. La première est la "monnaie de base", qui comprend la monnaie (billets et pièces), plus les réserves de la banque centrale des banques commerciales. La "monnaie au sens large", en revanche, est le montant total que les particuliers et les entreprises (que l'on peut collectivement appeler "consommateurs") peuvent dépenser. Cette "monnaie au sens large" se compose de devises et de dépôts bancaires commerciaux, ces derniers représentant l'écrasante majorité (en Grande-Bretagne, 97%) de la monnaie circulant dans l'économie.

Pour comprendre cela un peu plus en détail, il faut comprendre que le système monétaire se compose de montants égaux d'actifs et de passifs. Pour prêter 1 000 £ au client A, une banque commerciale n'a pas (comme vous pouvez le supposer) besoin d'un dépôt de 1 000 £ du client B. La banque peut prêter 1 000 £ à A simplement en décidant de le faire, et par cette décision la banque crée les 1 000 £ simplement en le créditant sur le compte de A.

De toute évidence, les dépôts des banques commerciales constituent la composante dominante de la monnaie au sens large. Cet argent n'est pas, comme vous pouvez le supposer, fourni par le gouvernement. Au contraire, explique la BoE, elle est simplement prêtée par les banques commerciales elles-mêmes.

Pour donner quelques chiffres à ce sujet, la "monnaie au sens large", connue sous le nom de "M4EX" par la BoE, s'élevait à la fin de 2013 à 1 715 milliards de livres sterling, dont 67 milliards en devises et 1 648 milliards

de livres de dépôts bancaires commerciaux. La " monnaie de base ", quant à elle, s'élevait à 365 milliards de livres sterling à la même date et se composait de dépôts bancaires commerciaux et de devises. Dans ce contexte, la production économique (PIB) britannique en 2013 s'élevait à 1,713 milliard de livres sterling.

Rationnel ou imprudent ?

A première vue - et surtout auprès d'un public qui, de nos jours, voit les banques avec une profonde méfiance - l'idée que la plus grande partie de l'argent circulant dans le pays soit prêté par des banquiers ressemble un peu à laisser un écolier se perdre dans une fabrique de chocolat. En pratique, selon la BoE, cela ne donne pas aux banques une capacité illimitée de créer autant d'argent qu'elles le souhaitent.

La capacité des banques à créer de l'argent est soumise à deux grands plafonds. Le premier est celui des forces du marché. Pour créer un montant excessif d'argent, une banque devrait consentir des prêts tout aussi excessifs, et les forces du marché impliquent que cela impliquerait d'attirer des emprunteurs en offrant des taux d'intérêt si bas que la rentabilité serait compromise, tandis que des considérations macroprudentielles suggèrent en outre que des questions à la fois de liquidité et de solvabilité entrent en jeu.

La deuxième limite à la création de monnaie est le taux de base appliqué par la banque centrale. Si ce taux est abaissé, les banques commerciales peuvent créer une plus grande quantité d'argent tout en restant rentables. Dans le même temps, la réduction du coût de la dette devrait accroître la demande de crédit des clients. Inversement, le relèvement du taux de base limite la capacité des banques à prêter de l'argent frais tout en restant rentables.

Des garanties solides ?

Ainsi décrit, le contrôle de la banque centrale semble extrêmement indépendant et, à ce titre, soulève deux signaux d'alarme et beaucoup plus de questions. Le premier signal d'alarme est l'hypothèse selon laquelle les banques sont gérées de manière rationnelle, ce qui semble être une hypothèse quelque peu naïve, car il semble certainement qu'il y ait eu des cas où des banques ont été gérées par - permettez-moi de le dire ainsi - des personnes dont les compétences étaient quelque peu limitées.

Deuxièmement, l'hypothèse (célèbre pour Alan Greenspan) selon laquelle les banques placent toujours les intérêts des actionnaires en premier semble douteuse. Des événements récents pourraient suggérer que les banques privilégient plutôt la rémunération des dirigeants par rapport aux dividendes et à la gestion des risques.

Même lorsque les banques sont gérées par des personnes compétentes qui accordent la priorité aux intérêts des actionnaires, les choses peuvent mal tourner. Pour commencer, les actifs bancaires (en d'autres termes, les prêts à la clientèle) ont tendance à être à long terme, tandis que les dépôts (l'envers du passif de ces actifs, pour les banques collectivement) sont à plus court terme. En plus de chercher à tirer profit de la marge entre les taux des prêteurs et ceux des déposants, les banques se livrent à l'arbitrage d'actifs à long terme et de passifs à plus courte échéance. On peut facilement voir comment même le banquier le plus astucieux pourrait se tromper dans cet arbitrage.

L'approche réglementaire

La manière dont les banques centrales décrivent la création de monnaie pourrait donner l'impression que le système est virtuellement " sans intervention ", ce qui pourrait en effet être inquiétant étant donné les défaillances du système bancaire ces dernières années. Heureusement, la surveillance du système financier par les banques centrales s'accompagne d'une " deuxième chaîne " complémentaire.

Cette "deuxième chaîne" est le cadre réglementaire, qui se compose de deux éléments : le "microprudentiel", qui traite du risque au niveau de la banque individuelle, et le "macroprudentiel", où l'accent est mis sur le risque

systemique.

Tant individuellement que collectivement, les banques sont exposées à deux types de risques distincts. Le premier est le risque de "solvabilité", où les pertes sur les actifs d'une banque (ses prêts à la clientèle) pourraient faire en sorte que ces actifs aient une valeur inférieure à ses passifs (ses obligations envers les déposants). Le second est le risque de "liquidité", où une banque, bien que solvable, n'est pas suffisamment liquide pour satisfaire les demandes que les déposants peuvent lui adresser.

Pour se prémunir contre ces risques, les autorités réglementaires imposent des exigences en matière de capital et de liquidité. Les exigences de fonds propres dictent le montant des fonds propres absorbant les risques que les banques doivent détenir, tandis que les règles en matière de liquidité portent sur le ratio liquidité/passif global. Dans les deux cas, les organismes de réglementation ont reconnu la nécessité de porter des jugements tant qualitatifs que quantitatifs. Par exemple, deux autres banques identiques peuvent avoir des profils d'actif ou de passif différents. Les actifs à haut risque pourraient nécessiter un ratio de fonds propres plus élevé, tandis que le recours au financement à court terme a des répercussions sur le risque de liquidité.

cette fin, les organismes de réglementation se sont fiés à la " pondération des risques " de l'actif. Bien que logique, ce processus implique l'application subjective du risque à différentes catégories d'actifs, et ces jugements peuvent être erronés. Cette faiblesse était caractérisée par la sous-pondération du risque hypothécaire dans les années précédant l'écrasement.

Assouplissement quantitatif [QE]

Bien entendu, lorsque les taux directeurs atteignent une "limite inférieure" - en termes simples, lorsqu'ils ont déjà été réduits à un niveau proche de zéro, ce qui ne change rien - l'outil de variation du taux directeur de la banque centrale devient inefficace. C'est là que les banques centrales recourent à une politique dite d'"assouplissement quantitatif" (AQ) ou d'"achat d'actifs". Comme l'expliquent ses défenseurs, l'assouplissement quantitatif implique que la banque centrale utilise de l'argent nouvellement créé pour acheter des actifs (presque invariablement des obligations, qui sont des titres de créance négociables), principalement auprès d'institutions de placement.

En créant une demande supplémentaire pour les obligations, cela fait augmenter leur prix. Comme le taux d'intérêt (" rendement ") d'une obligation est son paiement annuel (fixe) (" coupon ") exprimé en pourcentage de son prix, l'augmentation des prix des obligations pousse les taux d'intérêt du marché à la baisse, entraînant par approximation une baisse des taux qui, dans des circonstances plus normales, serait réalisée simplement en réduisant le taux directeur de la banque centrale. Les partisans de l'assouplissement quantitatif nient qu'il s'agit d'"imprimer de l'argent" et prétendent (selon le principe des actifs et passifs appariés) qu'il ne s'agit que d'"une opération de bilan".

Les critiques sont en droit d'affirmer que, même si l'assouplissement quantitatif n'équivaut pas à "imprimer de l'argent", il présente au moins deux inconvénients potentiels. Premièrement, elle peut inculquer la complaisance à l'égard de l'argent, sapant ainsi son rôle de "réserve de valeur". Deuxièmement, il semble presque indéniable que l'assouplissement quantitatif a contribué à l'aggravation des inégalités au sein de l'économie.

De l'argent sans laisse ?

Les opinions sur le système monétaire actuel vont du conservatisme de la "monnaie saine" à une extrémité du spectre au radicalisme du MMT à l'autre. Le point de vue conservateur est une croyance assez simple que la principale caractéristique de la monnaie devrait être la conservation de la valeur, et que tout ce qui met l'accent ailleurs joue un rôle fondamental de façon rapide et vague.

Le point de vue radical, tel qu'illustré par le MMT, voit l'argent d'une toute autre façon. La base du MMT est

que la monnaie fiduciaire, entièrement contrôlée par l'État, ne peut être considérée de la même manière que les formes traditionnelles de monnaie. D'une part, un gouvernement ne peut pas faire faillite dans une monnaie qu'il crée et contrôle lui-même.

Cette idée remonte à un ouvrage de 1924 de Georg Friedrich Knapp, dont la thèse (connue sous le nom de "chartalism") préconisait le remplacement de l'étalon-or de l'époque par de la monnaie de papier. L'argument central ici est que le gouvernement n'a pas besoin de lier la valeur de la monnaie à l'or, ni de se préoccuper outre mesure de la quantité d'argent, parce qu'il peut créer de l'argent, ou l'imposer, par le biais du système fiscal. Si le gouvernement veut stimuler l'économie, il dépense plus qu'il n'encaisse en impôts, une interprétation plus généralement associée à Keynes. En effet, il ne fait aucun doute que Knapp et le graphisme ont contribué à influencer le travail de Keynes.

Si l'on considère que la fiscalité est un levier pour stimuler ou restreindre l'économie, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il s'agit de l'objectif principal de la fiscalité - en d'autres termes, que la fiscalité est utilisée comme un outil de la politique monétaire et non principalement comme un moyen de financer les dépenses publiques. Si tel est le cas, on peut faire valoir que les gouvernements devraient presque toujours enregistrer des déficits, et les équations standard du PIB peuvent sembler démontrer que le secteur privé ne peut enregistrer un excédent que si l'État maintient un déficit.

Ce que le MMT décrit, c'est donc un gouvernement qui : peut élaborer des politiques grâce à son contrôle de l'argent ; ne peut pas faire faillite dans sa propre monnaie ; et ne dépend pas de l'impôt pour financer ses dépenses. On peut donc supposer que ni les déficits budgétaires ni la dette publique ne sont particulièrement importants, et que les gouvernements n'ont pas non plus à s'inquiéter du coût des futurs engagements sociaux.

Si j'ai bien résumé le TEM, il est certainement en contradiction flagrante avec la pratique courante, où les gouvernements accordent une grande importance aux déficits et à la dette. Cela dit, certains détracteurs de la politique monétaire actuelle craignent que les banques centrales ne s'orientent vers une approche davantage axée sur le MMT, du moins en ce sens que le rôle de la monnaie en tant que "réserve de valeur" est miné par son utilisation comme instrument de politique.

Soyons clairs sur un point. Accepter les mathématiques du MMT signifie accepter que le MMT est une description exacte du système monétaire contemporain. Cela ne signifie toutefois pas que nous devons approuver l'efficacité du système ainsi décrit. Bref, le TEM peut être un excellent guide pour un système profondément défectueux.

L'activisme monétaire

Ceux d'entre nous qui s'inquiètent de l'activisme monétaire constatent que les banques centrales, ayant perdu la capacité d'appliquer d'autres mesures de relance en abaissant les taux, ont plutôt eu recours à l'assouplissement quantitatif, qui a eu pour effet de gonfler les marchés obligataires et donc de faire baisser les taux d'intérêt du marché. Ceux qui ont profité de l'envolée récente du marché obligataire ne remettent peut-être pas en question la valeur de l'argent dans lequel ils pourraient en fin de compte être remboursés. Dans le même temps, l'achat d'obligations d'État (dette), auprès d'institutions qui achètent ensuite directement des obligations d'État nouvellement émises, peut être décrit comme le remboursement de la dette avec de l'argent nouvellement créé, mais les banques centrales nient avec force cette accusation de "monétisation de la dette".

Il s'ensuit qu'une guerre des changes "de la course au bas de l'échelle" pourrait être une conséquence logique de la mode actuelle de l'activisme monétaire.

On peut au moins soutenir que le marché obligataire s'est détaché des fondamentaux sous-jacents, qui devraient être enracinés dans la VAN (valeur actualisée nette) des flux de revenus futurs, actualisés de façon appropriée pour saisir la valeur temporelle de l'argent dans le futur. Si l'on achète des obligations uniquement sur la base de

l'ampleur de la poussée à la hausse de leur prix par la politique de la banque centrale, cela signifie que l'on spéculé et non que l'on investit. Si la spéculation (plutôt que l'investissement) peut être un moyen tout à fait approprié pour un investisseur de se comporter, il semble qu'il s'agisse d'une manière bizarre de conduire la politique monétaire.

Points de référence

Notre compréhension de la monnaie semble être en mutation, le débat étant polarisé entre ceux qui mettent l'accent sur le rôle fondamental de "réserve de valeur" de la monnaie et ceux qui, au contraire, considèrent la monnaie fiduciaire comme une composante malléable de la politique monétaire. Si vous êtes d'accord avec cette dernière école de pensée, vous pouvez avoir une vision détendue de l'avenir, dans laquelle la dette, les déficits et l'austérité sont des considérations obsolètes. Si vous êtes du premier avis, cependant, vous pourriez craindre que les banques centrales nous préparent à un désastre dans lequel l'argent perdra toute crédibilité en tant que réserve de valeur.

Ma réponse est de me rabattre sur trois observations, je l'espère bien fondées.

Premièrement, il est tout à fait possible que la valeur de l'argent soit détruite d'une manière que la ligne officielle sur l'équilibre des actifs et des passifs ne semble pas prendre en compte. Si une banque décide de prêter de l'argent à M. A et crée de l'argent à cette fin, l'actif et le passif correspondent effectivement - M. A a un actif (disons 200 000 £ sur son compte bancaire) et un passif (sa dette de 200 000 £ envers la banque). Mais qu'arrive-t-il s'il dépense cet argent pour acheter une propriété dont la valeur tombe à, disons, 150 000 £ ? Il semble assez clair que 50 000 livres sterling ont été "perdues" ou "détruites" quelque part. A moins que vous ne croyiez que la Grèce (par exemple) peut réellement rembourser toutes ses dettes à leur pleine valeur, la même logique peut s'appliquer à la dette macro-échelle.

Ma deuxième observation, liée à cela, est que l'argent n'a pas de valeur intrinsèque. C'est certainement vrai de l'argent liquide, que vous ne pouvez pas manger ou mettre dans votre réservoir de carburant, mais c'est vrai aussi de l'argent liquide comme l'or, que vous ne pouvez pas manger non plus, et dont la valeur repose aussi fondamentalement sur votre capacité à l'échanger contre des articles ayant une utilité. Selon cette norme, la richesse réelle réside donc dans les biens physiques (comme la terre, les machines, les ressources, la nourriture et le travail), bien que cette définition de la valeur s'étende clairement aussi aux biens "quasi-physiques" comme la propriété intellectuelle, le capital humain et les marques.

Cela m'amène à ma troisième observation, qui est que le rôle ultime de la monnaie est de représenter l'économie "réelle". Plus précisément, l'argent a de la valeur dans la mesure où il peut être échangé contre ce que j'appelle des "choses utilitaires". Quoi qu'il arrive à l'argent, une ferme a de la valeur pour produire de la nourriture, une mine a de la valeur pour fournir des minéraux et une maison a de la valeur pour fournir un endroit pour vivre.

Conclusions - territoire dangereux

Je conclus donc que nous sommes en territoire très dangereux. La politique monétaire actuelle est dominée par l'impératif de manipuler les taux d'intérêt à la baisse, en partie en gonflant les marchés financiers. En plus de créer une bulle gigantesque, cette politique risque de saper le rôle de l'argent comme réserve de valeur. Les conservateurs ont probablement raison de dire que cette catastrophe judiciaire, parce que la valeur d'une monnaie dépend fondamentalement de la relation entre l'argent d'une part et, d'autre part, les "choses d'utilité".

Je crois en outre que l'activisme monétaire peut trop souvent être une tentative futile de créer de la richesse et de la croissance là où il n'en existe pas vraiment.

En bref, un système qui réduit le prix de l'argent (taux d'intérêt) près de zéro peut faire exactement la même chose avec la valeur de l'argent.

Il se peut que nous ayons simplement remplacé la folie qui a créé l'accident par une nouvelle folie qui en aggrave les conséquences.

A New Delhi, un brouillard de pollution si dense que les avions ne peuvent plus atterrir

Le Monde avec AFP 2 novembre 2019

[JEAN-PIERRE : évidemment, cela ne peut concerner les avions de lignes puisque ceux-ci n'ont plus besoin de voir devant l'avion pour voler, et ce depuis longtemps.]

L'ambassade américaine dans la capitale indienne a enregistré dimanche une concentration de 810 microgrammes de particules fines PM2,5 par mètre cube d'air, soit un taux plus de trente-deux fois supérieur aux recommandations.



Le monument de la Porte de l'Inde, à New Delhi, dimanche 3 novembre.

Impossible de voir à plus de quelques dizaines de mètres. Un épais brouillard de pollution s'est abattu sur New Delhi, dimanche 3 novembre, plongeant ses 20 millions d'habitants dans un vaste nuage irrespirable. Faute de visibilité, les compagnies Air India et Vistara ont été obligées de dérouter leurs vols vers d'autres aéroports voisins. « *La pollution a atteint des niveaux insupportables* », a déploré [dimanche sur Twitter le ministre en chef de Delhi, Arvind Kejriwal](#).

La situation à Delhi relève en effet du cas d'école. L'Organisation mondiale pour la santé (OMS) recommande de ne pas dépasser 25 microgrammes de particules fines PM2,5 par mètre cube d'air en moyenne journalière.

Dimanche, l'ambassade américaine à New Delhi a enregistré une concentration de 810 microgrammes par mètre cube d'air, soit un taux plus de trente-deux fois supérieur aux recommandations.

Chaque année, la mégapole indienne est touchée par des épisodes très violents de pollution de l'air, dus à la fois à la circulation automobile, aux rejets industriels et aux fumées des brûlis agricoles qui battent leur plein dans les régions voisines. L'épisode de ce week-end a été aggravé par de légères précipitations samedi soir, a confirmé l'agence indienne surveillant la qualité de l'air (Safar).



Selon un rapport de l'ONU publié en 2018, quatorze des villes les plus polluées au monde se trouvent en Inde.

« La ville est devenue une chambre à gaz »

Nombre d'habitants se plaignaient de problèmes à la gorge et aux yeux, tentant de se protéger avec des masques de tissus. Face au phénomène, les écoles de Delhi seront fermées jusqu' mardi, tandis que la circulation alternée sera mise en place du 4 au 15 novembre. Les véhicules ne pourront ainsi rouler qu'un jour sur deux selon que le numéro inscrit sur leur plaque d'immatriculation finit par un chiffre pair ou impair.

Les autorités fédérales et locales ne cessent de se renvoyer la responsabilité de cette situation. Déjà, la semaine passée, le ministre en chef de Delhi, Arvind Kejriwal, avait appelé les gouvernements des Etats voisins du Pendjab et de l'Haryana à agir : « *Delhi est devenue une chambre à gaz à cause des brûlis dans les Etats voisins* », avait-il argué. Mais le ministre de l'environnement indien, Prakash Javadekar, a accusé M. Kejriwal de politiser le problème et de faire des deux Etats voisins les boucs émissaires de la crise.

En 2017, la pollution de l'air a causé 1,2 million de décès prématurés en Inde, selon l'estimation d'une étude parue l'année dernière [dans la revue scientifique *The Lancet*](#). Un rapport de l'ONU avait affirmé l'an passé que quatorze des villes les plus polluées au monde se trouvaient en Inde.

Sortir du capitalisme: joli slogan mais on fait comment?

Par [Guillaume Lohest](#) 2 nov. 2019 [Mediapart.fr](#)

Faut-il sortir du système capitaliste pour lutter, entre autres, contre le réchauffement climatique ? L'idée revient sur le devant de la scène, vu l'immobilisme total des pouvoirs publics malgré les mobilisations importantes de l'année écoulée. Répondre à cette question théorique ne donne cependant pas de mode d'emploi pour ce que cela implique comme stratégie efficace de mobilisation.

- On l'entend depuis toujours dans les milieux militants mais c'est assez récent dans le grand public et dans les médias : sortir du capitalisme semble revenu à l'ordre du jour. Au printemps dernier, la blogueuse Emma, qu'on avait découverte grâce à sa mise en BD du concept de charge mentale, a publié un petit livre stimulant intitulé [Un autre regard sur le climat](#). Elle y défend l'idée, avec pédagogie et humour, qu'on ne peut rien attendre des capitalistes et des États à leur solde, qu'il faut donc uniquement compter sur l'intelligence et les luttes collectives. Plus récemment, c'est Félicien Boogaerts, créateur de la chaîne Youtube *Le Biais Vert*, qui interrogeait la figure de Greta Thunberg dans son court-métrage [Anita](#). Il y insinue, avec subtilité mais ambiguïté, la suspicion sur la récupération par le "système" du personnage d'Anita. Et même Nicolas Hulot, qui est loin d'être marxiste, l'affirmait lors de sa démission surprise : *"On entretient un modèle économique responsable de tous ces désordres climatiques"*.



Réponse : oui

La question, légitime, reprend donc place dans les grands médias : "Faut-il sortir du système capitaliste pour lutter contre le réchauffement climatique ?" Réponse : oui. C'est étrange, au fond, quand y pense, qu'on reprenne le problème par cette question-là. Car cela fait des années que le capitalisme vert, la croissance verte, le développement durable, non seulement ont été démontés dans leurs fondements théoriques, mais donnent le spectacle permanent de leur totale inefficacité en la matière.

D'un point de vue théorique, Daniel Tanuro ([L'impossible capitalisme vert, 2010](#)) est l'un des auteurs qui explique le plus clairement pourquoi il est impossible de lutter contre le réchauffement climatique en restant

dans le cadre d'une société capitaliste. *“Il y a évidemment des capitaux « verts », puisqu'il y a des marchés « verts » et des possibilités de valoriser du capital. Mais la question n'est pas là. Si l'expression « capitalisme vert » a un sens, c'est en effet de supposer possible que le système rompe avec la croissance pour auto-limiter son développement et utiliser les ressources naturelles avec prudence. Cela ne se produira pas, car le capitalisme fonctionne sur la seule base de la course au profit, ce qui s'exprime dans le choix du PIB comme indicateur. Or, cet indicateur est totalement inapte à anticiper les limites quantitatives du développement, et encore plus inapte à percevoir les perturbations qualitatives induites dans le fonctionnement des écosystèmes (1).”*

Par ailleurs, en-dehors même de toute démonstration théorique, le capitalisme vert est empiriquement en échec, dans les faits. Le développement durable était peut-être sur papier une belle idée, mais il s'est avéré qu'en pratique, il a seulement pris la forme d'un capitalisme vert totalement inefficace. Les émissions mondiales de CO₂ n'ont jamais diminué, pas une seule année depuis trente ans. Certains petits malins diront probablement que c'est parce qu'on n'a jamais essayé *vraiment* le capitalisme vert. On leur répondra que nous n'avons *vraiment* pas envie de passer les trente prochaines années à ré-essayer la pire des réponses possibles à laquelle d'ailleurs personne n'a vraisemblablement jamais *vraiment* cru.

L'anticapitalisme vert...

Le capitalisme vert est une impasse totale, considérons cela pour acquis. Comment expliquer, alors, qu'un vaste mouvement anticapitaliste n'ait pas déjà émergé ? C'est ici que cet article entre en zone de turbulences, parce qu'il va prendre à rebours le bon sens militant le plus élémentaire, voire le bon sens tout court. Il faudra certainement mettre ces réflexions à l'épreuve dans les mois à venir, mais c'est néanmoins ainsi qu'elles apparaissent, dans le tempo très rapide des mobilisations pour le climat, qui se réfléchissent et se critiquent presque plus rapidement qu'elles ne s'organisent. Cette provocation n'est pas gratuite : elle a pour but d'interroger un regain de discours anticapitalistes et antisystème dans l'espace des mobilisations actuelles, discours qui me semblent, en l'état, dépolitisants. Soyons clairs : ce n'est pas l'anticapitalisme comme analyse critique qui est en cause ici, mais son déploiement comme étendard, comme une sorte de fétiche qui pourrait soudain nous exonérer de penser le caractère inextricable de notre situation. Mais allons-y, mettons l'hypothèse en pâture.

J'avance donc l'idée que l'anticapitalisme, en tant que discours prosélyte de mobilisation, est une réponse en miroir aussi creuse, aussi rhétorique que la question posée par les médias. "Faut-il sortir du capitalisme pour lutter contre le réchauffement climatique ?" font mine de s'interroger les uns en connaissant parfaitement l'évidence de la réponse. "À bas le capitalisme" clament les militants. Le chien aboie, la caravane (du capitalisme) passe.

... mais l'impossible posture révolutionnaire

Alors oui, le capitalisme est une impasse. Mais faire de ce constat de base une bannière de ralliement l'est tout autant. Pourquoi ? Parce que l'enjeu n'est pas de faire comprendre théoriquement à nos contemporains que Marx avait raison, mais de se défaire collectivement des rapports sociaux et de l'imaginaire qui caractérisent le système capitaliste. Or, à brandir des slogans qui laissent penser qu'il existe une chose, le capitalisme, qui nous serait extérieure et qu'il suffirait d'abolir, on se ment collectivement sur l'ampleur du problème. Plus précisément, on cherche à attirer l'attention de tous sur un méga-objet théorique, totalisant, comme s'il s'agissait d'un bloc solide à dynamiter, alors qu'on est plutôt en présence d'un liquide visqueux qui nous colle à la peau, y compris à celle de la plupart des militants anticapitalistes.

L'image vaut ce qu'elle vaut ; je pense que les gens ne s'y trompent pas. Ils savent que la ligne de partage entre exploitants et exploités n'est plus aussi limpide qu'en 1917, qu'elle s'est démultipliée et a colonisé jusqu'à l'intime les rapports sociaux. Les classes moyennes et populaires occidentales, tant que l'on peut encore se permettre cette expression, ont comme intériorisé le pacte social passé avec le système capitaliste : elles savent

qu'elles lui doivent une bonne partie de ce qu'elles ont encore, de ce qu'elles n'ont pas encore perdu. Elles ont conscience, au fond, que la question n'est pas d'abattre le capitalisme par une démonstration ou une révolution, mais de s'en défaire.

Il reste bien sûr des milliards de personnes, dans ce monde, qui peuvent légitimement se définir comme totalement perdantes dans l'histoire capitaliste, sous tous les rapports d'exploitation, et donc légitimement entrer en révolution contre des adversaires totalement distincts d'eux-mêmes. Ce n'est pas le cas des classes moyennes occidentales. Et elles le savent, confusément peut-être, mais assez clairement pour rendre le kit de la révolution anticapitaliste à la grand-papa peu praticable à leurs yeux.

Et pourtant, ce kit revient en force, sous la forme d'un expédient rhétorique qu'il suffirait de nommer pour solutionner toutes les difficultés d'un seul coup : non seulement celles, gigantesques, de l'intrication des crises (climat, dette, biodiversité, épuisement des ressources, pollutions, inégalités, etc.), mais aussi celles de toute mobilisation de masse, de toute lutte collective : la pluralité des approches, des leaderships, des visions et des stratégies, la superposition des dominations, les dynamiques provisoires et instables, la frustration du manque de résultat, les querelles d'ego.

Militer pour une abstraction

Revenons au climat. Depuis déjà plusieurs mois en Belgique, des voix s'élèvent pour dire qu'avec les marches climat, on fait fausse route. Que c'est trop gentil. Qu'on n'obtiendra rien de cette manière. Que ce sont des mobilisations de bobos. La frustration et l'impatience montent. On appelle à davantage de radicalité, ce qui, vu la situation, est indispensable !

Le problème ne se situe pas dans cette saine et logique frustration en soi, mais dans le fait qu'elle amène de nombreux militants à réhabiliter une conception de l'engagement que j'estime problématique, voire infantile. Il s'agit de ce que le philosophe Miguel Benasayag appelle "l'engagement-transcendance". *"Dans les dispositifs transcendants, écrit-il, le moteur de l'agir se trouve ailleurs que dans les situations concrètes : dans une promesse (2)." Appliquée aux mobilisations pour le climat, cette analyse pointe le risque d'une fuite en avant dans un discours anticapitaliste ou, plus sommairement encore, antisystème, qui résonnerait comme la promesse d'un monde non capitaliste, avec un réchauffement climatique qu'il serait encore possible de maintenir sous les 2°C. Cela signifie que l'action militante devient subordonnée à ce rêve, à cette illusion, à ce que Nietzsche appelait un "arrière monde", poursuit Benasayag, "un monde derrière celui-ci, paradis sur terre rêvé, société de fin de l'histoire au nom de laquelle on se bat, qui justifie la lutte, le sacrifice de cette vie et que l'engagement a pour but de faire advenir."*

L'idéal de "stabilisation" du climat réactive un rêve de stabilisation plus globale : un monde sans capitalisme, sans conflits, sans pollution, sans compétition, sans injustices. Or ce monde est une pure abstraction, il n'existe pas : croire en lui et militer pour le faire advenir condamne ceux qui se livrent à cette chimère à devenir des "militants tristes", dit Benasayag, car sans cesse déçus par un réel toujours en-deça de leurs attentes. *"La "tristesse" du militant renvoie à l'affect propre à l'interprétation du monde qui est la sienne. Pour lui, le monde est une erreur : il n'est pas tel qu'il doit être. Le vrai monde est autre, ailleurs, et militer, c'est sacrifier le présent à l'avenir, ce monde-ci à l'autre, le vrai, le parfait : le seul qui vaille la peine d'être vécu (3)."*

Contre un anticapitalisme de posture

Ainsi déçu, aigri, le militant se met à chercher sans fin les causes de l'échec dans des erreurs théoriques et stratégiques. Il accuse les autres militants d'être trop ceci, pas assez cela, endormis, instrumentalisés ou manipulés, jamais assez "purs" en somme. Le blabla prolifère, semant la division. C'est la course à qui sera le plus radical, le plus intransigeant. Le moindre lien avec ce qui est assimilé au capitalisme (qui est partout) est signe de compromission. N'y a-t-il pas quelque chose de cet ordre dans les débats sans fin au sujet de la bonne stratégie à adopter au sein des luttes climatiques, dans la suspicion à l'égard de Greta Thunberg, dans les

critiques de plus en plus dogmatiques entre différentes chapelles stratégiques, ceux qui organisent les marches, ceux qui ne croient qu'en l'action directe, ceux qui ne croient qu'en la révolution ?

L'analyse anticapitaliste globale est éclairante mais ne nous dispense pas d'affronter le réel. Elle est à distinguer d'un anticapitalisme de posture qui ne sert, lui, qu'à cela : se masquer à soi-même l'extrême complexité de la situation de lutte dans le réel. C'est, en quelque sorte, la soupape de sécurité du désespoir militant. Ou, pour le dire autrement, la soupape de sécurité du désarroi vis-à-vis d'un agir complexe, que Benasayag appelle un agir "situationnel", un engagement-recherche ou un engagement immanent. Ce type d'engagement, au contraire de l'engagement-transcendance qui "*est le fruit d'une raison consciente d'agir*", est "*l'expression d'un désir vital. Et c'est ce désir qui fait sa force, celle de répondre au défi de cette époque (4).*" Même si on ne sait pas précisément où on va ni comment.

Inlassablement et minutieusement

J'ai conscience qu'il est très compliqué d'accepter ce que disent ces lignes, car cela rompt avec la vision classique, tellement répandue, de l'utopie nécessaire pour "changer le monde". Mais je pense que cela vaut la peine d'essayer de sortir de ce schéma. Sinon, on reste dans une mentalité à la fois religieuse (dans la lutte) et binaire (dans l'analyse). "Puisque les politiques ne réagissent pas, puisqu'il est de toute façon certain qu'on ne pourra contenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C, alors les marches climat sont inutiles", pense le militant religieux binaire.

Je pense, pour ma part, que les marches pour le climat sont à la fois totalement inutiles ET absolument indispensables. Vivre et militer au coeur de ce paradoxe implique de sortir d'une vision idéaliste, celle d'un changement qui serait "*causé par la volonté et l'action d'une conscience éclairée*", pour lui opposer une "*vision plus réaliste du changement comme émergence liée à une série de processus tout à fait décentralisés et aveugles, non voulus et non concertés, donc (5).*"

Les marches pour le climat sont totalement inutiles en regard de l'objectif concerté - et un peu abstrait - de maintenir le réchauffement sous la barre des 2°C. Elles sont par contre totalement indispensables car elles sont une matrice dans laquelle se déploie une pluralité de situations réelles : situations de lutte, de vie, d'analyse, de cheminements, d'alliances, etc. Et toutes ces situations, liées selon les mots de Benasayag à un "désir vital" et non à un objectif programmatique, peuvent déboucher sur des transformations, peut-être insoupçonnées, peut-être même souvent insoupçonnables. Par ailleurs, dans cet engagement "en situations", les "*groupes, classes, genres, secteurs sociaux, ne sont pas d'emblée et pour toujours dans un rôle invariant : un même groupe profondément réactionnaire dans une situation peut par exemple participer dans un autre à l'émancipation, et inversement.*"

Enfin, contenir au maximum le réchauffement garde du sens même en-dehors de la fixation d'un seuil réaliste ou souhaitable. On peut lutter en-dehors de la vision "solutionniste" d'un objectif programmatique préétabli. Obtenir des changements radicaux dans les politiques fiscales, agricoles, énergétiques, dans les domaines de la consommation, du logement, etc., tout cela demeure absolument indispensable et urgent, quel que soit le degré de réchauffement. Comme le dit l'écrivain américain Jonathan Franzen dans une tribune extraordinaire, même si on accepte que la bataille du réchauffement climatique est perdue dans sa globalité, "*tout mouvement vers une société plus juste et plus civile peut désormais être considéré comme une action significative en faveur du climat. Assurer des élections équitables est une action climatique. La lutte contre l'inégalité extrême des richesses est une action climatique. Fermer les machines de la haine sur les médias sociaux est une action pour le climat. Instaurer une politique d'immigration humaine, défendre l'égalité raciale et l'égalité des sexes, promouvoir le respect des lois et leur application, soutenir une presse libre et indépendante, débarrasser le pays des armes d'assaut, voilà autant de mesures climatiques significatives. Pour survivre à la hausse des températures, chaque système, qu'il soit naturel ou humain, devra être aussi solide et sain que possible (7).*"

Se défaire du capitalisme est indispensable, redisons-le. Pour lutter contre le réchauffement climatique entre autres. Mais c'est un point de départ, un moteur, une nécessité au sens philosophique du terme : cela "ne peut pas ne pas être". Faire de l'anticapitalisme un slogan ou une posture de ralliement reviendrait à transformer cette puissance d'agir en folder marketing (pour les autres) voire en exutoire (pour soi). Passer de la nécessité au processus de transformation, commencer à se défaire du capitalisme en un mot, c'est le prendre par tous les bouts de réel où il revêt l'habit d'une injustice précise, d'une insoutenabilité, d'un dégât, d'une exploitation, d'une violence. Pas en mode cosmétique bien sûr. Il ne s'agit pas de le peindre en vert, mais de le prendre et de ne pas le lâcher. De s'en défaire inlassablement et minutieusement jusqu'à ce qu'on constate qu'il n'est plus là.

Le capitalisme ne sera jamais vert (Daniel Tanuro)

Grozeille.co 4 mars 2019



Le mouvement pour le climat, qui est véritablement apparu en France après la démission de Nicolas Hulot, commence à reprendre des forces. Alors que les premières marches pour le climat, fin 2018, se limitaient souvent à soutenir des principes moraux assez vagues, celles qui accompagnent aujourd'hui [la grève hebdomadaire des jeunes](#) s'annoncent officiellement « anticapitalistes » et ont lieu conjointement à des actions de désobéissance. Une saine radicalisation est en route.

Il règne néanmoins une grande confusion. Souvent, on ne voit pas le lien entre la lutte écologique et celle des gilets jaunes, et pire, on pense parfois qu'elles sont contradictoires. On ne sait pas comment s'orienter dans le débat entre violence et non-violence, entre une tactique de la massification et une tactique de l'efficacité. On voit parfois mal ce que signifie le concept de « capitalisme », et on ne comprend pas la nécessité de l'utiliser pour thématiser la destruction écologique.

Nous avons déjà écrit sur toutes ces questions : [violence](#), [capitalisme et écologie](#), [gilets jaunes et écologie](#). Mais puisque ces débats deviennent brûlants à l'approche de la grève mondiale pour le climat le 15 mars, et plus généralement pour la suite du mouvement, nous avons envie d'en discuter avec Daniel Tanuro, ingénieur agronome et environnementaliste, auteur de [L'impossible capitalisme vert](#).

1) On entend souvent dire que le capitalisme est la cause des problèmes écologiques. Mais cette affirmation bute cependant sur l'obscurité de ce concept de capitalisme, souvent associé (voire confondu) avec « la société marchande », « la surconsommation », « l'économie libérale ». Qu'est-ce que le capitalisme, comment le distinguez-vous de ces autres concepts ? Pourquoi le concept de capitalisme est-il éclairant pour analyser la crise écologique ?

D.T. : Je nuancerais le propos en précisant que le capitalisme est la cause *principale* de la destruction écologique. D'une part, il ne faut pas oublier que des sociétés précapitalistes ont causé de sérieux problèmes environnementaux, dénoncés déjà dans l'Antiquité par des auteurs grecs et romains. D'autre part, l'URSS, la Chine et les autres pays qui ont tenté une transition post-capitaliste au 20e siècle ont commis des dégâts considérables. Ceux-ci sont symbolisés par l'assèchement de la Mer d'Aral, la catastrophe de Tchernobyl, les émissions record de gaz à effet de serre par habitant en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, sans oublier l'absurde campagne maoïste pour l'extermination des moineaux, par exemple... L'abolition du capitalisme est une condition *nécessaire* à l'établissement entre l'humanité et le reste de la nature d'une relation autre que le pillage, mais ce n'est pas une condition *suffisante*.



Propagande pour la campagne contre les 4 nuisibles en Chine maoïste

Ceci dit, qu'est-ce que le capitalisme? Une société de production généralisée de marchandises. Cette définition implique à la fois le salariat comme forme particulière de l'exploitation du travail, la concurrence pour le profit entre propriétaires privés des moyens de production et la détermination *ex-post* des besoins humains par le verdict du marché. Le capitalisme est donc une société marchande – la société marchande par excellence. En apparaissant sur la scène de l'histoire, il a trouvé tout prêts une série de mécanismes de domination qu'il a remodelés en fonction de ses buts, notamment le patriarcat. Le capitalisme est donc un système marchand patriarcal dans lequel la femme est pour ainsi dire la prolétaire de l'homme.

Dans cette société, par définition, les salarié.e.s produisent au-delà de leurs besoins, puisqu'une partie de leur temps de travail sert à produire de la plus-value pour le capitaliste. Cette plus-value sert non seulement à satisfaire les besoins du capitaliste mais aussi et surtout à faire grossir le capital. En effet, la concurrence contraint en permanence chaque capitaliste à baisser ses coûts unitaires, ce qui le pousse notamment à augmenter la productivité du travail en remplaçant les travailleur.euse.s par des machines, donc à produire plus. Le capitalisme est donc intrinsèquement « croissant ». « Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes », comme disait Schumpeter¹.

La contradiction est que, le travail humain étant la seule source de valeur, cette course au remplacement du travail humain par les machines entraîne la baisse du taux de profit moyen. Cette baisse du taux de profit est compensée par sa masse, car l'usage des machines augmente la quantité de marchandises produites. L'impact environnemental augmente par conséquent. Il faut certes tenir compte du fait que la tendance constante à baisser les coûts se traduit aussi par une efficacité accrue des machines, de sorte que la production tend à utiliser mieux les ressources. Mais la hausse de l'efficacité n'est pas une fonction linéaire du capital investi, mais une asymptote horizontale. Par conséquent, l'augmentation de la quantité de marchandises entraîne en fin de compte une augmentation des masses absolues de matières premières et d'énergie prélevées dans l'environnement. Par ailleurs, plus la mécanisation progresse, plus le capital fixe [les machines] investi devient gigantesque, de sorte que sa rentabilisation s'étale sur une période prolongée. Au fur et à mesure de la concentration et de la centralisation du capital, l'impératif de cette rentabilisation prime de plus en plus sur les besoins réels. Finalement, le rapport entre besoins humains et production s'inverse : la seconde crée les premiers. Marx avait anticipé cette évolution en disant que le capitalisme en vient à « produire pour produire, ce qui implique aussi de consommer pour consommer ».

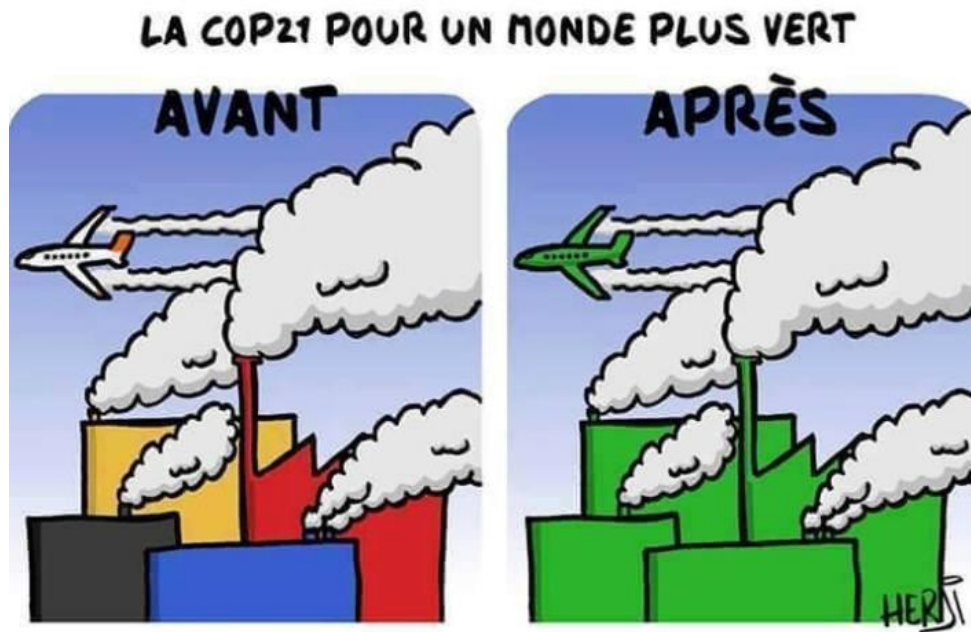
Nous en sommes là aujourd'hui, de sorte que le capitalisme contemporain a besoin d'un régime dans lequel l'Etat s'emploie constamment à lui créer de nouveaux marchés, soit par la privatisation, soit par la création de nouveaux champs de valorisation et d'accumulation (le marché des droits de polluer, par exemple). C'est ce régime, adopté au début des années '80, qu'on désigne comme « néolibéralisme », pour le distinguer du libéralisme classique, qui est le laisser-aller, laisser-faire.

D'une manière générale, toute cette dynamique est résumée par les écosocialistes dans le terme « productivisme ». Ce terme inclut donc le consumérisme (et les valeurs qui vont avec), de sorte que, oui, on peut dire que le capitalisme est à la fois une société de surproduction et une société de surconsommation. Mais il faut ajouter immédiatement deux remarques.

La première est que la surconsommation, là où elle représente un phénomène de masse, constitue de plus en plus une compensation misérable pour une existence aliénée. La seconde est que cette surconsommation cohabite avec une sous-consommation, autrement dit avec une masse de besoins réels insatisfaits. En effet, la tendance à la baisse du taux de profit pousse les capitalistes à inventer constamment des stratégies de compensation, telles que le développement du travail précaire (qui frappe surtout les femmes), le recours à une main-d'œuvre sous-payée, les chaînes internationales d'approvisionnement basées sur la sous-traitance et le pillage des ressources naturelles (car elles sont « gratuites »). De ce fait, la tendance à la surconsommation/surproduction va de pair avec une tendance croissante à la destruction de l'environnement, avec une inégalité sociale croissante et avec un mal-être grandissant. La catastrophe qui menace de se transformer en cataclysme en cas de basculement climatique, est le résultat de cette mécanique infernale.

2) Peut-on affirmer avec certitude que le capitalisme ne sera jamais vert, comme le font les jeunes grévistes parisiens dans leur manifeste sur Reporterre ?

DT : Oui, on peut être tout fait catégorique à ce sujet. Il y a évidemment des capitaux « verts », puisqu'il y a des marchés « verts » et des possibilités de valoriser du capital. Mais la question n'est pas là. Si l'expression « capitalisme vert » a un sens, c'est en effet de supposer possible que le système rompe avec la croissance pour auto-limiter son développement et utiliser les ressources naturelles avec prudence. Cela ne se produira pas, car le capitalisme fonctionne sur la seule base de la course au profit, ce qui s'exprime dans le choix du PIB comme indicateur. Or, cet indicateur est totalement inapte à anticiper les limites quantitatives du développement, et encore plus inapte à percevoir les perturbations qualitatives induites dans le fonctionnement des écosystèmes.



Il est décisif de comprendre que le capital n'est pas une chose mais un rapport social d'exploitation du travail qui implique aussi la subordination des femmes et nécessite l'exploitation des autres ressources naturelles. La logique productiviste du système implique donc qu'il tend, comme disait Marx, à « épuiser les deux seules sources de toute richesse – la Terre et le travailleur » (la prise en compte de la domination patriarcale commande d'ajouter « la travailleuse », salariée ou non). Tant qu'il y aura des ressources à piller et de la force de travail à exploiter, le capital, tel un gigantesque automate, poursuivra son œuvre de destruction. Celle-ci ne peut être arrêtée que si l'humanité reprend le contrôle de la production de son existence sociale. Pour cela, l'automate doit être démantelé. Comme je l'ai dit, ce n'est pas une condition suffisante, mais c'est une condition nécessaire.

3) Puisque le capitalisme, selon vous, « ne saura rien résoudre », comment imaginez-vous qu'on puisse trouver une marge d'action hors du capitalisme ? Y a-t-il quelque chose à attendre des Etats, des organismes internationaux ?

DT : Le capital suppose une monnaie et la monnaie suppose un Etat. Le capital a trouvé l'une et l'autre comme produits du développement social antérieur et les a investis en les adaptant à sa logique d'accumulation (de même qu'il a investi le patriarcat). Il n'y a donc absolument rien à attendre des Etats, ni des organismes internationaux qui sont des émanations des Etats. Le régime néolibéral dans lequel l'Etat crée constamment les conditions d'une marchandisation accrue rend ce point tout à fait évident. Il devrait par exemple être évident qu'il n'y a strictement rien à attendre de l'Union Européenne, ni sur le plan social, ni sur le plan

environnemental, puisqu'elle se définit elle-même comme « une économie de marché ouverte où la concurrence est libre ». Cela ne signifie évidemment pas qu'il ne faut rien exiger des Etats : cela signifie qu'il faut construire un rapport de forces. Par exemple, un rapport de forces pour le développement du secteur public, la socialisation de l'énergie et la gratuité des services de base, sous contrôle démocratique.

Ceci dit, je distinguerai d'abord l'action « hors du capitalisme » de l'action aux marges, après quoi j'aborderai la question de l'action au cœur du système, autrement dit de la contestation du salariat qui en constitue la pierre angulaire.

Le capitalisme contemporain exerce une domination quasiment sans partage sur la planète toute entière. Les possibilités de mener une action carrément « hors de ce système » tentaculaire sont extrêmement limitées. Concrètement, cette possibilité n'existe que pour les peuples indigènes qui ont pu maintenir un mode de production non capitaliste. Comme le montre l'exemple du Brésil, ces peuples sont soumis à une agression constante de la part du capital qui veut s'approprier territoires et ressources pour les soumettre à sa loi. Ils sont peu nombreux, mais leur résistance est d'une importance stratégique tout à fait majeure pour l'humanité dans son ensemble. Cette importance découle notamment du fait que ces peuples portent une vision de la relation entre l'humanité et le reste de la nature qui est antagonique à la vision capitaliste de la domination et de l'instrumentalisation. Cette vision n'est pas un produit d'importation, on ne peut pas en faire un copier-coller, mais elle constitue une précieuse source d'inspiration pour l'invention d'une culture du « prendre soin », qui est une condition supplémentaire à remplir (en plus de l'élimination du capitalisme) pour en finir avec la destruction.

Les possibilités d'action aux marges du capitalisme soulèvent une autre question. Il est frappant en effet que l'essoufflement du système entraîne partout une exclusion sociale massive. Vu la destruction des dispositifs de protection sociale, un nombre croissant de personnes, notamment dans la jeunesse, tentent d'échapper à la misère en créant des activités qui sont en partie hors-marché – elles échappent notamment à l'emprise des géants de la distribution – et qui ont du sens car elles sont basées sur des valeurs non capitalistes d'entraide sociale et de gestion prudente de l'environnement. Croire que ces initiatives alternatives permettraient de sortir du capitalisme en douceur, par une sorte de contagion, est tout aussi illusoire aujourd'hui qu'hier. Mais les protagonistes peuvent nouer des liens avec d'autres couches sociales en résistance (les paysan.ne.s, par exemple, ou les migrant.e.s), ce qui augmente leur capacité de contribuer à laisser entrevoir d'autres relations sociales et d'autres modes de gestion des territoires, donc un autre monde possible.

La question clé, en fin de compte, est de faire converger dans un sens anticapitaliste les luttes et les aspirations à une vie meilleure et à une relation respectueuse avec le reste de la nature, afin de déstabiliser le système en son cœur. Il s'agit, en d'autres termes, d'articuler le social et l'environnemental à travers l'invention d'un programme de transition sous contrainte écologique. Aujourd'hui, les composantes les plus avancées de cette stratégie de convergence anticapitaliste sont les luttes des peuples indigènes, celles des paysan.ne.s et des sans-terre, le mouvement des femmes et les luttes de la jeunesse. Tout en respectant leur autonomie et leur indépendance, ces composantes peuvent être vues comme des points d'appui pour entraîner le mouvement ouvrier et l'amener à rompre avec le productivisme capitaliste en développant son propre programme pour la transition. En particulier, il s'agit de remettre à l'ordre du jour la réduction radicale du temps de travail (sans perte de salaire) en tant que revendication anti-productiviste et écologique par excellence.

Dans le cadre de cette stratégie de convergence, je voudrais souligner brièvement l'importance du mouvement féministe. C'est un constat : le rôle des femmes est majeur dans toutes les luttes sociales-environnementales ; aujourd'hui, par exemple, des jeunes filles sont au tout premier rang des manifestations de la jeunesse pour le climat. Ce n'est pas par hasard, ce n'est pas non plus parce que les femmes seraient, par essence, plus respectueuses de la nature que les hommes. La raison est plutôt que le patriarcat assigne aux femmes les tâches du « prendre soin » des corps et de la maison (oïkos, en grec), ce qui les rend plus sensibles à la nécessité de prendre soin aussi des écosystèmes. Développer la lutte féministe, par conséquent, est un levier pour diffuser cette culture du « prendre soin » et la généraliser aux rapports entre humains et non-humains. Le pouvoir

subversif de cette lutte est immense. En subvertissant la domination masculine, elle a aussi le potentiel de subvertir le rapport salarial d'exploitation, qui est aux antipodes du « prendre soin ». Outre son importance intrinsèque, la lutte pour l'émancipation des femmes est donc un élément clé de la stratégie visant à détacher les salarié.e.s de l'aliénation capitaliste.



4) Pour l'instant le mouvement climat n'a rien obtenu, et les gilets jaunes n'ont obtenu quelques miettes qu'après avoir mis le pays à feu et à sang. Quelle est votre position sur la question de la violence ? Quels moyens d'action seraient à même de retourner la situation en notre faveur ?

DT : Je ne partage pas votre avis. Sans le mouvement pour le climat (pris dans son acception la plus large, y compris la pression diffuse des opinions publiques sur certains gouvernements, comme ceux des petits États insulaires), je ne pense pas que l'accord de Paris aurait fixé comme objectif de maintenir le réchauffement au-dessous de 1,5°C par rapport à la période préindustrielle. Certes, l'accord de Paris n'est qu'une déclaration d'intentions, celle-ci n'est assortie d'aucun moyen d'action et la responsabilité de l'usage des combustibles fossiles n'est même pas mentionnée dans le texte... Mais cette déclaration d'intentions, en soi, représente un pas en avant. D'ailleurs, les climato-négationnistes ne s'y sont pas trompés.

Il s'agit maintenant d'exiger que ce pas en avant soit suivi de mesures concrètes, et de faire en sorte que ces mesures concrètes soient à la hauteur du défi, d'une part, et socialement justes (y compris par rapport à la justice climatique Nord-Sud, qui est un enjeu décisif), d'autre part. Or, c'est précisément dans le sens de cette double exigence que le mouvement climat tend à se développer sous nos yeux. C'est un processus plein de confusions, de tâtonnements et d'ambiguïtés. Vu l'urgence, on peut déplorer sa lenteur, mais les lignes sont en train de bouger, car la catastrophe climatique approfondit vertigineusement la crise de légitimité du capital et de ses représentants politiques.

D'un côté, on a Trump, Bolsonaro et ceux qui rêvent de les rejoindre sans oser le dire tout haut. On verra s'ils réussissent à affronter la mobilisation, qui ne peut que grandir. De l'autre côté, on a des adeptes du capitalisme vert qui ne réagissent que par des mesures insuffisantes... Mais ces mesures n'abusent personne et encouragent plutôt le mouvement à aller de l'avant, à la fois sur le plan de la mobilisation et sur le plan des revendications.

Je pense que cette situation est appelée à durer, à se développer et que, en se développant, elle peut favoriser des évolutions politiques surprenantes. Le Green New Deal proposé aux Etats-Unis par Alexandria Ocasio-Cortez² pour résoudre la crise sociale en sortant des combustibles fossiles en dix ans est un exemple de ces évolutions possibles. Ce Green New Deal n'est pas anticapitaliste : il contourne la nécessité de diminuer la production matérielle, il ne donne par conséquent aucune garantie de respect des diminutions d'émissions de gaz à effet de serre nécessaires pour rester sous 1,5°C, il laisse de côté l'enjeu clé de la justice climatique Nord-Sud et il n'exclut pas le retour aux technologies dites « à émissions négatives » (telles que la Bio Energie avec Capture-Séquestration du Carbone – BECCS)... Cependant, le GND pourrait amorcer un tournant, en particulier parce qu'il invite le mouvement syndical à prendre la tête d'une vaste reconversion industrielle avec maintien des conquêtes ouvrières, ce qui pourrait favoriser une dynamique sociale intéressante.

Il y a d'autres indices d'une telle évolution possible. J'en citerai trois. [La condamnation judiciaire du gouvernement néerlandais](#) pour insuffisance de la politique climatique, la [proposition de « loi climat »](#) rédigée par des universitaires et déposée au Parlement belge par une union sacrée des partis (francophones) et le « [pacte finance-climat](#) » de [Larrouturou-Jouzel](#). Ce plan non plus n'a strictement rien d'anticapitaliste, mais sa mise en œuvre marquerait néanmoins un tournant, et il est significatif que ses auteurs le justifient en disant qu'il permettrait d'éviter non seulement le chaos climatique mais aussi le chaos financier et... la désintégration de l'Union Européenne. On retrouve ici la question de la légitimité.

Le bilan du mouvement des Gilets Jaunes est une autre affaire, mais le point commun est justement, me semble-t-il, la perte de légitimité du pouvoir et du système. Je ne rentrerai pas dans la discussion sur les contradictions et les ambiguïtés des Gilets jaunes. L'essentiel me semble de noter que ce mouvement dure depuis trois mois et qu'il a bénéficié longtemps du soutien d'une très large majorité de l'opinion publique... en dépit de la stigmatisation médiatique, d'une répression féroce, des miettes lâchées par Macron et de la mise en scène du « grand débat national ». Aujourd'hui même, le soutien reste très large. C'est le signe d'un mécontentement profond, potentiellement explosif.

Que faut-il en conclure ? Qu'il faut avant tout renforcer, faire converger et protéger de la répression les mobilisations de masse dont le potentiel transformateur réapparaît. Il faut le faire fermement, sans hésiter devant les actions de désobéissance civile, mais sans tomber dans le piège de la violence minoritaire – donc en gardant toujours le souci de rallier la majorité sociale. Le combat qui est devant nous est un combat de longue haleine. L'objectif doit être de créer une situation telle que le cours actuel des gouvernements devienne politiquement intenable. Par sa « nature » de menace globale et terrifiante, l'enjeu climatique se prête à cette démarche. Il faut prendre exemple sur la lutte antinucléaire en Allemagne : elle a été gagnée par la construction à long terme d'un mouvement de masse résolu, qui a fait descendre des millions de gens dans la rue, sans discontinuer, pendant des années.

Je sais que la comparaison a ses limites : sortir des fossiles en moins de trente ans est plus complexe que sortir du nucléaire (surtout qu'il faut, en France notamment, sortir en même temps du nucléaire !). Cela signifie que le chemin sera plus difficile. Il sera notamment jalonné des fausses solutions que le capitalisme vert en quête de légitimité proposera, et qu'il faudra démasquer pour repartir de l'avant, pour aller plus loin. Cela signifie mener une course de vitesse effrayante avec la destruction en cours, en s'appuyant sur chaque progrès de celle-ci pour renforcer la lutte. Il n'y a pas d'autre chemin possible, et pas de raccourci.

5) De quel œil voyez-vous les mouvements récents de marches pour le climat et de grèves scolaires ? Que vous inspirent les gilets jaunes ? Pensez-vous que la connexion de ces deux luttes pour l'instant séparées est cruciale ?

DT : Ces mouvements expriment bien évidemment l'angoisse face à l'accélération du basculement climatique. Cette angoisse est plus que justifiée quand on sait que les scénarios des gouvernements misent de facto sur le dépassement des 1,5°C suivi d'un hypothétique refroidissement ultérieur grâce à la technologie... et que, pendant ce « dépassement temporaire », une catastrophe irréversible risque d'intervenir, par exemple dans l'Antarctique, qui pourrait faire monter le niveau des océans de trois à six mètres. La jeunesse en particulier montre qu'elle est beaucoup plus consciente et préoccupée qu'on veut bien le dire. Il faut rendre hommage à Greta Thunberg, qui incarne cette conscience au plus haut point.



Alors oui, la connexion entre le mouvement climat et celui des Gilets jaunes est cruciale. Elle est par ailleurs possible, car les adversaires d'une alternative à la destruction environnementale ne sont pas les Gilets jaunes. Les adversaires sont ceux qui, comme Macron, font des cadeaux fiscaux aux riches au nom de la compétitivité et imposent des taxes aux pauvres au nom de l'écologie. Cette politique hypocrite est le meilleur moyen de jeter une partie de la population dans les bras des climato-négationnistes et de l'extrême-droite « anti-impôts ».

Je suis fort d'accord avec les commentateurs qui ont écrit que les Gilets jaunes, en fait, mettent en lumière la nécessité et la possibilité d'une autre écologie, à la fois sociale et environnementale. Les développements concrets du mouvement ont d'ailleurs montré que les Gilets jaunes ne sont pas les beaufs pro-bagnole que certains se sont plu à décrire. J'ajouterais que le développement en France de la lutte des jeunes pour le climat et la connexion entre ce mouvement et celui des Gilets jaunes aiderait grandement à clarifier les enjeux de part et d'autre. En effet, il faut être attentif à ceci : la discordance des mobilisations sociales fait le jeu de ceux qui veulent mettre en œuvre des solutions autoritaires, qu'elles soient national-populistes (le RN) ou libéral-bonapartistes (Macron).

6) Vous défendez un projet « socialiste ». Le terme n'a pas tellement la côte aujourd'hui. Comment vous placez-vous entre « l'écologie de la ZAD » et « l'écologie du colibri » ? (cf. l'article de la revue Terrestre, « [La ZAD et le colibri](#) »)

DT : Je me place résolument du côté de « l'écologie de la ZAD » et, dans ce cadre, je mène des débats stratégiques et idéologiques. Débats stratégiques d'abord, car il faut souligner que la victoire remportée à Notre-Dame des Landes contre le projet d'aéroport n'aurait pas été acquise sans la construction d'un vaste mouvement de solidarité autour des Zadistes, des riverains et des agriculteurs locaux. C'est la combinaison des deux éléments qui a fait de NDDL une question politique centrale, une question de gouvernement. On a là, à mon

sens, un exemple très clair de la manière dont une action de désobéissance civile très radicale et « minoritaire » peut et doit s'articuler sur une mobilisation large et attirer dans celle-ci, non seulement des « colibris », mais aussi des parties du mouvement ouvrier. En particulier, le fait trop peu connu que la CGT de Vinci a basculé du côté de la lutte contre l'aéroport a constitué une énorme victoire, dont il faut tirer et populariser les leçons, en France et à l'international.

Débats idéologiques ensuite, car la radicalité combine nécessairement le contenu et les formes d'action. Sans action, le contenu reste abstrait et les constats dépriment. Sans contenu, l'action reste vide. « Radicalité » ne signifie ni « violence » ni « vaine agitation » mais capacité rigoureuse de mettre les racines à nu pour mieux s'attaquer aux cimes. Il ne s'agit ni de prophétiser « l'effondrement » inévitable, ni de prêcher la fin de la « civilisation ». Entre autres problèmes, ces pseudo-solutions incluent un non-dit : la destruction « inévitable » de la plus grande partie de l'humanité, qui n'est pas responsable du changement climatique. La résignation inavouée face à cette perspective est catégoriquement inacceptable sur le plan éthique. Il faut tourner le dos à ces discours apocalyptiques ou eschatologiques et tracer, ne fût-ce qu'en pointillés, un chemin concret permettant d'arrêter la catastrophe avec huit milliards d'humains sur Terre. *Non un@ di meno !*

Ce chemin ne peut être indiqué qu'en remplaçant l'absurde production de marchandises pour le profit par la production pour les besoins réels, déterminés dans le respect des limites terrestres et démocratiquement, ce qui implique à la fois une décentralisation maximale et une planification internationale. Or, une société qui produit pour les besoins réels, cela s'appelle le socialisme. Le fait que ce projet ait été discrédité par les expériences désastreuses du stalinisme et de la social-démocratie ne justifie pas qu'on le désigne par un vocable nouveau. Par contre, la prise en compte de la destruction écologique justifie qu'on lui adjoigne le préfixe « éco ». Je suis un « écosocialiste » internationaliste et autogestionnaire, solidaire de toutes les luttes des opprimé.e.s pour l'émancipation.

Notes

1. ↑ Joseph Schumpeter est un économiste et professeur en science politique autrichien naturalisé américain, connu pour ses théories sur les fluctuations économiques, la destruction créatrice et l'innovation
2. ↑ Elue démocrate au Congrès, Ocasio-Cortez se déclare anti-lobby et socialiste. A 29 ans, elle incarne la gauche de la gauche dans le jeu politique américain, et ce avec un certain succès

Cultiver la terre avec bêche et brouette, le rêve

Michel Sourrouille 3 novembre 2019 / Par [biosphere](#)

[JEAN-PIERRE : voilà vraiment l'avenir des jeunes d'aujourd'hui.]

(texte de 1820) Dans notre agriculture, si les chevaux, qui par la quantité de produits qu'ils consomment, sont l'espèce de capital fixe la plus désavantageuse, étaient abandonnés, il est probable qu'une partie des terres qui donnent aujourd'hui du blé resteraient sans culture. Les fonds de terre peu fertiles ne pourraient jamais rapporter assez pour payer le travail de la culture à la bêche, les frais nécessaires pour faire venir les engrais de loin à la brouette, et pour transporter les produits de la terre à des marchés éloignés avec cette même sorte de véhicule. Dans ce cas, il y aurait une grande diminution dans la quantité de blé produite, et par conséquent une grande diminution dans la valeur du produit ; de sorte que la valeur des fonds destinés à entretenir le travail venant à baisser, la demande de travail baisserait dans la même proportion.

On a prétendu dernièrement que la culture à la bêche rapporte à la fois un plus grand produit brut et un plus grand produit net. Je me sens très disposé à me soumettre à l'expérience bien constatée ,

mais si l'expérience est favorable à cette option, rien ne doit être plus étonnant que de voir encore employer des charrues et des chevaux dans l'agriculture. Et en supposant même que l'usage de la bêche puisse, dans quelques terrains, améliorer la terre au point de payer les frais additionnels du travail, cependant, comme il faut avoir des chevaux pour porter des engrais à des distances considérables, et pour voiturier les produits du sol au marché, le cultivateur ne peut pas trouver son compte à employer des hommes à bêcher la terre, tandis que ses chevaux resteraient oisifs dans l'écurie. D'après ce que l'expérience nous a appris jusqu'à présent, je dirais que c'est le commerce, le prix et l'intelligence, qui pourront rendre productifs les terrains des pays pauvres, et non la bêche. Et d'ailleurs on ne saurait rien conclure de ce qui se passe sur quelques coins de terre rapprochés des terres et des habitations, relativement à la culture d'un grand pays.

D'un autre côté, si, par l'introduction d'une plus grande quantité de capital fixe, on pouvait cultiver la terre et en faire porter les produits au marché à bien moins de frais, on pourrait augmenter considérablement les produits par la culture et l'amélioration de tous nos terrains en friche ; et si l'emploi de ce capital fixe n'avait lieu que de la seule manière qui nous paraisse possible, c'est-à-dire graduellement, il n'y a pas de doute que la valeur des produits bruts du sol ne se maintienne à peu près à son ancien niveau. L'augmentation considérable de la quantité de ces produits, jointe au plus grand nombre de personnes qui pourraient être employées aux manufactures et au commerce, causerait inévitablement une très grande augmentation dans la valeur échangeable de la totalité des produits, accroîtrait les fonds consacrés à l'entretien du travail, et ajouterait ainsi à la demande des bras et à la population.

Malthus, *Principes d'économie politique* (Calmann-Levy 1969 p.189-190)

CAPITALE AGRICOLE

3 Novembre 2019 , Rédigé par Patrick REYMOND

Pour une fois qu'Hidalgo ne raconte pas une salade, une cagasse ou une connerie, certains critiquent. Pourtant, il faut savourer son plaisir. Et retenir l'heure où elle a dit quelque chose de sensé.

En effet, dépendre pour ses légumes d'une chaîne d'approvisionnement de 600 km, voir plus, c'est non seulement idiot, mais intenable.

[Mais l'idiotie est dans les articles.](#) Elle veut, dit on, recréer le sovkhoze. En réalité, la coopérative, c'était le kolkhoze. Le sovkhoze est une ferme d'état, et c'est l'état actuel, la chaîne de 600 km, qui est représentatif de l'économie soviétique. En effet, les ouvriers avaient droit à un jardin, mais souvent, il n'y allait qu'une fois par semaine, à 50, 100 ou 200 km, par train, parce que leur usine avait un accord avec le Kolkhoze, Sovkhoze distant de 200 bornes, et pas celui d'à côté, au pieds des immeubles.

Le coût du transport était modique et symbolique. Là, je vois mal le JDD (Jardinier du dimanche), payer 200 euros de TGV pour ramener des patates.

La connerie s'étale en grand : " *Ça ne tient pas la route ! Les coopératives existent, l'État n'a pas à se substituer aux professionnels.* "

[C'est bien l'état](#) qui règle la politique économique et qui admet, ou non, que le jardin et les haricots, pois gourmands et cornichons (comme les journalistes) soient au Kenya, Burkina Faso ou Inde. Et on se contredit

allégrement : "Aujourd'hui, le code des marchés publics nous empêche d'imposer un critère de distance dans les contrats que nous passons". C'est bien une politique économique qui autorise cela ? Comme c'est une politique économique agricole, qui a imposé un modèle ?

Quand au syndicat agricole, il défend ses propres intérêts, qui seraient directement sacrifiés dans ce cas. On appelle ça, la lutte des classes (éternelle selon Braudel).

La ceinture maraichère des grandes villes a existé pendant des centaines d'années. Il serait judicieux d'y revenir. Tant pis pour les Kenyans, indiens et burkinabés.

SECTION ÉCONOMIE



Un nouveau krach mondial est à craindre ! Voici ce qu'affirme l'économiste américain Nouriel Roubini !!

Publié le 3 novembre 2019 à 16:20:11 / 7 commentaires / 8 496 vues

Après la crise économique de 2008, un nouveau krach mondial est à craindre. C'est en tout cas ce qu'affirme l'économiste américain Nouriel Roubini.... Lire la suite



Charles Sannat: "l'aberration actuelle se réglera par une crise monétaire ! On va avoir un énorme problème sur les monnaies !!"

Publié le 2 novembre 2019 à 10:45:52 / 8 commentaires / 2 639 vues

Comment expliquer ce qui se passe sur les marchés ? Comment envisager 2020 ? Entretien entre Piero San Giorgio et Charles Sannat Alasdair Macleod:

"Le monde est au bord... Lire la suite



Albert Edwards s'attend à l'effondrement de l'économie, et à une chute de 30% des marchés boursiers !

Publié le 2 novembre 2019 à 22:57:36 / 8 commentaires / 1 820 vues

Pour l'économiste et stratège de la Société Générale Albert Edwards, la tempête économique se profile. Alberts Edwards: Je reviens d'un voyage à New York,... Lire la suite



Taux négatifs, planche à billets, Bulle du crédit, bulle boursière, ETF, REPO: Crise financière imminente ?

Publié le 3 novembre 2019 à 00:22:29 / 3 commentaires / 8 163 vues

ETF, Bulle du crédit, les dangers sont réels et de plus en plus nombreux. Il faut être d'une grande prudence mais il est important de nuancer le discours de fin du... Lire la suite



Craig Hemke: "Cette tension monétaire en termes de liquidités pousse l'économie mondiale au bord de l'effondrement !"

Publié le 2 novembre 2019 à 13:50:08 / 2 commentaires / 986 vues

Selon Craig Hemke, journaliste et expert en métaux précieux, au début de l'année, la Fed serait contrainte de revenir à l'assouplissement quantitatif (Q.E:

Planche... Lire la suite



Y aura-t-il un krach boursier pour fin 2019 et début 2020 ? Récession, crise – Faut-il avoir peur ? Etre effrayé ? Analyse avec Charles Sannat

Publié le 1 novembre 2019 à 23:00:33 / 9 commentaires / 32 291 vues

Comme toute analyse j'exprime dans cette vidéo une opinion sur des faits mis en perspectives. Cela ne constitue pas la vérité mais des éléments de réflexion

à la... Lire la suite



Paul Jorion: "Lors de la prochaine crise financière, les gens qui ont de l'argent devront renflouer les caisses !"

Publié le 3 novembre 2019 à 22:19:30 / 0 commentaire / 1 663 vues

Spéculation, surendettement, salaires trop faibles, dépendance aux machines : pour Paul Jorion, anthropologue, ancien trader, auteur de "À quoi bon penser à... Lire la suite



E.V Greyerz: "Le système financier est pourri ! La destruction de l'économie mondiale entraînera l'effondrement des marchés boursiers !"

Publié le 3 novembre 2019 à 19:09:39 / 2 commentaires / 942 vues

Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark monde (Shakespeare – Hamlet).Un monde qui ne peut tourner sans déficit budgétaire

perpétuel, sans... Lire la suite



Olivier Delamarche: "Les chiffres du chômage ne reflètent pas la réalité. On a un massacre des classes moyennes en ce moment !!"

Publié le 3 novembre 2019 à 18:02:31 / 7 commentaires / 1 140 vues

Olivier Delamarche: "On ne vous raconte pas la vérité quand on vous donne les chiffres du chômage.[...] Aujourd'hui les chiffres du chômage ne reflètent... Lire



Au cas où vous l'auriez manqué, le PIB de Hong Kong a reculé de -3,2% au 3ème trimestre 2019

Publié le 3 novembre 2019 à 17:05:32 / 0 commentaire / 263 vues

Hong Kong plonge en récession pour la première fois depuis 11 ans à la suite de deux trimestres consécutifs de contraction du PIB. Au cas où vous l'auriez manqué,... Lire la suite



Warning: USA: Quatrième faillite d'une banque américaine en 2019. 3 faillites déjà en seulement 2 semaines

Publié le 3 novembre 2019 à 15:08:45 / 1 commentaire / 1 162 vues

Selon la FDIC (Federal Deposit Insurance Corp), une quatrième banque américaine vient de faire faillite outre-Atlantique la semaine dernière. Nous rappelons que 2 banques... Lire la suite



Ponzi economy ! Une Première, la dette publique US vient de franchir à la hausse la barre des 23.000 milliards \$

Publié le 3 novembre 2019 à 11:28:51 / 3 commentaires / 751 vues

Selon les données mises à jour le Jeudi 31 Octobre 2019 sur le portail internet du Trésor américain et pour la première fois de son histoire, la dette publique... Lire la suite



Planche à billets: Le bilan de la Fed bondit et repasse au dessus des 4000 milliards \$... Relance du Q.E qui ne doit pas être nommé ainsi !

Publié le 3 novembre 2019 à 10:21:46 / 1 commentaire / 1 805 vues

Le bilan de la Fed bondit et repasse au dessus des 4000 milliards \$... Vous savez le Q.E qui ne doit pas être nommé ainsi ! Greyerz: d'ici peu, les banques

centrales... Lire la suite



Quelle baffe monstrueuse ! Déclin de l'économie américaine en 14 points clés !!

Publié le 2 novembre 2019 à 20:43:29 / 0 commentaire / 1 158 vues

On ne devrait même plus utiliser le conditionnel concernant le ralentissement de l'économie américaine, mais la plupart des américains ne comprennent toujours pas ce... Lire la suite



Marchés financiers: doit-on s'attendre à une crise financière en 2020 ? Analyse avec Nicolas Bouzou

Publié le 2 novembre 2019 à 14:39:47 / 2 commentaires / 10 059 vues

Le cabinet BUISSON & PARTENAIRES organise pour les 30 ans du pôle Gestion de Patrimoine une conférence unique le 12 Septembre 2019 avec des invités de marque à Rouen... Lire la suite

E.V Greyerz: “Le système financier est pourri ! La destruction de l’économie mondiale entraînera l’effondrement des marchés boursiers !”

Source: or.fr Le 03 novembre 2019

Il y a quelque chose de pourri dans le ~~royaume de Danemark~~ monde (Shakespeare – Hamlet).

Un monde qui ne peut tourner sans déficit budgétaire perpétuel, sans impression monétaire et des taux d’intérêt négatifs, a clairement quelque chose de pourri. Non seulement c’est pourri, mais ça pue le mensonge, la fraude et la décadence morale.

Alors, pourquoi personne ne se lève pour dénoncer la situation. Pour la simple raison qu’aucun politicien ne peut dire la vérité. S’ils le faisaient, ils ne seraient pas élus. Le but principal de tout politicien est d’acheter des votes et d’obtenir des votes et, pour cela, ils ne peuvent pas dire la vérité.

De plus, il y a de nombreux intérêts personnels et des récompenses illimitées. Les financiers qui contrôlent le système financier ont tout à gagner en créant de faux marchés, de la fausse monnaie et de faux taux d’intérêts.

La vérité ne meurt jamais

Le philosophe et homme d’État romain Sénèque a dit : “Veritas Nunquam Perit” (La vérité ne meurt jamais). Il a peut-être raison, mais la vérité peut être occultée pendant très longtemps, comme c’est le cas aujourd’hui.

Parlons d’abord du plus gros mensonge : la monnaie. **Depuis 5 000 ans, la seule monnaie véritable est l’or (ou l’argent). Chaque fois que le système financier s’est éloigné de ce principe simple, en créant de la fausse monnaie, que ce soit avec des pièces d’argent remplies de zinc/cuivre ou en imprimant des billets, cela s’est mal terminé.**

Le système monétaire se dirige vers la catastrophe

Une série d’événements catastrophiques s’est déclenchée lorsque Nixon a fermé la fenêtre de l’or le 15 août 1971. Depuis, la dette mondiale a explosé et toutes les monnaies ont implosé. La dette, les dérivés et le passif non capitalisé sont passés de montants raisonnables en 1971 à plus de 2 *quadrillions* \$ aujourd’hui. Et chaque monnaie a perdu 97-99% en termes réels.

Comme je l’ai mentionné la semaine dernière, la plupart des gens, les politiciens et l’ONU se concentrent tous sur le mauvais problème. La destruction de l’économie mondiale aura des conséquences bien plus graves que les cycles climatiques. Nous ne pouvons plus rien y changer. Le climat est déterminé par de très longs cycles sur lesquels l’homme n’a pratiquement aucune influence. En ce qui concerne le système financier, il fut un temps où il aurait pu être sauvé. Mais ce temps est révolu depuis longtemps. Il ne nous reste plus qu’à laisser les choses suivre leur cours, ce qui finira très mal pour le monde entier.

Pourquoi personne ne se lève pour dire que l’Empereur est nu ?

La vérité est inconfortable et douloureuse, mais elle ne meurt jamais.

Il est indéniable que la quasi-totalité de la monnaie fiduciaire créée par les gouvernements, les banques centrales et les banques commerciales n’a aucune valeur et est donc fausse.

Si un gouvernement imprime des billets à partir de rien pour couvrir des déficits déficitaires, cet argent a ZÉRO valeur puisqu'il a suffit d'appuyer sur une touche d'ordinateur pour le créer.

Nous savons aussi que la monnaie n'a pas de valeur car aucune banque ou banque centrale n'est prête à payer des intérêts sur les dépôts. Au lieu de cela, puisque l'argent ne vaut rien, ces banquiers veulent être payés pour le garder. C'est logique. Pourquoi payer des intérêts sur de l'argent qui n'a aucune valeur ?

L'argent qui ne coûte rien n'a aucune valeur

Lorsqu'une banque reçoit un dépôt de 1 000 \$, puis prête dix fois ou plus ce montant, cet argent ne vaut rien, car émettre ces prêts n'a pas coûté un seul centime.

C'est la même chose avec une société de cartes de crédit, ou de financement automobile ; elles émettent de la fausse monnaie créée en appuyant sur un bouton.

Ce cercle vicieux de l'impression monétaire a gonflé les bulles d'actifs à l'extrême. Nous savons tous ce qui se passe quand une bulle devient trop grosse. ELLE ÉCLATE ! Et tout l'air qui se trouve à l'intérieur de la bulle s'évapore.

Laissez-moi vous expliquer ce que cela signifie dans la pratique. Commençons par les bulles spéculatives. Lorsque les marchés boursiers, immobiliers et autres marchés d'actifs mondiaux éclateront, tous ces actifs perdront au moins 95% de leur valeur en termes réels. La meilleure façon de mesurer en termes réels est évidemment l'or, puisque c'est la seule monnaie qui a survécu et maintenu son pouvoir d'achat pendant des milliers d'années.

Si nous regardons la bulle de la dette, la dette mondiale est d'au moins 270 000 milliards \$. Mais lorsque la bulle de la dette éclatera, d'autres passifs tels que les 1,5 *quadrillions* de produits dérivés disparaîtront. À ce moment-là, presque toute cette monnaie fiduciaire deviendra sans valeur. Personne ne pourra la rembourser ou ne voudra l'acheter.

Je sais que les deux paragraphes ci-dessus sont une explication très simplifiée de ce qui se passera dans les prochaines années. Mais j'espère que cela facilite la compréhension.

Évidemment, ces événements ne se produiront pas d'un seul coup. Cela commencera très probablement par l'effondrement des marchés boursiers, ce qui exercera des pressions sur les marchés du crédit. D'autres QE suivront, mais cela n'aura qu'un effet à court terme. Plus de krachs, d'impression de billets, d'inflation, d'hyperinflation, de défauts de crédit et de faillites bancaires. Tout se dégradera relativement rapidement jusqu'à l'implosion déflationniste de la plupart des actifs. Je l'ai brièvement décrit dans mon [article de la semaine dernière](#).

Dès le mois d'août, plusieurs grandes banques centrales ont clairement indiqué qu'il y avait quelque chose de pourri dans le système financier international. La Fed, la BCE et la BoJ ont toutes déclaré qu'elles feraient le nécessaire pour soutenir le système.

Il est de retour, mais il ne faut pas prononcer son nom

En septembre, la [Fed a commencé à injecter quotidiennement 75 milliards \\$ de liquidités sur les marchés](#), à travers son outil de prises de fonds en pension à un jour (repo), avant de monter à 100 milliards \$ par jour. Le montant consacré aux repo à 14 jours a également été porté de 30 milliards \$ à 60 milliards \$. La Fed a ensuite annoncé qu'elle commencerait un assouplissement quantitatif de 60 milliards \$ par mois. Mais, d'après la Fed, il ne faut pas l'appeler QE. Disons simplement qu'il s'agit d'impression de billets...

Le président de la Fed de Minneapolis a déclaré : **“Il ne s’agit pas de modifier l’orientation de la politique monétaire. Il s’agit d’assurer le bon fonctionnement des marchés. C’est juste un problème de plomberie.”**

Il a raison, c’est un problème de plomberie. **Le système financier fuit comme une passoire**, sans aucune chance de combler tous les trous.



Entre fin 2017 et 2019, la Fed a réduit son bilan de 700 milliards \$, le faisant passer de 4 500 milliards \$ à 3 800 milliards \$. **Comme toujours, la Fed n’a aucune idée de ce qu’elle fait. Difficile de retirer le bol de punch à un système qui ne peut survivre sans une injection constante d’argent imprimé. Le problème est que le système ne survivra pas non plus avec plus d’impression monétaire. Il est impossible de résoudre un problème d’endettement avec plus de dettes. Dans tous les cas, cela se terminera mal.**

La Fed rejoint donc la BCE, qui va commencer à imprimer 20 milliards € par mois pour une durée indéterminée. Le BoJ n’a bien sûr jamais cessé d’imprimer. Elle détient environ 50% des obligations japonaises et soutient vigoureusement le marché boursier. Le bilan de la BoJ a été multiplié par 8 depuis 1999 et s’élève maintenant à 560 000 milliards de yens (5 000 milliards \$).

Le système est pourri et commence à sentir mauvais. Les mesures de la Fed ces dernières semaines sentent particulièrement la panique. Y a-t-il un problème avec JP Morgan, ou Bank of America, ou peut-être que la Fed soutient la Deutsche Bank en faillite ? Nous découvrirons probablement d’où viennent les plus fortes pressions.

En plus des problèmes bancaires, l’endettement des entreprises devient de plus en plus risqué. Le financement d’entreprises comme WeWork et Merlin montre clairement à quel point ce marché est devenu dangereux.

Les banques centrales luttent déjà contre les incendies et jusqu’à présent, très peu de gens en ont conscience. Mais ce n’est qu’une question de temps avant que ces pressions dans le système financier ne se propagent comme des feux de forêt.

Perspectives

Les marchés d’investissement refléteront bientôt les risques du système financier. Les marchés boursiers devraient chuter fortement cet automne. Mais la chute pourrait ne pas se produire avant le début de l’année prochaine. Mais le risque est déjà là aujourd’hui.

Le dollar est extrêmement faible. En dépit de payer l’intérêt le plus élevé de toutes les principales devises, le dollar s’affaiblit et entame probablement son trajet final vers ZÉRO.

Enfin, les métaux précieux commencent tout juste à refléter les risques du système financier. La petite correction à laquelle nous venons d’assister est terminée. Mais inutile de s’inquiéter de ces petits mouvements. L’or et l’argent physique vont bientôt amorcer leur montée vers des multiples des prix actuels. Plus important encore, ils sauveront des vies lorsque le système financier s’effondrera.

Albert Edwards s'attend à l'effondrement de l'économie, et à une chute de 30% des marchés boursiers !

Le 02 Nov 2019 à 22:57:36 / 8 Commentaires / 1 823 vues



Pour l'économiste et stratège de la Société Générale Albert Edwards, la tempête économique se profile.

Alberts Edwards: Je reviens d'un voyage à New York, encore plus convaincu de l'imminence d'une récession. Selon moi, le meilleur indicateur avancé est le nombre de fois où j'entends dire juste avant un effondrement de l'économie que: *"le secteur manufacturier représente une petite part de l'économie, et que sa faiblesse n'a pas*

d'importance, tant que la consommation est robuste".

Nous venons d'avoir de bonnes nouvelles économiques

par Michael Snyder le 1 novembre 2019



Lorsque de bonnes nouvelles économiques arrivent, nous devrions en être reconnaissants, car de tels moments sont de plus en plus rares. Vendredi, le département du Travail a annoncé que l'économie américaine a ajouté 128.000 emplois le mois dernier, et cela a définitivement dépassé les attentes. Bien sûr, la vérité, c'est que l'économie américaine n'a pas créé 128 000 emplois le mois dernier. Ce chiffre n'est qu'une estimation fortement manipulée qui est ajustée pour lisser les "fluctuations saisonnières", et il sera révisé plusieurs fois à l'avenir à mesure que de nouvelles données seront disponibles. En d'autres termes, le gouvernement nous donne une estimation éclairée de ce qu'il pense qu'il aurait pu se passer, et elle est fondée sur certaines hypothèses qui peuvent être raisonnables ou non. Mais compte tenu de toutes les autres horribles nouvelles économiques que nous avons reçues dernièrement, tout chiffre au-dessus de zéro est une raison de célébrer. La situation de l'emploi dans ce pays semble encore relativement stable, et il faut espérer que cela continuera de l'être le plus longtemps possible.

Bien sûr, personne ne devrait utiliser des mots comme "boom" ou "boom" pour décrire ce qui se passe. Une

augmentation de 128 000 emplois en un mois est loin d'être suffisante pour suivre la croissance démographique.

Donc, si l'économie américaine avait effectivement créé 128 000 emplois le mois dernier, la vérité est que nous perdrons du terrain.

Mais au moins, le nombre d'emplois était nettement meilleur que ce que la plupart des analystes prévoient...

Les emplois non agricoles ont augmenté de 128 000 en octobre, l'économie américaine ayant surmonté le poids de la grève des travailleurs de l'automobile de GM et créé des emplois à un rythme bien supérieur aux attentes.

Même avec une baisse de 42 000 dans l'industrie des véhicules automobiles et des pièces détachées, le rythme des nouveaux emplois a largement dépassé l'estimation de 75 000 selon les économistes interrogés par Dow Jones. La perte d'emplois est due à la grève de General Motors qui a été réglée depuis. Cette perte de 42 000 emplois était en soi inférieure aux 50 000 emplois ou plus que de nombreux économistes avaient prévus.

Espérons qu'il nous reste au moins quelques mois comme celui-ci avant que les pertes d'emplois ne commencent vraiment à s'aggraver.

Mais ce n'est certainement pas une indication que l'économie américaine va dans la bonne direction. Comme la croissance de l'emploi n'a pas suivi celle de la population, il est logique que le taux de chômage ait en fait augmenté le mois dernier...

Le taux de chômage, qui est calculé à partir d'une enquête différente, est passé d'un plus bas de 50 ans de 3,5% à 3,6%, a déclaré le ministère du Travail vendredi. C'est parce qu'une forte augmentation de l'emploi a été compensée par une augmentation encore plus importante de la population active, qui comprend les Américains qui travaillent et cherchent du travail.

De plus, il est très important que vous ne vous laissiez pas tromper par ce chiffre de "3,6 pour cent".

Comme John Williams l'a documenté, si des chiffres honnêtes étaient utilisés [exactement comme dans les années 80 et antérieures], le taux de chômage aux États-Unis serait actuellement de 21 %. C'est une baisse de quelques pour cent par rapport au sommet de la dernière crise de l'emploi, mais ce n'est toujours pas bon du tout.

Et même si le nombre d'emplois que nous venons d'obtenir était une bonne nouvelle, d'autres mauvaises nouvelles économiques continuent d'affluer à un rythme alarmant. Selon les dernières projections de la Banque fédérale de réserve d'Atlanta, l'économie américaine est en bonne voie pour croître à un taux de seulement 1,1 % au quatrième trimestre.....

L'estimation du modèle GDPNow pour la croissance du PIB réel (taux annuel désaisonnalisé) au quatrième trimestre de 2019 est de 1,1 % au 1er novembre, contre 1,5 % au 31 octobre. Après la publication ce matin du rapport sur l'emploi du Bureau of Labor Statistics des États-Unis, du Manufacturing ISM Report On Business de l'Institute for Supply Management et du rapport sur les dépenses de construction de l'U.S. Census Bureau, les prévisions actuelles de croissance des dépenses de consommation réelles des particuliers au quatrième trimestre et de croissance des investissements privés intérieurs bruts réels au quatrième trimestre ont diminué, respectivement, de 2,3 et -0,7 pour cent, à 2,2 et -2,5 pour cent.

C'est horrible, mais au moins, c'est un chiffre qui est au-dessus de zéro.

Malheureusement, la croissance du PIB de notre voisin du sud est déjà tombée sous ce seuil. Ce qui suit vient de Wolf Richter.....

Au troisième trimestre de 2019, le Mexique a enregistré son premier recul du PIB d'une année sur l'autre depuis le dernier trimestre de 2009, alors qu'il était en pleine récession causée par la crise financière. Selon une estimation préliminaire publiée par l'Institut national de la statistique du Mexique (INEGI), au troisième trimestre, l'économie a reculé de 0,4 % par rapport au même trimestre l'année précédente.

Alors, que devrions-nous faire de tout cela ?

De toute évidence, l'économie américaine ralentit. Le sursis temporaire dont nous jouissons depuis quelques années semble prendre fin, mais le nombre d'emplois que nous avons obtenus aujourd'hui indique que ce n'est pas tout à fait terminé.

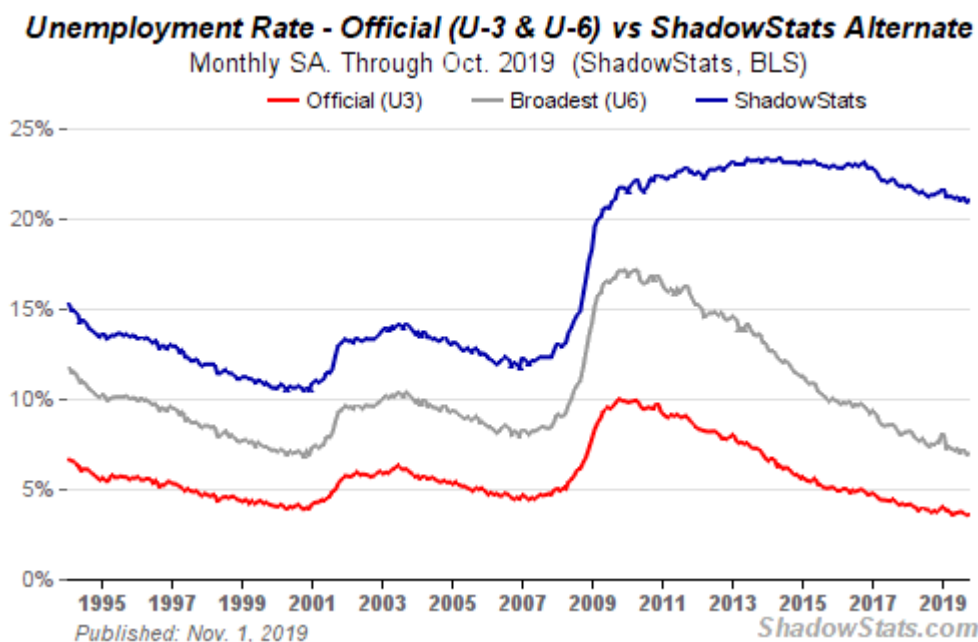
En fin de compte, c'est une bonne nouvelle.

L'une des ressources les plus précieuses dont chacun d'entre nous dispose est le temps. Si l'économie américaine peut demeurer au moins un peu plus longtemps stable pendant un certain temps, cela nous fera gagner du temps, et nous devrions tous utiliser ce temps à bon escient.

Parce que la vérité, c'est que le temps presse et que les conditions économiques aux États-Unis sont sur le point de s'aggraver de façon dramatique.

L'emploi aux États-Unis, d'après les chiffres bruts

Par Chris Hamilton – Le 3 Septembre 2019 – Source [Econimica](#)



Résumé

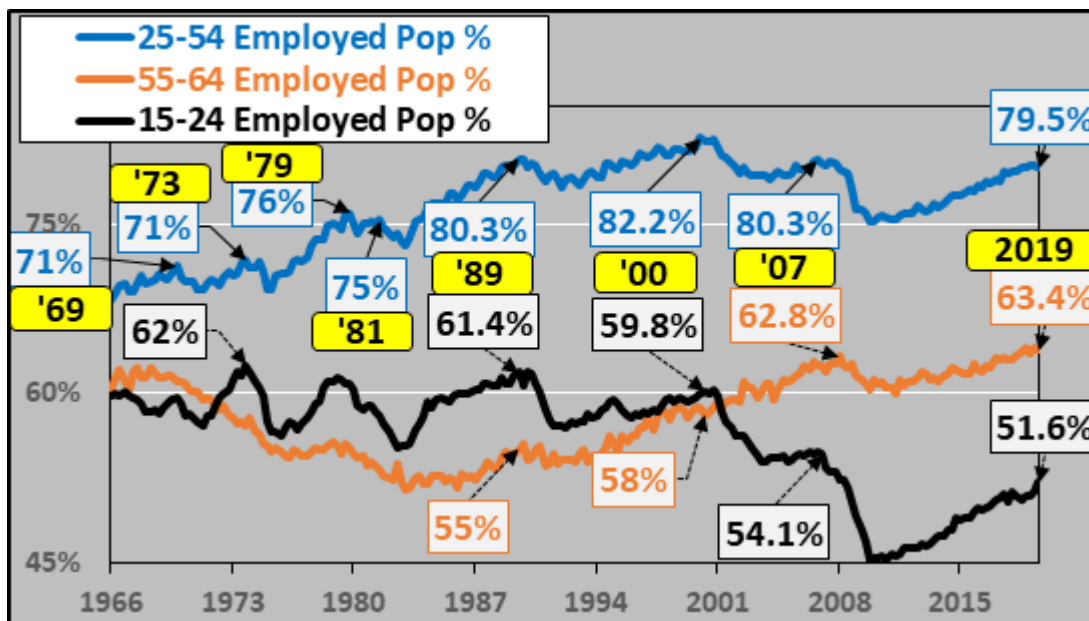
- Les groupes d'âge qui composent la population en âge de travailler sont à des niveaux généralement associés au plein emploi.
- La principale source en cas de pénurie de main-d'œuvre au cours des 50 dernières années, les femmes, connaît maintenant une baisse de son taux d'emploi.
- Avec une croissance minimale de la population en âge de travailler, le plein emploi, sans réserve de main-d'œuvre féminine ; il y a peu de potentiel supplémentaire de croissance de la main-d'œuvre ou de croissance économique qui en résulte.

Les données du BLS sur l'emploi transforment une statistique très simple en une énigme entourée d'un point d'interrogation. Étant le simplet que je suis, je préférerais ne voir que deux variables... les populations totale par rapport à celles qui ont un emploi. Aucun scrupule à savoir qui cherche ou ne cherche pas du travail... pas de chômeurs ou de gens hors des statistiques sur la population active.

Cet article montrera simplement la quantité de trois groupes d'âge distincts divisée par les employés pour chaque groupe d'âge. D'abord, la population des jeunes adultes par rapport à leur taux d'emploi (15 à 24 ans), puis le noyau central (25 à 54 ans), et enfin ceux qui rêvent de retraite (55 à 64 ans).

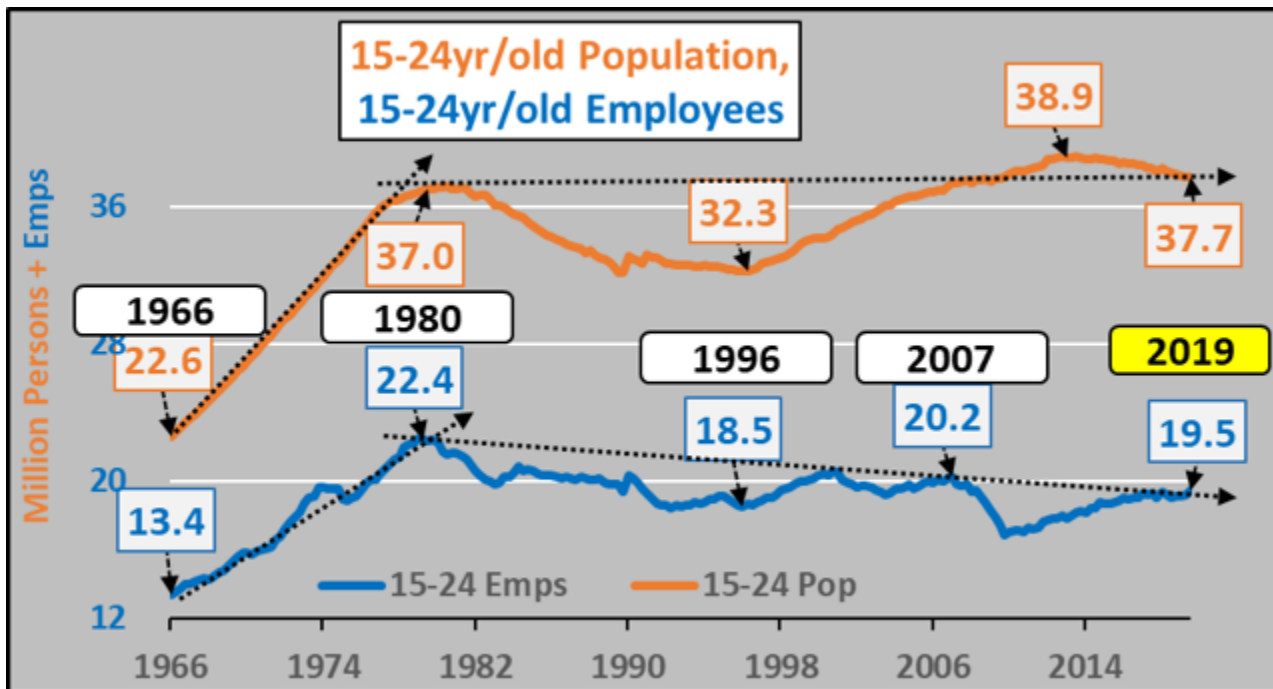
Pourcentage de la population totale employée

Le pourcentage de jeunes adultes ayant un emploi (ligne noire, en dessous) culmine en 1973 et est en baisse régulière depuis. Le pourcentage de la population active (ligne bleue) a augmenté jusqu'à atteindre un sommet en 2000, mais n'a jamais retrouvé ce sommet depuis. Le pourcentage de personnes âgées de 55 à 64 ans (ligne orange) a essentiellement bouclé la boucle, diminuant du début des années 60 jusqu'à un creux au milieu des années 80, mais augmentant depuis, pour atteindre actuellement un sommet sans précédent.



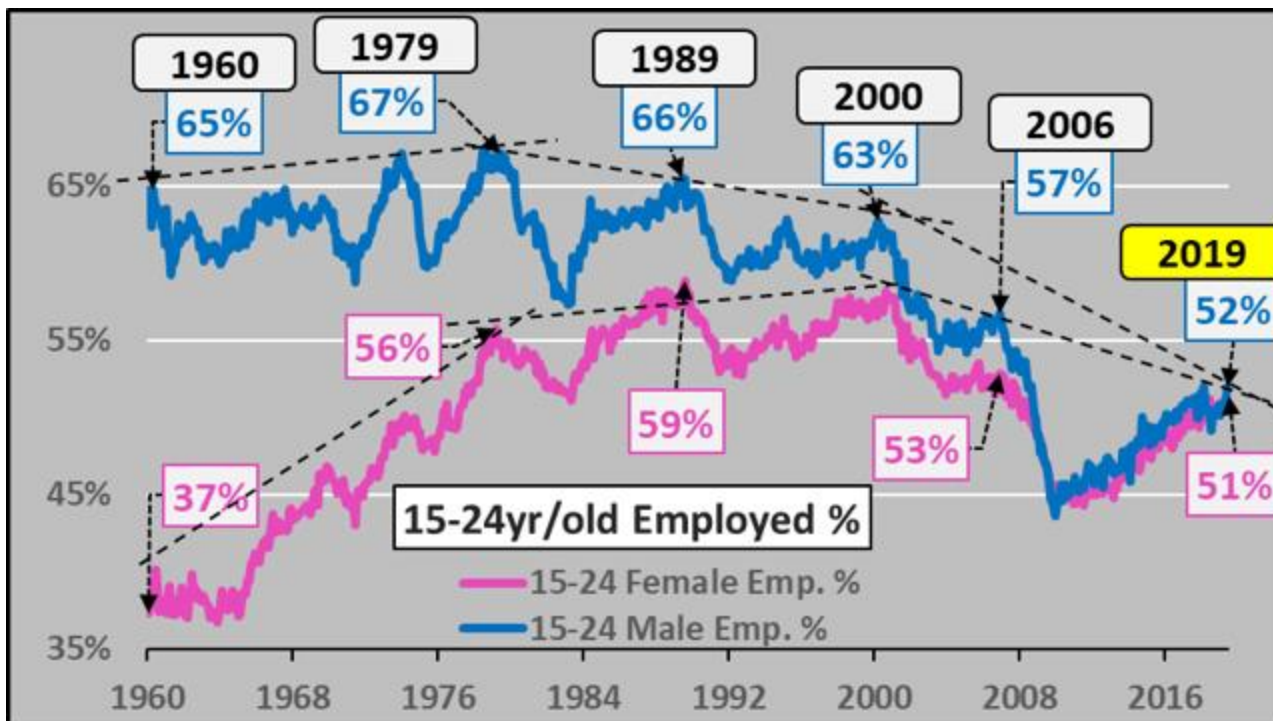
Les 15 à 24 ans

La population des jeunes adultes (courbe orange) et des jeunes employés parmi eux (courbe bleue) a fortement augmenté entre les années 1950 et 1980, voir le graphique ci-dessous. Depuis 1980, la population des jeunes adultes est restée stable pendant quatre décennies, mais le nombre de ceux qui travaillent parmi elle n'a cessé de diminuer.



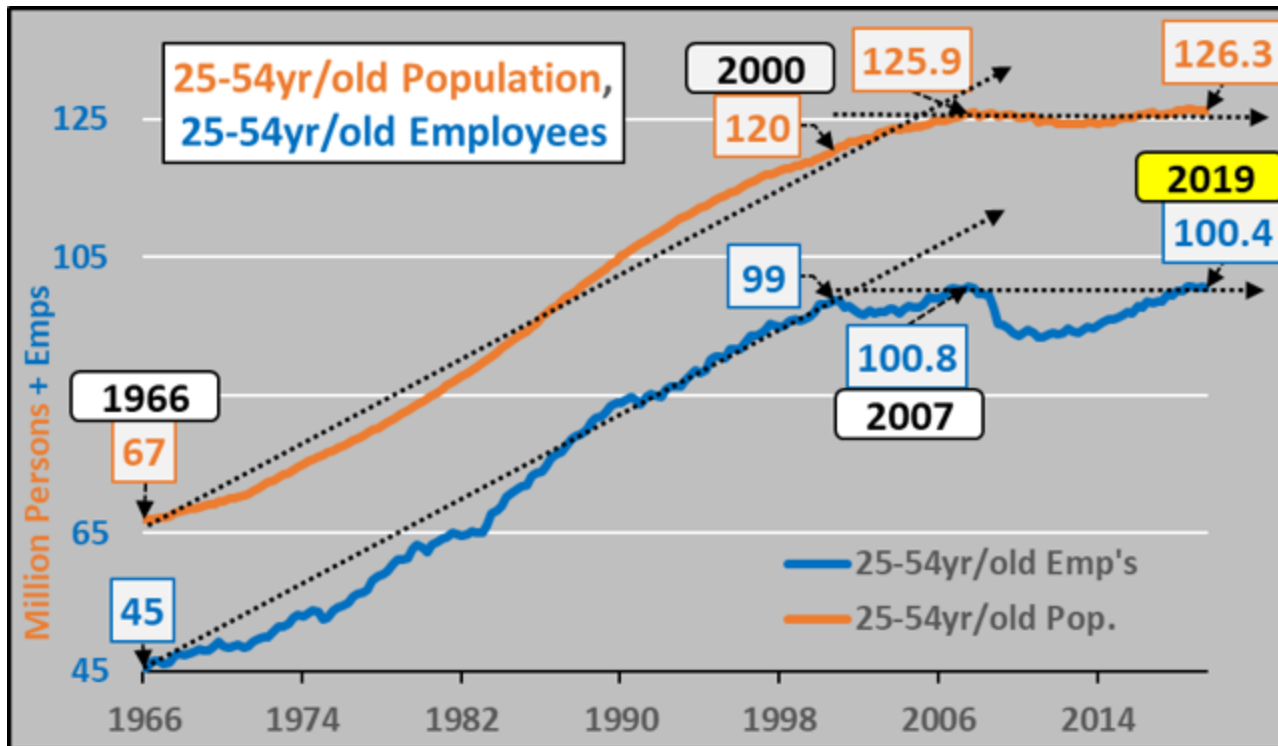
Mais la population des jeunes adultes employés, hommes et femmes, a changé radicalement.

- Le pourcentage de jeunes adultes de sexe masculin ayant un emploi a atteint un sommet en 1979 et a diminué depuis, pour ne plus être que de 52 % aujourd’hui.
- Le pourcentage de jeunes femmes adultes ayant un emploi était environ la moitié de celui des hommes au début des années 1960, mais il a atteint un sommet en 1989 et correspond maintenant à celui de la population masculine.
- Depuis la fin des années 80, la quantité totale et le pourcentage de jeunes hommes et de jeunes femmes adultes continuent de diminuer à chaque cycle économique.



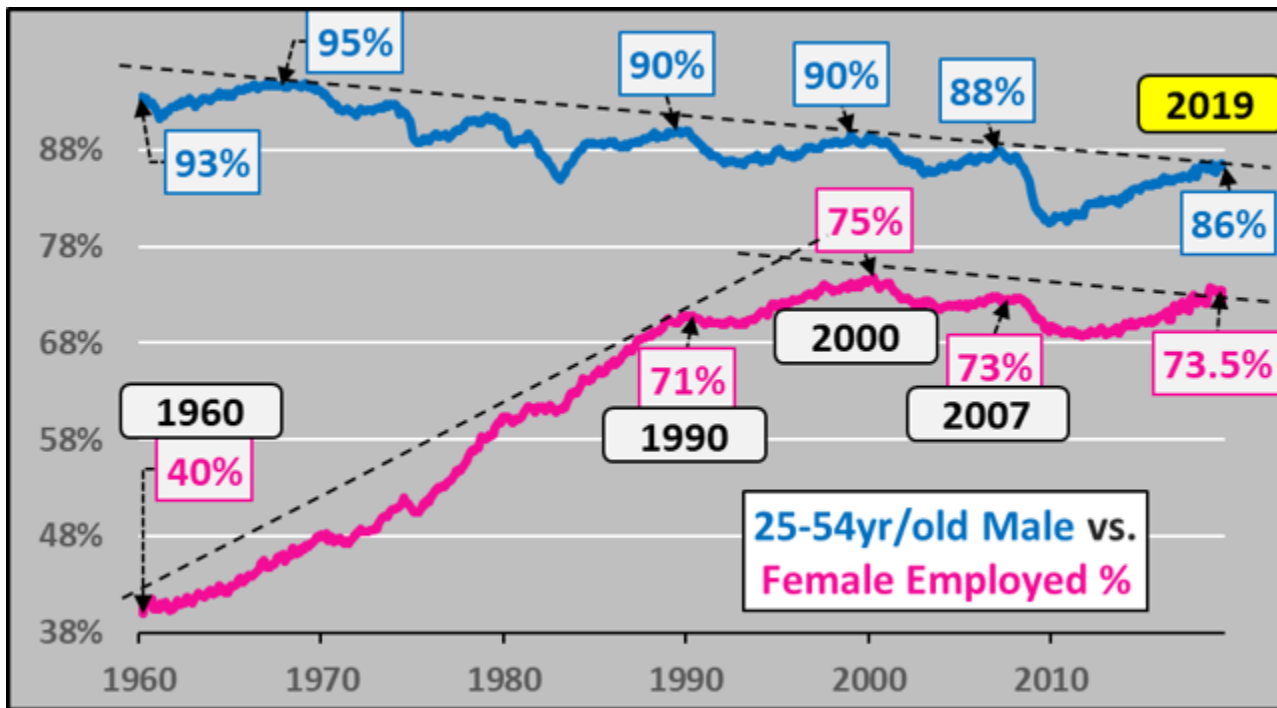
Les 25 à 54 ans

Passons au cœur de la population active (25 à 54 ans) qui est le moteur de l'économie. Cette population, et parmi eux ceux qui ont un emploi, a augmenté à partir des années 60 jusqu'à un sommet en 2007... et depuis lors, cette population a augmenté de moins d'un demi-million de personnes, tandis que celle qui a un emploi a diminué de presque un demi-million.



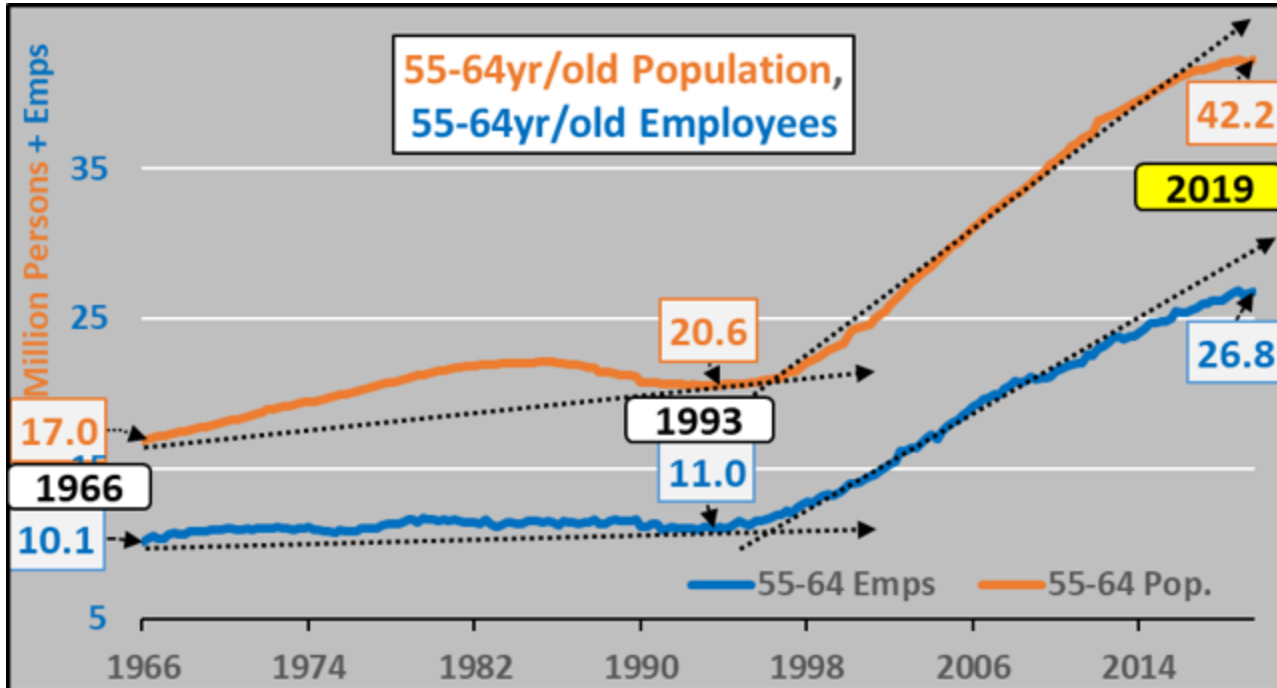
Encore une fois, la population active masculine des 25 à 54 ans par rapport à la population féminine a changé de façon spectaculaire.

- Le pourcentage d'hommes occupant un emploi a atteint un sommet à la fin des années 60 et a diminué depuis, pour s'établir maintenant à 86 %.
- Le pourcentage de femmes occupant un emploi était inférieur à la moitié de celui des hommes au début des années 1960, mais il a rattrapé son retard pendant quatre décennies, atteignant un sommet en 2000.
- Depuis 2000, le pourcentage d'hommes et de femmes occupant un emploi a continué de diminuer.
- Depuis la fin des années 80, la quantité totale et le pourcentage de jeunes hommes et de jeunes femmes adultes continuent de diminuer à chaque cycle économique.



Les 55 à 64 ans

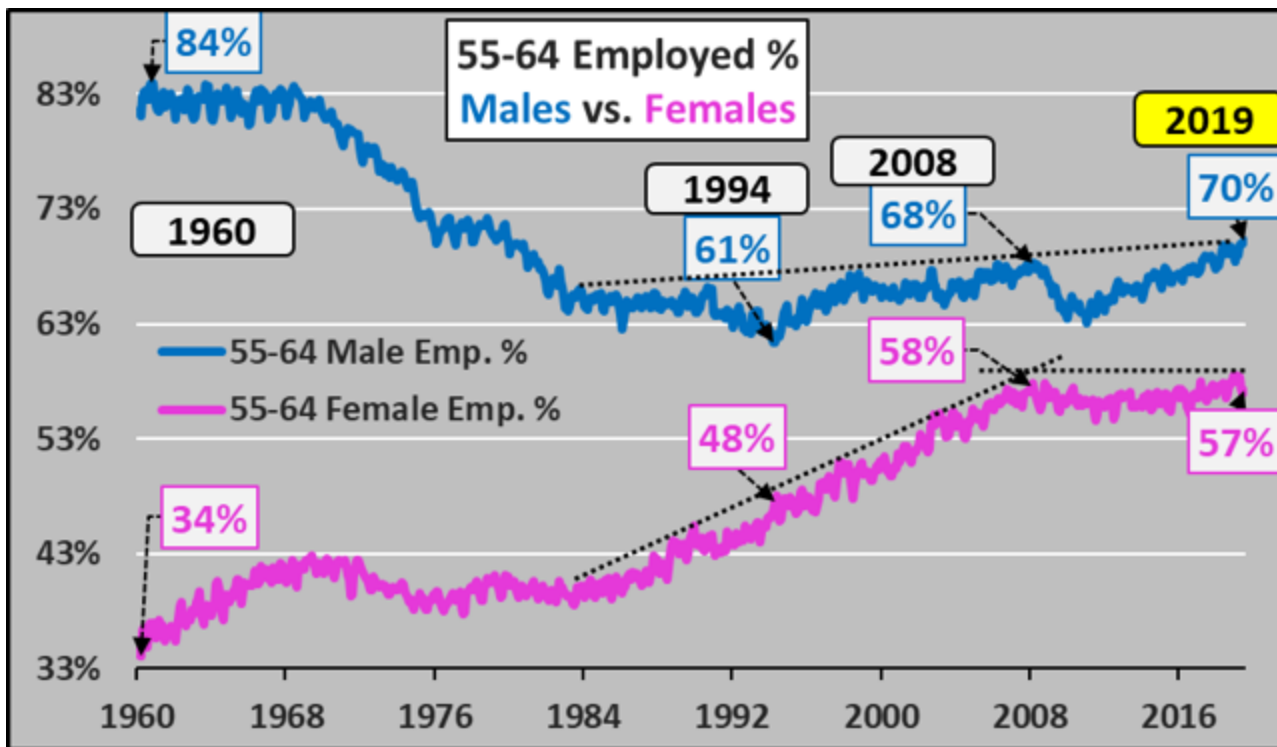
Entre les années 60 et le milieu des années 90, la population « *bientôt à la retraite* » est restée essentiellement inchangée et l'emploi y a été encore plus faible. Cependant, depuis 1993, la population âgée de 55 à 64 ans et leur taux d'emploi ont plus que doublé.



Encore une fois, la population active « *bientôt à la retraite* » des hommes par rapport aux femmes a changé de façon spectaculaire.

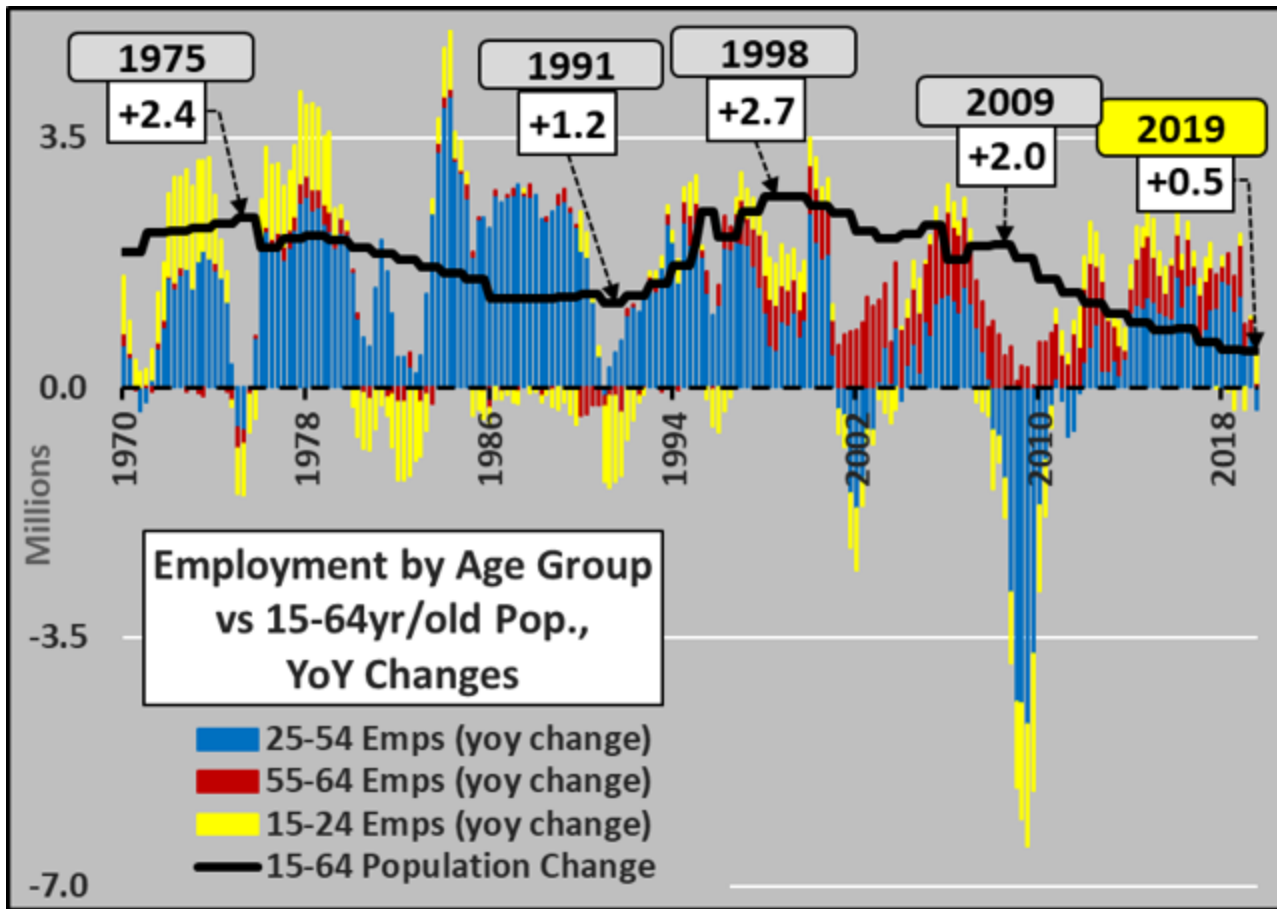
- Le pourcentage des hommes de 55 à 64 ans ayant un emploi a culminé dans les années 60, a diminué jusqu'en 1994, mais il a augmenté depuis, et est maintenant remonté jusqu'à 70 %.

- Le pourcentage des femmes de 55 à 64 ans ayant un emploi était d'environ un tiers de celui des hommes au début des années 1960, mais il a rattrapé son retard pendant cinq décennies, atteignant un sommet en 2008.
- Depuis 2008, le pourcentage d'hommes ayant un emploi a continué d'augmenter doucement tandis que le pourcentage de femmes n'a pas encore atteint son sommet de 2008.

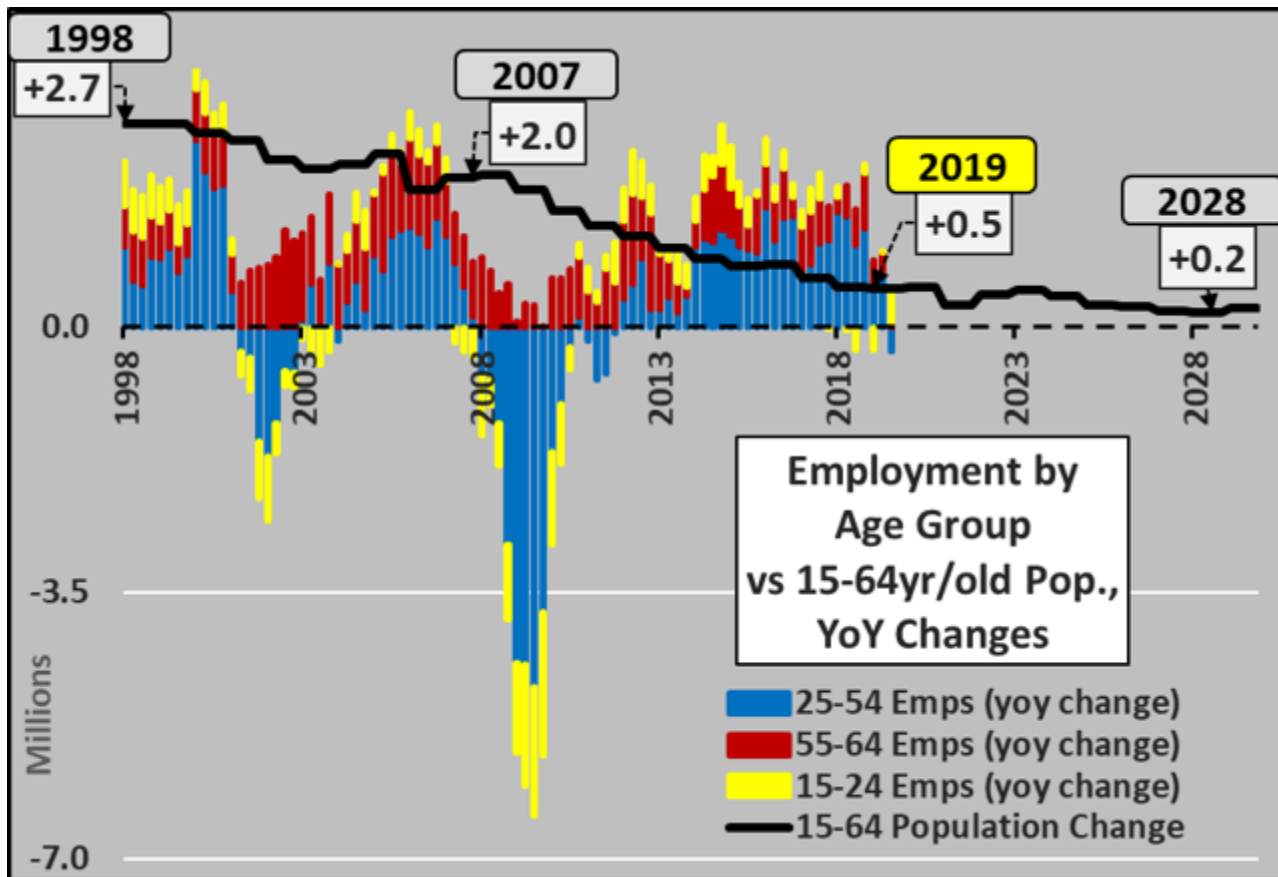


Croissance de la population en âge de travailler par rapport au taux d'emploi par groupes d'âge

Ci-dessous, de 1970 à 2009, la croissance annuelle de la population en âge de travailler (15 à 64 ans) (ligne noire) a oscillé entre +2,7 millions et un minimum de +1,2 million. Toutefois, depuis 2009, la croissance de la population en âge de travailler s'est ralentie pour s'établir à seulement un demi-million. Cela signifie qu'une fois que les millions de chômeurs, merci la dernière grande crise financière, ont été réembauchés, il n'y a plus qu'une augmentation mensuelle maximale de 40 000 nouveaux employés potentiels entrant sur le marché du travail.



Mais le graphique ci-dessous montre que la croissance annuelle de la population âgée de 15 à 64 ans (ligne noire) de 2019 à 2030 ne cesse de ralentir... et atteindra son plus bas niveau prévu en 2028, avec seulement 200 000 nouveaux employés potentiels par année (un maximum de seulement 17 000 par mois). Et ces prévisions sont fondées sur des taux d'immigration élevés, faute de quoi l'évolution annuelle de la population en âge de travailler sera négative.



Le fait est qu'avec une croissance démographique minimale de la population en âge de travailler au cours de la prochaine décennie, le plein emploi de la population en âge de travailler par tranche d'âge et par sexe, il y a peu de possibilités de gains supplémentaires en matière d'emploi ou de croissance économique qui en découlent. D'autres réductions des taux d'intérêt et de l'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale ainsi que les dépenses du gouvernement fédéral au titre du déficit sont incapables de créer plus de personnes potentielles pour entrer sur le marché du travail. Bien que ces politiques puissent (ou non, qui sait vraiment ?) éviter une chute des prix des actifs... la croissance réelle basée sur la consommation dépendra d'une consommation de plus en plus faible... et tôt ou tard, il y aura une limite.

La tarte à la crème de l'excès d'épargne.

Bruno Bertez 2 novembre 2019

Les zozos sont des idéologues qui propagent des théories fausses et archi-fausses comme celle maintenant bien connue du « savings glut », autrement dit de l'excès d'épargne.

En deux mots cette théorie idiote, de nature quasi criminelle, prétend que l'épargne mondiale est excessive et que comme on n'investit pas assez, les courbes de demande d'épargne et celles des dépenses d'investissement se coupent très bas sur l'échelle des taux d'intérêt .

Le taux d'intérêt qui serait le point d'intersection des courbes d'épargne et d'investissement se trouverait même en dessous de zéro. C'est la doctrine qui soutient la propagande du chef keynesien, penseur des élites, Lawrence Summers.

En gros, trop d'argent face à trop peu d'investissements = taux d'intérêt en baisse continue.

Ils ne se posent surtout pas la question: d'où vient l'excès d'argent! Réponse il vient de l'excès de crédit! Pas de l'excès de la part non consommée des revenus.

Ah les braves gens!

Comme si on finançait les investissements avec l'épargne; comme si les banques prêtaient des dépôts préalables, comme si l'épargne des gens était encore centrale dans le système!

Ils nous prennent pour des imbéciles car depuis la dérégulation et la financiarisation, tout a été fait pour repousser les limites à la croissance que constituait l'épargne, tout a été fait pour s'en passer. On l'a remplacée par le crédit. Toute la dérégulation, toute l'ingénierie des années 80 ont été conçues pour augmenter la croissance spontanée en se passant de l'épargne. Par ailleurs l'usage systématique du levier, c'est dire de la dette a pour finalité d'asseoir le financement des investissements sur le crédit de la banque centrale, et non sur l'épargne.

Avec le fractionnal banking les banques créent du crédit à leur guise quasi indépendamment des dépôt et de l'épargne préalable: mais en plus dans le régime moderne, les crédits créent les dépôts et à la limite on peut même considérer que ces dépôts créés produisent... une épargne! A crédit.

Ah les braves gens!

Il y a longtemps que l'on a démontré que dans un régime de monnaie de crédit dominé par les banques centrales qui n'ont pas de limite à la création monétaire, les taux n'étaient plus fixés par le point de rencontre de l'offre et de la demande d'épargne pour investir. Même Keynes l'a magistralement démontré, comme le rappelle Ann Pettifor de Positive Money.

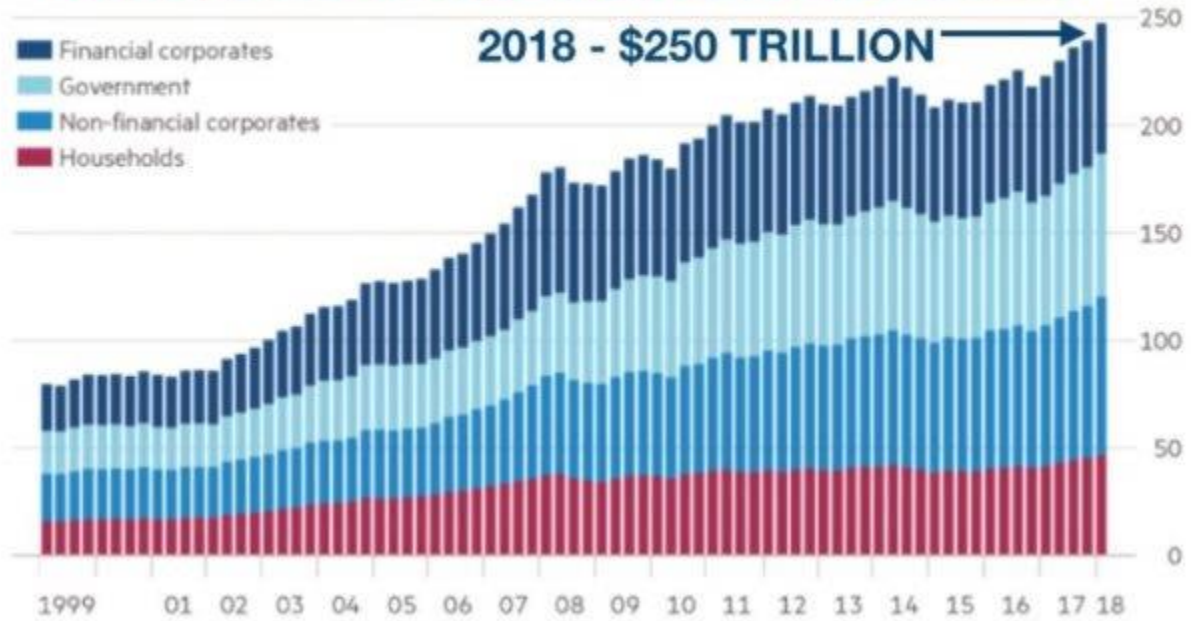
Dans un système dominé par les banques centrales le taux directeur c'est le taux du crédit. Les dettes sont produites en quantité illimitée grâce aux garanties des banques centrales, ces dettes sont surabondantes, elles ne coûtent rien et on en produit de plus en plus.

En clair dans un système dominé par la dette on se passe de l'épargne préalable. Mieux même on la tue car si la dette est donnée gratuitement, alors pourquoi payer pour attirer de la vraie épargne qui coûterait plus cher à rémunérer? Exemple dans les bilans des entreprise les dettes servent à racheter ... les fonds propres, on se passe des fonds propres!

Nous sommes dans des systèmes de dumping dont le but est faire basculer le pouvoir, de promouvoir les dettes, les banques, les gouvernements et les banques centrales et ce, avec l'idée de détruire l'épargne c'est à dire ... les classe moyennes. On remplace les ménages, par les banquiers. Il s'agit de détruire ce que l'on appelait avant, « la dictature des porteurs de bons ».

A votre avis cette croissance de la dette dans le monde donne -t-elle l'impression d'avoir un rapport quelconque avec l'épargne et l'investissement?

GLOBAL DEBT HAS TREBLED SINCE 1999



L'excès d'épargne est un mythe qui avait un sens du temps de la discipline de l'étalon-or qui fixait une limite à la création de liquidités, mais à notre époque **on crée toutes les liquidités que l'on veut et on les transforme en capitaux longs grâce à la transformation alchimique du court en long**; et quand le système menace de gripper alors pour financer le long on recrée des liquidités et on sauve le marché au jour le jour des repos comme on le fait depuis plusieurs semaines!





Daniel Lacalle ✓

@dlacalle_IA



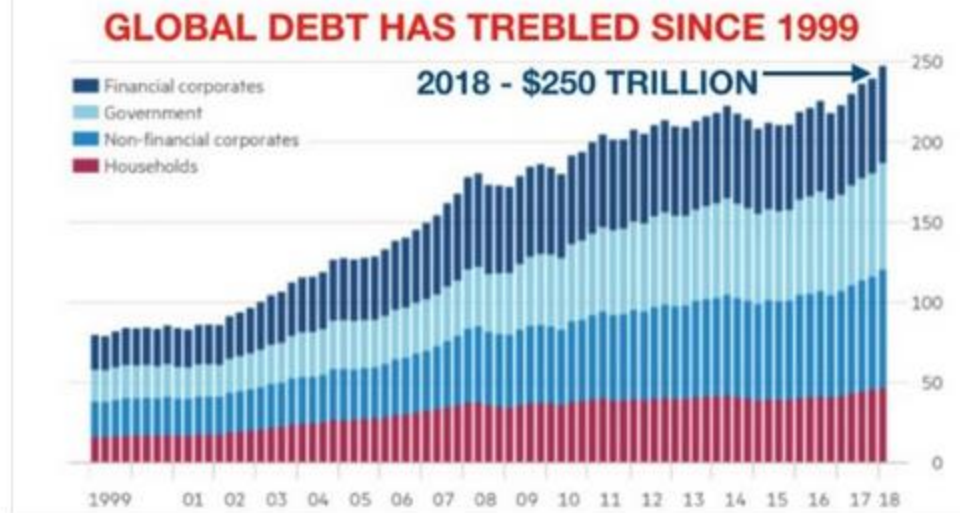
"Savings glut" according to some twitter.com/goldtelegraph_...

Gold Telegraph @GoldTelegraph_

World debt at \$250 trillion is 3x global GDP – an all-time record. And if we add unfunded liabilities and derivatives, total debts and liabilities amount to over \$2 quadrillion which is 25x global GDP.

This is not going to end well.

RETWEET if you agree! 🔥🔥



183 02:57 2 nov 2019

Quand les colombes mettent un masque de faucon; Un assouplissement/resserrement!

Bruno Bertez 2 novembre 2019

En octobre, l'emploi non agricole a augmenté de 128 000 contre une estimation de 85 000. C'est plus fort que prévu, alors que la grève de GM avait réduit la croissance de la masse salariale de plus de 42 000 et que 20 000 autres postes avaient été perdus en raison d'une main-d'œuvre pour le recensement. Les gains d'emplois de septembre ont été révisés en hausse de 44 000 à 180 000, et ceux d'août, de 51 000 à 219 000.

À 3,6%, le taux de chômage est au plus bas depuis 60 ans. Les gains horaires moyens ont augmenté de 3,0% en glissement annuel, par rapport à une moyenne de 2,3% sur dix ans. Et à 34,4 heures, le nombre moyen d'heures hebdomadaires était conforme à la moyenne décennale.

30 octobre – Financial Times : « La Réserve fédérale a abaissé les taux d'intérêt américains de 25 points de base pour la troisième fois cette année, mais elle a annoncé qu'elle avait, pour l'instant, suffisamment assoupli sa politique monétaire, dans l'attente de données économiques plus claires.

La banque centrale américaine... a déclaré que l'incertitude sur les perspectives économiques justifiait ses dernières réductions, mais le président Jay Powell a déclaré qu'un accord commercial préliminaire entre les Etats-Unis et la Chine et une réduction du risque d'absence d'accord sur le Brexit pourraient potentiellement renforcer la confiance des entreprises...

Lors de la réunion de ce jour à Washington, le comité de fixation des taux de la Fed a apporté deux modifications importantes au libellé de sa déclaration de politique monétaire. Il a déclaré qu'il « évaluerait la trajectoire appropriée » des taux au lieu de dire qu'il « agirait de manière appropriée pour soutenir l'expansion » ... « Il s'agit d'une réduction radicale », a déclaré Peter Tchir, responsable de la stratégie macroéconomique chez Academy Securities. »

Question (Jeanna Smialek du New York Times): « Vous avez déjà comparé ce cycle de baisse des taux à celui des baisses pratiquées à titre d'assurances dans les années 90 et, dans ces deux cas, la Fed de Greenspan a dû annuler ces réductions après un certain temps. Elle a dû remonter les taux plutôt rapidement. Je suis curieux de savoir ce qu'il faudra faire dans ce cycle. Qu'est-ce qui ferait que vous décidiez qu'il est approprié de remonter les taux d'intérêt? »

Powell: « ... la raison pour laquelle nous augmentons les taux d'intérêt c'est en général, parce que nous considérons que l'inflation monte ou risque de monter en flèche. Ce n'est pas ce que voyons maintenant... Donc, nous ne croyons pas à ce risque. Les anticipations d'inflation ont également été quelque peu à la baisse, tant sur le plan des enquêtes que sur celui du marché, au cours des derniers mois.

Et... nous pensons que les anticipations d'inflation jouent un rôle très important dans la détermination de l'inflation réelle et nous nous engageons fermement à atteindre notre objectif d'inflation de 2% sur une base symétrique. Nous pensons qu'il est essentiel de le faire. Nous ne pensons donc pas à augmenter les taux pour le moment. »

Question (Nick Timiraos du Wall Street Journal). « Monsieur le président Powell, vous avez qualifié de fâcheuse la récente baisse des anticipations d'inflation. Vous dites que les anticipations d'inflation sont très importantes. Que pourrait faire le Comité, le cas échéant, pour remédier à cette baisse des attentes en matière d'inflation s'il se poursuivait? »

Powell: « Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous pensons que les anticipations d'inflation sont essentielles. Elles sont essentielles et jouent un rôle central dans notre conception de l'inflation. Nous avons besoin qu'elles soient ancrées à un niveau compatible avec notre objectif d'inflation symétrique de 2%. Et nous pensons que nous devons mener une politique de manière à atteindre ce résultat...

Nous examinons également, dans le cadre de nos réunions, les innovations potentielles, les changements dans notre façon de penser, les changements dans notre cadre de pensée, qui pourraient nous aider à atteindre l'inflation souhaitée... sur une base symétrique de 2% au fil du temps... Nous sommes en train de réfléchir aux moyens de rendre cet objectif d'inflation symétrique de 2% plus crédible en réalisant une inflation symétrique de 2%. Et, cela revient à utiliser nos outils politiques pour atteindre 2% d'inflation, et c'est ce qui doit être fait pour que la crédibilité soit assurée dans ce domaine. »

Lisez soigneusement ce charabia, je vous prie.

Je vous donne ma parole que par la traduction j'ai essayé d'améliorer les déclarations et les réponses de Powell aux questions posées. Cela ne veut rien dire, ils ne savent pas ce qu'ils disent, ils ne savent pas ce qu'ils font et ils se ridiculisent.

Powell n'est pas comme Greenspan qui maniait avec finesse la langue de bois, non il bégaie et dit n'importe quoi parce ... qu'il pense n'importe quoi.

Greenspan disait, reprenant Lacan qu'il ne devait pas connaître: « si vous m'avez compris, c'est que je me suis mal exprimé »; chez Powell il n'y a rien à comprendre. En fait il erre en aveugle depuis le mois de décembre 2018.

La seule chose à remarquer dans ces paroles de non-sens est l'allusion à la crédibilité.

Il pointe l'essentiel: la crédibilité.

Son déficit total.

La BCE recommence les cadeaux ... à l'étranger! Gribouille dans ses oeuvres.

Bruno Bertez 3 novembre 2019

29 octobre – Financial Times : «Ces cinq dernières années, les liquidités produites par la BCE se sont enfuies de la zone euro à un rythme sans précédent, grâce en grande partie au programme d'achat d'obligations de la Banque centrale européenne.

Alors que la banque centrale a repris l'assouplissement quantitatif cette semaine après 10 mois d'absence des marchés, les investisseurs s'attendent à ce que le flux de sorties de capitaux reprenne.

De mars 2015 à décembre dernier, la BCE a acheté près de 2,6 trillions d'euros de dettes . **Les investisseurs qui ont vendu leurs obligations à la BCE dans le cadre du programme QE ont souvent choisi d'utiliser le produit de la vente de ces obligations en achats d'actifs à l'étranger.**

Les gestionnaires de fonds ont dans leur majorité hésité à accepter des rendements obligataires extrêmement faibles dans la zone euro et ils ont choisi de rechercher des rendements plus élevés ailleurs.

Ceci a entraîné des sorties régulières de capitaux qui ont atterri dans tous les secteurs, allant du marché obligataire américain à l'immobilier haut de gamme.

«Les investisseurs de la zone euro ont acheté d'énormes quantités d'actifs étrangers», a déclaré Stefano Di Domizio, responsable des titres à revenu fixe chez Absolute Strategy Research. « Ils ne voulaient pas concurrencer la BCE en cherchant à obtenir des rendements plus bas. »

Bande d'idiots : La Chine joue l'atout et son équipe commerciale

Charles Hugh Smith 2 novembre 2019

Si nous nous mettons à la place des négociateurs chinois, nous nous rendons compte qu'il n'est pas nécessaire de signer un accord du tout.

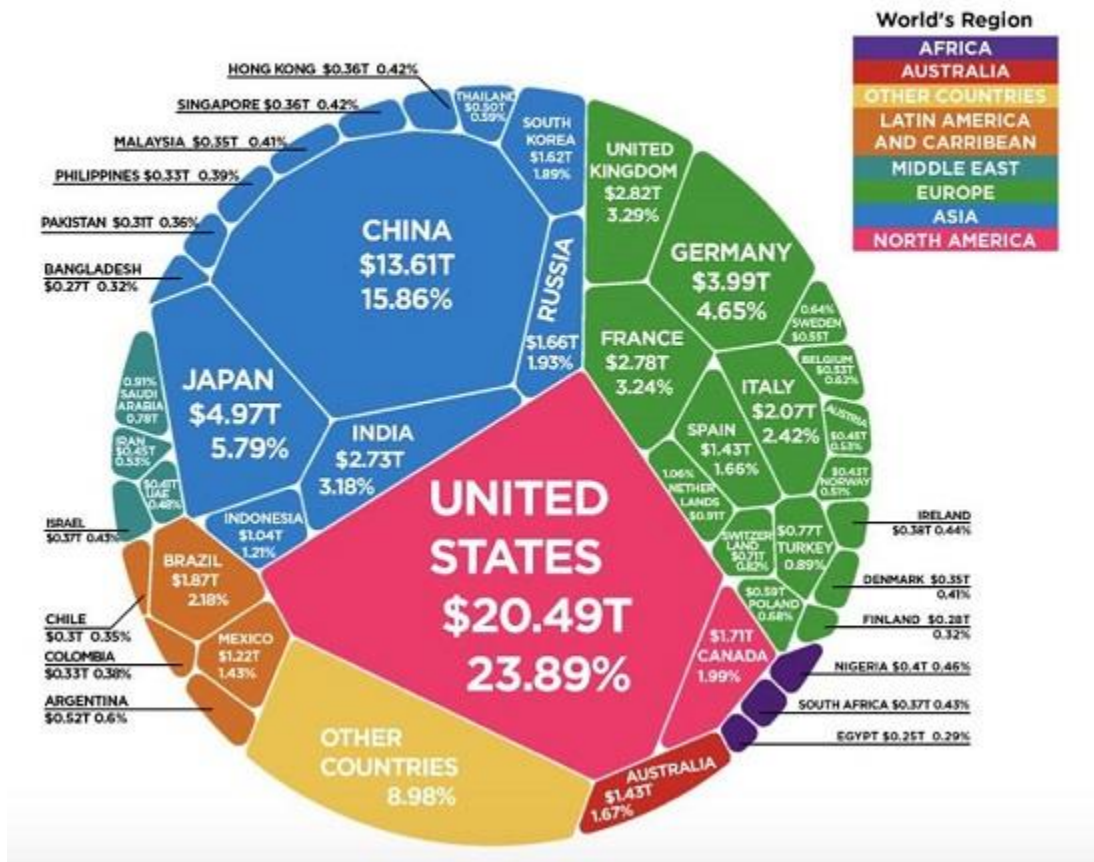
La pire stratégie de négociation au monde consiste à donner à l'autre partie tout ce qu'elle veut en échange de promesses vides et sans valeur, mais c'est exactement ce que font Trump et son équipe commerciale. Tout ce que l'équipe commerciale chinoise a à faire pour se débarrasser des droits de douane et des autres instruments de négociation américains, c'est de marmonner une phrase vide de sens au sujet de l'" accord de principe " et les États-Unis abandonnent tous leurs instruments de négociation.

Si l'autre partie est tellement naïve qu'elle vous donne tout ce que vous voulez sans s'engager à quoi que ce soit de conséquentiel, pourquoi s'embêter avec un accord formel ? Il suffit de jouer l'autre camp pour les crétins qu'ils sont : s'ils menacent de rétablir les droits de douane, il suffit de publier un autre communiqué de presse

sans valeur sur "des progrès ont été réalisés".

The World Economy

Gross Domestic Product (GDP) by Country 2018



L'autre stratégie de perte garantie dans la négociation est d'annoncer votre propre faiblesse fatale, qui dans le cas de Trump est son obsession à pousser le marché boursier américain vers de nouveaux sommets. Il n'y a pas de plus grand cadeau qu'il pourrait faire à l'équipe commerciale chinoise que cette faiblesse monumentale, car tout ce qu'ils ont à faire est de parler dur et le marché boursier américain s'emballe rapidement, envoyant l'équipe Trump dans une panique d'apaisement et de vides revendications de "progrès".

L'équipe chinoise a fait son chemin pendant un an en jouant l'équipe de Trump en tant que crétiens et pigeons, alors pourquoi s'arrêter maintenant ? Les Chinois savent qu'ils peuvent s'en sortir sans rien céder en continuant à jouer au pigeonier américain et en utilisant l'obsession du président de maintenir les stocks américains à leur avantage : déclarer les négociations bloquées, le cratère des stocks américains, la panique de l'équipe américaine et se précipite pour enlever tout ce qui pourrait avoir du pouvoir d'exécution, réduisant tout "accord commercial" à de vaines promesses.

Étant donné leur succès en tant que joueuses de l'équipe américaine, pourquoi faire un marché ? Il suffit de jouer les crétiens pendant un an de plus, et peut-être que Trump aura disparu et qu'une nouvelle série de pigeons encore plus naïfs entrera à la Maison-Blanche.

Si nous nous mettons à la place des négociateurs chinois, nous nous rendons compte qu'il n'est pas nécessaire de signer un accord : l'équipe de Trump s'est efforcée de faire en sorte qu'il soit inutile pour la Chine d'accepter quelque chose qui puisse être appliqué à distance. Tout ce que les Chinois ont à faire, c'est de tenir des propos sévères qui écrasent les actions américaines et l'équipe de Trump se précipite en arrière, désespérant d'apaiser ainsi une autre rumeur d'un "accord commercial" peut être publié pour envoyer les actions américaines plus

haut.

Ce serait pathétique si ce n'était pas aussi stupide et conséquent.

« Va-t-il y avoir un krach boursier pour Noël ? »

par Charles Sannat | 4 Nov 2019



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Les indices boursiers vont-ils craquer en 2020 ?

La question préoccupe de nombreux épargnants, surtout au moment où les taux obligataires souvent négatifs et la pression des compagnies d'assurances-vie, poussent les gens vers les placements boursiers, par nature, beaucoup plus risqués.

L'élément central que je soumets à la sagacité de tous ici est simple.

Les banques centrales semblent avoir choisi entre la peste de la déflation et le choléra de l'inflation. Ils ont choisi l'inflation.

Sans aucune ambiguïté, sans aucune hésitation.

En Europe les taux sont négatifs.

Aux Etats-Unis les taux sont en baisse.

Au Japon, les taux sont négatifs et la Banque centrale nippone rachète directement les actions des entreprises et détient désormais plus de 40 % des titres du Nikkei à travers des fonds et des ETF ; donc « indirectement » pour éviter des accusations de « nationalisation » des entreprises, car racheter 40% de toutes les actions du Nikkei, cela revient dans les fait à avoir nationalisé, en créant de la monnaie à partir de rien, 40 % de toutes les entreprises. Hallucinant quand on présente les choses ainsi n'est-ce pas ? C'est un QE sur les actions.

Partout, les banques centrales ont remis en route des QE ou plan de rachats d'actifs appelés quantitative Easing en anglais dans le texte.

Dans un contexte d'interventions massives des banques centrales, les actions peuvent-elles baisser ?

Oui, les actions peuvent baisser, elles peuvent chuter de 15 à 20 % sur des mouvements de consolidation, ou d'ajustement des cours par rapport à telle ou telle information économique fondamentale et notamment sur crainte de récession mondiale « synchronisée » (c'est-à-dire partout) selon Christine Lagarde.

Oui, les cours peuvent fluctuer, peuvent plier, mais il n'y a aucune raison de croire qu'ils peuvent rompre brutalement et durablement.

Mon scénario central pour Noël, est qu'il n'y aura pas de krach d'ici la fin de l'année, et que nous devrions assister à une correction en début d'année 2020 qui sera pompeusement justifiée par les « craintes de récession synchronisée », de « guerre commerciale ». En réalité, les marchés risquent de perdre 15 à 20 % et repartiront aussitôt à la hausse.

Pourquoi ?

Parce que les banques centrales rachètent tout.

Parce que les taux sont négatifs.

Parce qu'il n'y a pas d'autres placements pour investir des centaines de milliards d'euros et de dollars, qui vont fuir les obligations à taux négatifs.

Parce que les actions se comportent de plus en plus comme des obligations et que les vieux modes de calcul des valorisations, qui avaient un sens dans un monde de taux positifs, ne signifient plus rien dans un monde de taux négatifs.

Parce que les autorités monétaires, économiques et politiques ont décidé que les bulles ne pouvaient plus être dégonflées car compte tenu du taux d'endettement et du manque de croissance, l'ensemble du système est devenu insolvable en cas de montée des taux.

Bref, il y a peu de chance de voir un krach boursier monumental. Au contraire, la fuite en avant monétaire devrait s'accompagner maintenant d'un gonflement encore plus important de toutes les bulles spéculatives.

Au bout du compte, il y aura sans doute une résolution monétaire de cette crise, et il se pourrait que la bulle de tout ne se dégonfle qu'à l'issue de la future crise monétaire et uniquement dans la prochaine monnaie.

Ce à quoi vous assistez est l'effondrement de la valeur de votre monnaie. Et cet effondrement ne passe pas par l'augmentation du prix de la baguette, atteint d'hyperinflation comme dans l'Allemagne des années 20, mais par l'explosion de la valeur des actifs tangibles.

Votre monnaie achète de moins en moins.

Je ne crois pas – et j'utilise bien le mot « croire », une croyance n'étant pas une preuve n'est-ce pas- aux effets brutaux, immédiats et violents de la démondalisation. Trump et ses sbires savent très bien que l'on ne passe pas du « tout produit en Chine » au « tout made in USA » en un claquement de doigts ! C'est un processus long qui prendra 20 ans... 20 ans, sous réserve que les démocrates soient à nouveau vaincus par Trump en Novembre 2020 et c'est à mon sens, là que réside le principal risque de krach.

Nous n'aurons pas de krach économique, ce qui n'exclut pas des mouvements de correction. Mais nous pourrions avoir un krach politique, volontairement déclenché pour « punir » Trump et tenter de limiter son bilan économique auprès des Américains. Dans un tels cas, un tel krach n'aura pas lieu avant la seconde partie de l'année 2020.

Enfin, reste la possibilité d'une guerre contre l'Iran avant les élections de 2020 et pas plus tard que février ou mars 2020.

Voyez, c'est complexe et les paramètres nombreux.

Mais pour le moment l'idée générale semble être de pousser à la hausse des actifs pour éviter un krach qui pourrait vite se transformer en effondrement systémique. Nous sommes dans une fuite en avant, et un krach est un retour en arrière... pas forcément compatible avec l'idée de fuite en avant!! CQFD.

Abonnez-vous à la chaîne Youtube, partagez la vidéo et mettez un petit pouce bleu!!

Pour télécharger gratuitement la présentation c'est ici: [Présentation le vrai JT de l'éco Y aura-t-il un krach pour noel](#)

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Record ! La dette publique américaine dépasse 23.000 milliards de dollars

par [Charles Sannat](#) | 4 Nov 2019 | Source Agence russe [Sputnik.com ici](#)

L'Amérique s'enfoncé dans la dette chaque année un peu plus et avec la complicité de l'ensemble des sénateurs et autres représentants, le relèvement du plafond de la dette, qui était autrefois encore un sujet épineux, n'existe presque plus.

Dans un bel ensemble, les politiciens de Washington, partagent globalement tous la même analyse sur le fait que l'économie américaine n'est plus en état ni de supporter une hausse des taux, ni de gérer une diminution de la création monétaire et des stimuli par la dette.

Nous sommes tous prisonniers des taux bas et de la dette.

Cela implique une fuite en avant qui sera habillée sous des terminologies techniques et vendues avec force propagande et communication. Il en va ainsi de la TMM la théorie monétaire moderne, qui n'a de moderne que le nom son principe étant vieux comme le monde.

On ne peut plus payer? Imprimons de la monnaie et du faux argent.

Charles SANNAT

La dette publique américaine franchit la barre des 23.000 milliards de dollars, une première

En octobre 2019, la dette publique des États-Unis a dépassé le volume record des 23.000 milliards de dollars, selon le Trésor américain. Une situation vouée à s'aggraver.

La dette publique des États-Unis a franchi la barre des 23.000 milliards de dollars, battant un nouveau record, a annoncé le Trésor américain sur son site jeudi 31 octobre.

Au cours de la seule année financière 2018, le déficit budgétaire américain a augmenté de 17%, pour atteindre un total de 779 milliards de dollars. Selon les estimations, d'ici 2020, ce chiffre dépassera les 1.000 milliards de dollars et continuera de progresser à un rythme accéléré en raison de dépenses gouvernementales incontrôlées.

L'élimination de la dette publique était l'une des promesses électorales de Donald Trump. Or, depuis son investiture, la dette publique a ainsi augmenté d'environ 3.000 milliards de dollars. Ce rythme accéléré sous la présidence du Républicain est pour beaucoup dû à la réforme fiscale menée l'année dernière et qui a coûté au

budget près de 1.500 milliards de dollars. Autre facteur aggravant: la hausse des dépenses du budget de la Défense.

La direction budgétaire du Congrès prédit que le déficit atteindra cette année 897 milliards de dollars, soit une augmentation de 15% par rapport à 2018.

En comparaison, la dette de la France, qui s'approche du montant de son PIB, s'élevait à un peu plus de 2.300 milliards d'euros fin septembre (soit 2.600 milliards de dollars environ).

Face au risque de sanctions, la Russie a considérablement réduit au cours de l'année 2018 ses investissements dans la dette publique américaine en revendant au moins un tiers de ses bons du Trésor.

L'adulation des banquiers centraux doit cesser

Ambrose Evans Pritchard The Telegraph publié By Or-Argent - Nov 4, 2019



L'adulation de Monsieur **Draghi** alors qu'il quitte la **BCE** est déplacée. Non seulement parce qu'il a commis des erreurs et qu'il abandonne la zone euro dans un piège déflationniste à la japonaise, mais aussi parce qu'il est devenu un **animal politique qui s'est moqué trop longtemps de la démocratie**. La BCE est un gouvernement de l'ombre. Ou comme Lord Skidelsky l'a dit, il s'agit d'une sorte de Vatican qui ne rend de comptes à personne.

Sir Paul Tucker, de la Banque d'Angleterre, est trop poli pour citer des noms dans son livre *Pouvoir non élu : la quête de légitimité des banquiers centraux*. Mais les comportements de Francfort sont probablement ceux auxquels il pensait.

Cela n'absout pas la FED. Elle a également des penchants dangereux. **Bill Dudley**, ancien patron de la puissante FED de New York, a suggéré au mois d'août que la FED devrait resserrer ses politiques monétaires afin d'empêcher la réélection de Trump. « *Après tout, sa réélection présente une menace concrète à l'économie américaine et mondiale* », avait-il déclaré. Le fait qu'il ose faire publiquement de telles déclarations montre à quel point cette clique est sans vergogne.

Des **banquiers centraux rebelles**, ce n'est pas nouveau. La FED avait provoqué la Grande dépression en réduisant la masse monétaire (Friedman & Schwartz). Le Congrès lui ordonna de la regonfler en 1932 avec des achats obligatoires.

Je me souviens avoir lu dans les années 80 le livre de William Greider, qui expliquait comment la **FED gouverne le pays**. Selon l'auteur, elle pose un plus grand danger à la démocratie américaine qu'une CIA ou un FBI devenu incontrôlable.

De ce que je sais, Monsieur Draghi ne fut pas impliqué dans la décision de renverser le Premier ministre grec en 2010. Mais il a joué un rôle dans tous les autres épisodes sombres.

En tant que gouverneur de la Banque d'Italie et membre du directoire de la BCE, il a contribué à la rédaction de la « **lettre Trichet** » secrète à l'adresse de Berlusconi en 2011, qui exigeait des changements radicaux du Code du travail italien. Une autre lettre secrète à l'adresse du Premier ministre espagnol exigea des **modifications de la constitution espagnole**, rien de moins. La BCE s'est conduite de façon très autoritaire, sans aucun mandat légal pour le faire.

Il s'agissait des **conditions de la BCE** pour stabiliser le marché obligataire. Berlusconi a traîné des pieds et fut renversé par des voies monétaires à l'occasion d'un coup d'État de velours. Voici comment **un gouverneur de la BCE m'a décrit ces méthodes** : « *Ils menacent les gouvernements qui ne collaborent pas de destruction financière. Ils coupent le robinet du refinancement et menacent de tuer le système bancaire. Ils créent une crise obligataire. C'est ce qui est arrivé à l'Italie en 2011. »*

En ce qui concerne la **Grèce**, Monsieur Draghi a agi en tant que gendarme de l'Union européenne en **mettant le gouvernement rebelle de Syriza à genoux**. Il avait resserré les niveaux de garanties sur la dette grecque de façon préventive en février 2015, ce qui excluait la Grèce du programme de refinancement de la BCE. Il a ensuite réduit les liquidités fournies aux banques privées, probablement de façon illégale, jusqu'à ce que les **DAB soient en pénurie de billets** et que Syriza plie.

C'est ce que Paul Tucker suggérait lorsqu'il prévenait que les banques centrales agissantes en tant que « *citoyen tout-puissant* », de façon illégitime. Elles sont devenues le **3^e grand pilier du pouvoir non élu**, aux côtés du système judiciaire, mais sans sa tradition de retenue.

Selon Sir Paul, leur pouvoir est devenu presque **fiscal**. Ce qui correspond à une véritable révolution de nos systèmes de gouvernement. Elles choisissent les gagnants et les perdants. Depuis 2008, leurs actions ont engendré un **vaste transfert de richesse entre les travailleurs ordinaires et ceux qui possèdent la richesse**. C'est ce qui engendre les plans radicaux de confiscations d'Élisabeth Warren aux États-Unis, la contre-révolution à venir. Et lorsqu'on demande aux banques centrales d'être plus responsables de leurs actes, elles invoquent de façon vexée leur sacro-sainte indépendance.

Mais que dire de leur gestion de ces 30 dernières années, soit depuis l'émergence du **culte de l'objectif d'inflation** ? Cette politique a mené à la **création de bulles**. C'est le plus grand péché de la fraternité des banquiers centraux de ne pas avoir anticipé les conséquences de tout cela. **Les banques centrales aident les actifs à grimper, mais empêchent toujours la purge durant les récessions**.

Selon la BRI, ce système nous enferme dans un **piège de la dette**. Plus le processus est avancé, plus il est difficile à enrayer. En empêchant la **destruction créatrice de Schumpeter**, ils maintiennent en vie une armée de sociétés zombies, font chuter la productivité moyenne. Cette stagnation fait baisser les taux d'intérêt. « *Les taux bas engendrent des taux encore plus bas* », affirme la BRI.

Mais ce n'est pas la faute de Mario Draghi. N'a-t-il pas sauvé l'euro ? Non, ce n'est pas grâce à lui. Il n'est pas non plus un magicien. Monsieur Draghi n'a fait que suivre la voie ouverte par d'autres banques centrales. Il n'a d'ailleurs pas toujours pris les bonnes décisions. Daniela Gabor, experte du Shadow banking de l'université de Bristol, affirme qu'il a sous-estimé le pouvoir des marchés de repo en 2011-2012, et que de ce fait il a permis le resserrement violent des conditions. Ce fut la raison principale de la métastase de la crise de la dette des pays du Sud.

C'est en fait Angela Merkel *qui a sauvé l'euro* durant l'été 2012. Elle l'a fait parce que les marchés obligataires espagnols et italiens étaient en train d'imploser. C'est alors qu'elle a permis à la BCE d'agir comme prêteur de la dernière chance en tant que moindre mal d'un point de vue politique. Une opération de renflouement approuvée par le Bundestag aurait été plus difficile à organiser.

En aurait-il été autrement avec Jean-Claude Trichet à la tête de la BCE ? Bien sûr que non. Il est temps de **détruire ce mythe dangereux des banques centrales qui s'érigent en sauveurs**. Elles sont là pour servir les citoyens. Nos démocraties devraient les remettre à leur place.

[Source](#)



Taux négatifs : la fin de la complaisance

rédigé par Bruno Bertez 4 novembre 2019

Petit à petit, des voix s'élèvent contre les taux négatifs – et elles viennent du sein même des institutions financières.

Des doutes sur les taux d'intérêt négatifs commencent à faire surface parmi les décideurs du continent européen – où lesdits taux négatifs sont apparus pour la première fois il y a cinq ans.

Un nombre croissant de responsables de la BCE à Francfort commencent à se demander s'ils font plus de mal que de bien ; la Riksbank suédoise semble quant à elle désespérément vouloir [s'en débarrasser complètement](#).

Peu à peu, la presse – qui prend sous la dictée et recopie les dépêches – prend en compte la rébellion contre les taux négatifs.

Les commentateurs n'en sont pas encore arrivés au point de comprendre que c'est l'ensemble de la démarche de lutte contre la crise qui est idiote, contre-productive et inutile... mais on est sur la bonne voie.

Ils ne comprennent pas que l'on ne lutte pas contre la saturation de dette par encore *plus* de dettes ; que la politique monétaire ne crée que de la monnaie morte ; que ce ne sont pas les signes monétaires qui produisent le réel ; que ce ne sont pas les banques centrales qui font la monnaie vivante mais les échanges économiques.

Ils ne comprennent pas la vraie monnaie

Ils ne comprennent pas que la vraie monnaie mondiale leur est totalement inconnue. C'est-à-dire qu'ils ignorent que la vraie monnaie mondiale, c'est le « dollar » qui circule et se crée en dehors des Etats-Unis, souvent appelé eurodollar, mais qui peut aussi être asiatique... Ils ne savent pas non plus que c'est lui qui, en se raréfiant inexorablement, est déflationniste.

Bref ni les gourous ni les commentateurs n'ont compris que l'on est dans le culte du cargo, le culte magique.

Le culte du cargo, au passage, est un ensemble de rites qui apparaissent à la fin du XIX^{ème} siècle et dans la première moitié du XX^{ème} siècle chez les aborigènes, en réaction à la colonisation de la Mélanésie. [Wikipédia](#)

Déjà, fondamentalement, on peut et on doit douter de l'objectif des banques centrales : atteindre un taux d'inflation de 2%.

Si Paul Volcker s'en mêle...

Le grand Paul Volcker vient de s'exprimer sur ce sujet à l'occasion d'un livre à paraître ; il démontre à quel point cet objectif est discutable. L'ouvrage de Volcker s'intitule : *Keeping at It: The Quest for Sound Money and Good Government* [« Persévérer : la quête d'une monnaie saine et d'un bon gouvernement », NDLR].

Volcker critique la politique monétaire actuelle, tout comme l'objectif d'inflation de 2% qui est devenu l'objectif de la Réserve fédérale.

« Je ne comprends pas la raison de ce choix et de cet objectif », écrit-il. « Une cible ou une limite de 2% ne figurait pas dans mon manuel il y a des années. Je ne connais aucune justification théorique. »



Les taux négatifs n'ont pas aidé les banques centrales européennes à atteindre leurs objectifs en matière d'inflation. C'est maintenant une évidence que nul ne peut nier. C'était une évidence théorique – mais jusqu'à présent, elle était réservée uniquement à ceux qui pensaient juste.

Pourquoi continuer ce qui ne marche pas ?

Les banques commerciales ont longtemps crié contre les taux négatifs parce qu'ils réduisaient directement leurs bénéfices en imposant une charge sur leurs réserves de liquidités. Les crises se font de plus en plus pressantes.

C'est toutefois le fait que l'inflation est restée obstinément basse qui constitue l'argument le plus efficace – et il laisse penser que la stratégie risque de s'essouffler.

Pourquoi continuer ce qui ne marche pas ?

Réponse : parce que l'on a peur de perdre la face.

Parce que, fondamentalement, les taux négatifs n'ont pas vocation à produire de l'inflation – ils sont déflationnistes puisqu'ils réduisent les revenus des ménages et les obligent à épargner plus pour leur retraite.

Et aussi parce qu'il faut rendre supportables les dettes des gouvernements afin qu'ils puissent s'endetter plus, « rouler » leurs dettes – et ainsi continuer de retarder l'inévitable.

L'incendie est inévitable

rédigé par Bill Bonner 4 novembre 2019

Donald Trump a été élu pour combattre le Deep State – mais ce dernier est en train de contre-attaquer : qui va l'emporter ?



Nous avons vu la semaine dernière que [M. Trump n'a pas grand'chose à voir avec la réussite ou l'échec de l'économie actuelle](#). Ses réductions d'impôts ont donné un petit coup de pouce en 2018, mais c'est désormais terminé. Tous les indicateurs suggèrent désormais que l'économie américaine va s'enfoncer dans une inévitable récession.

Il n'y a pas à s'en inquiéter. Une récession est une manière normale, naturelle, de débarrasser la forêt de son bois mort. Les mauvaises dettes, les entreprises non-profitables, les entrepreneurs incompetents – tous sont éliminés... afin qu'une nouvelle croissance puisse commencer.

Mais comme vous le savez, les autorités – les malheureuses – ont fait « tout ce qu'il faudra » pour empêcher les étincelles. Elles ont déjà déversé des milliers de milliards de dollars de liquidités... et la Réserve fédérale, à elle seule, devrait injecter 1 000 Mds\$ de plus cette année.

A présent, en utilisant la mesure préférée de Warren Buffett – la capitalisation boursière totale (la valeur de toutes les actions combinées) par rapport au PIB – nous voyons qu'il y a plus de combustible que jamais.

A l'époque où les choses étaient plus ou moins normales, dans les années 1950, 1960 et 1970, le ratio actions/PIB variait entre un plus bas de 30% et un sommet de 80% environ.

Ensuite, il a commencé à prendre le mors aux dents. En 1999, il avait atteint un record de 136%. Puis il a rechuté, pour atteindre 56% environ durant le krach de 2008.

Suite à quoi les autorités se sont mises au travail, injectant 24h/24 ; 10 ans plus tard, elles injectent encore. Et devinez quoi ? Le ratio est désormais à 140%, plus haut qu'il n'a jamais été – plus du double de l'ancienne « norme ».

Nous ne savons pas quel feu de camp échappera à ses boy-scouts... quel mégot de cigarette sera jeté par la fenêtre et viendra allumer des aiguilles de pin... mais lorsque l'incendie se déclarera, il sera sans aucune commune mesure.

Le Deep State contre le président

C'était là la discussion de la semaine dernière. Cette semaine, nous nous intéressons au rôle très spécial joué par Donald J. Trump.

Selon le récit populaire, le président s'en est pris au *Deep State* (les initiés, les compères, les trafiquants et les charlatans qui contrôlent vraiment le gouvernement). A présent, les initiés contre-attaquent.

Voici le *New York Times*, qui déteste Trump :

« La guerre de Trump contre le 'Deep State' se retourne contre lui. »

Anonyme, sans visage et sans voix, l'officier de la CIA qui a déclenché la plus grande menace actuelle pour le mandat du président Trump semblait être quasiment l'incarnation du 'Deep State', que le président accuse depuis longtemps de tenter de l'abattre.

[...] Le défilé de témoins sur Capitol Hill a culminé cette semaine avec le témoignage spectaculaire de William B. Taylor Jr., un officier militaire et diplomate qui a servi son pays pendant 50 ans. Sans plier sous la pression de la Maison Blanche, il s'est présenté pour accuser le président, qui l'avait envoyé en Ukraine il y a quelques mois, d'abuser de son pouvoir pour faire avancer ses propres intérêts politiques. »

Taylor n'est pas le seul militaire à avoir pris fait et cause pour le *Deep State*.

James A. Russell écrit :

« Le 23 octobre, 40 amiraux et généraux en retraite ont appelé Trump à se conduire en accord avec les valeurs des forces armées. Cette extraordinaire missive faisait suite à l'appel de McRaven, dans un éditorial du New York Times du 17 octobre ; selon lui, si Trump n'est pas prêt à défendre les principes sacro-saints de la république et de ses institutions, il est temps qu'une 'nouvelle personne' vienne occuper le Bureau ovale. »

Même les collègues républicains de M. Trump se sont apparemment retournés contre lui. Voici le sénateur Rand Paul :

« Certaines personnes, je ne vais pas citer le sénateur Graham, mais il y a d'autres sénateurs républicains ici dont l'allégeance va plus au Deep State qu'au président. »

Témoin après témoin... nombre d'entre eux faisant partie des agents les plus profonds du *Deep State*... se répandent devant le comité de la Chambre des représentants US, disant tout ce qu'ils savent... et peut-être aussi ce qu'ils ne savent pas – pourquoi pas ?

« Assassinat », hurlent les patriotes. « Lynchage », dit le président lui-même.

Mais que se passe-t-il vraiment ? Et qu'est-ce que cela a à voir avec nos points financiers ?

Un brailard ignare

Ah... c'est là qu'entrent en jeu des courants profonds, très profonds. Ce ne sont pas les vagues de la surface – les hausses et les baisses des marchés, ou l'expansion et la contraction des économies – qui font couler un pays. Ce sont plutôt les tendances de long terme nocives qui ne sont jamais corrigées.

Excès de dépenses... dette... fausse monnaie... prix falsifiés... guerres factices – ce sont là les choses qui corrompent les élites, faussent une économie et pervertissent une société. Et c'est pour combattre tout cela que Donald J. Trump avait été élu.

Quelle autre raison plausible y avait-il de choisir un tel braillard ignare ?

Sa seule vertu était de ne pas être comme les autres candidats. C'était un *outsider*... non un membre reconnu des élites elles-mêmes. Il était spéculateur immobilier, non politicien. Il avait de vraies entreprises – partout dans le monde ; il ne devait rien au Marigot en matière d'argent, de gloire ou de fortune.

Il était exactement ce dont les Etats-Unis avaient besoin – un homme trop riche pour se soucier de ce que disait le *New York Times*... assez arrogant pour s'en prendre au *Deep State*... et trop bête pour y réfléchir à deux fois.

Nous verrons demain ce que cela a donné.